

France Forum

- *Etienne Borne philosophe engagé*
- *Les saisons et les âges*
- *Crise mondiale*
- *Regards sur l'audiovisuel*
- *Les problèmes nationaux en Europe*
- *Des histoires et de la fin de l'Histoire*
- *Histoire et avenir des Jésuites*
- *Les Eglises chrétiennes aujourd'hui*
- *La presse des cent jours
avant Balladur*
- *Jean Lecanuet :
repères biographiques*
- *Arts et lettres*

L'existence d'une revue dépend du nombre de ses abonnés

Abonnez-vous — Diffusez France-Forum

Abonnements de soutien

FRANCE-FORUM demande instamment à tous ceux qui comprennent son effort de lui apporter leur appui en souscrivant un abonnement de soutien dont le prix minimum est fixé à 150 F.

France-Forum, 133 bis rue de l'Université, 75007 Paris
Numéros spécimens gratuits sur demande

“France-Forum” est en vente dans les librairies suivantes :

LIBRAIRIE DES EDITIONS OUVRIERES

9, rue Henri IV - LYON 2^e

LIBRAIRIE JULLIARD

229, Bd Saint-Germain - PARIS 7^e

LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITE

12 A, rue Nazareth - 13100 AIX EN PROVENCE

LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE COLBERT

32, Place Colbert - 76130 MONT SAINT-AIGNAN

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES

30, rue Saint-Guillaume - PARIS 7^e

LIBRAIRIE “DIALOGUES”

Square Mgr Roull - 29200 BREST

POINT DE VENTE EN ALLEMAGNE : LIBERTAS, M^{me} VIGOUROUX,

Hintere Gasse 35/1, D. 7032 SINDELFINGEN

Nous demandons à nos abonnés qui changent de domicile de bien vouloir nous indiquer leur nouvelle adresse sans omettre de mentionner leur ancienne adresse. Merci.

France-Forum a été créé en 1957 par **E. Borne, H. Bourbon, J. Fontanet, J. Lecanuet et M-R. Simonnet.**

Directeur de la publication : **René Plantade** — Secrétariat-Abonnements : **Thérèse Desplanques**

Commission Paritaire n° 60361 — Dépôt légal n° 2514

Composition et Impression : **VIENNE IMPRIM'** — 23, quai Jean-Jaurès — 38200 VIENNE — Tél. 74 85 47 06 — Télécopie 74 31 65 64

Photos : Roger-Viollet - Sygma - Jérôme Chatin - M.P. Guéna.

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION
Etienne Borne, Henri Bourbon
Jean Aubry

133 bis, Rue de l'Université - 75007 Paris
C.C.P. Paris 14.788-84 N - Tél. 45 55 10 10
Abonnement annuel 120 F
Abonnement de soutien de 150 F à 200 F

Sommaire **285-286**

Avril-Juin 1993
30 F

DOSSIERS ET ÉTUDES

- ÉTIENNE BORNE PHILOSOPHE ENGAGÉ**
PAR HENRI BOURBON p. 2
- LES SAISONS ET LES ÂGES**
PAR ÉTIENNE BORNE p. 4
- CRISE MONDIALE :
ET DIMITTE NOBIS DEBITA NOSTRA...**
PAR CHARLES DELAMARE p. 6
- REGARDS SUR L'AUDIOVISUEL (1974-1993)**
PAR JEAN CLUZEL p. 10
- QUELQUES RÉFLEXIONS
SUR LES PROBLÈMES NATIONAUX EN EUROPE**
PAR FRANÇOIS FEJTÖ p. 16
- DES HISTOIRES ET DE LA FIN DE L'HISTOIRE**
PAR JEAN-YVES CHEVALLIER p. 18
- LES JÉSUITES : UNE HISTOIRE PARADOXALE,
UN AVENIR TRÈS OUVERT**
PAR NICOLAS QUILLET p. 22
- L'ÉGLISE ET LES CHRÉTIENS
A L'AUBE DU III^e MILLÉNAIRE**
PAR JEAN ET BLANDINE CHÉLINI p. 27
- LES CENT JOURS AVANT LE GOUVERNEMENT
BALLADUR (VUS A TRAVERS LA PRESSE)**
PAR RENÉ PASCAL p. 33
- LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT** p. 39
- JEAN LECANUET (1920-1993)
REPÈRES BIOGRAPHIQUES**
PAR HENRI BOURBON p. 43

ARTS ET LETTRES

- LA VIE LITTÉRAIRE**
PAR PHILIPPE SÉNART p. 46
- HENRI MATISSE**
PAR HENRI BOURBON p. 54
- DISQUES**
PAR MARC DARMON p. 56

NOTES DE LECTURE

- UNE MORALE SANS MORALISME
DE JEAN-MARIE DOMENACH**
PAR HUGUES ROUVILLON p. 57
- LA DÉMOCRATIE SUR LA BALANÇOIRE
DE ROGER QUILLIOT**
PAR RENÉ PUCHEU p. 59
- JACQUES NANTET (1910-1993)
SOLJETNITSYNE DÉVOILÉ**
PAR JACQUES NANTET p. 61

ÉTIENNE BORNE

PHILOSOPHE ENGAGÉ

On ne lira plus dans "France-Forum" les "Propos du temps" où Etienne Borne mettait ensemble, dans un style d'un somptueux classicisme, pensée et passion. Notre ami vient de nous quitter, mais il demeurera pour nous présent à jamais.

Depuis la création de "France-Forum" en 1957, tous les numéros de la revue ont comporté un ou deux articles de ce philosophe engagé qui était notre figure de proue. Sans la réflexion philosophique d'Etienne Borne, sans ses analyses historiques, sans son regard sur l'événement, notre revue ne sera plus jamais ce qu'elle était. La page réservée à ses "Propos du temps" restera désormais une page blanche. Souvent nous nous demanderons "qu'aurait écrit, qu'aurait pensé Etienne Borne ?". Et souvent nous trouverons la réponse en nous reportant à ses multiples écrits.

Les nombreuses publications d'Etienne Borne - tels ses articles, dès les années 30, dans "La Vie intellectuelle", "Le Roseau d'Or", "Esprit", "Sept", "Temps présent", "L'Aube", puis après la guerre dans "Terre Humaine", "L'Aube", "Recherches et débats", "Etudes philosophiques", "La Croix", "Le Monde", "Forces Nouvelles", "Démocratie Moderne", "La France Catholique", sans oublier évidemment "France-Forum"; tels ses rapports à plusieurs colloques, "Semaines Sociales de France", "Institut International Jacques Maritain", "Fraternité Edmond Michelet", "Académie d'éducation et d'études sociales",... - demeurent malheureusement dispersées, pour l'instant du moins.

Ses livres ne sont donc qu'une partie de ses travaux dont les résultats sont éparpillés dans diverses directions alors qu'il existe entre eux, depuis plus d'un demi-siècle, bien des liens et des correspondances. Il n'est pas inutile de rappeler les titres de ses ouvrages dont les thèmes

demeurent au cœur des interrogations contemporaines : "Le travail de l'homme" (Desclée de Brouwer), "Pour le temps de la douleur" (Seuil), "De Marc Sangnier à Marc Coquelin" (Privat), "Dieu n'est pas mort. Essai sur l'athéisme contemporain" (Fayard) et collection "Foi Vivante" (Cerf), "De Pascal à Teilhard de Chardin" (de Bussac), "Le problème du mal" (PUF), "Passion de la Vérité" (Fayard), "Emmanuel Mounier" (Seghers), "Commentaires" (Cerf), "Les nouveaux inquisiteurs" (PUF).

"France-Forum" a dans un passé récent essayé de remédier quelque peu à cette dispersion en publiant deux cahiers spéciaux, l'un, à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire, rassemblant des textes représentatifs de ses réflexions et de ses engagements (n° d'octobre 1987), l'autre réunissant des articles et études de notre ami sur la Révolution Française, dans le cadre de la célébration du Bicentenaire (n° d'avril 1990). Ces choix ne nous ont pas satisfait, car ils demeurent beaucoup trop limités. Dans notre prochain numéro nous présenterons à nouveau quelques pages qui témoignent symboliquement de son immense talent. Le meilleur hommage à lui rendre n'est-il pas de relire cet écrivain où l'on trouve à la fois les exigences du métaphysicien, les passions du démocrate engagé, les vivacités et l'humour du polémiste. L'étude du professeur André Devaux qui qualifiait Borne d'humaniste rigoureux faisant de son combat politique et de son combat philosophique un seul et même combat au service de la personne humaine mérite elle aussi d'être reproduite et méditée. "La foi philosophique unie sans confusion à la foi chrétienne animait de fond en comble Etienne Borne".

Mais l'écrivain ne doit pas faire oublier le professeur. Agrégé de philosophie, ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, où il connut Raymond Aron et Jean-Paul

une amitié nécessaire à l'éclosion et à l'accomplissement des vocations personnelles. Le personnalisme est donc profondément social. La démocratie ne survivra et ne vaincra que si elle invente des formes nouvelles de service social et d'esprit civique, conformément à l'esprit personnaliste".

Toute une part de l'œuvre d'Etienne Borne - qui oppose la fécondité de l'idée démocratique aux dangers des idéologies dogmatiques - peut être considérée comme une bonne illustration de cette proposition d'Albert Camus : "On ne décide pas de la vérité d'une pensée selon qu'elle est à droite ou à gauche, et encore moins selon ce que la droite ou la gauche décide d'en faire".

Etienne Borne a eu le courage très souvent de ramer à contre-courant des modes intellectuelles et politiques : marxisme, existentialisme, structuralisme, gauchisme, modes qui aujourd'hui paraissent bien démodées et ont cessé de faire loi dans la culture établie. Pour ne rappeler qu'un dernier épisode, Etienne Borne avait précédé depuis longtemps nos brillants néo-humanistes dans la contestation d'un "tout-culturel" qui ne savait plus distinguer entre les valeurs.

Très tôt Borne devint l'indispensable référence doctrinale de sa famille politique : le Mouvement Républicain Populaire et la démocratie chrétienne européenne. Ses nombreux textes d'engagement attestent et rappellent qu'il n'est pas d'action politique sans une dimension de doctrine, sans une certaine idée de l'homme et des valeurs. Ce que lui doivent les démocrates d'inspiration chrétienne et les centristes, Jean Lecanuet, son ami, l'aurait dit avec toute la force de l'admiration qu'il lui portait, car il le savait mieux que quiconque. Mais le destin a voulu que ce soit Borne qui rende dans le dernier article qu'il ait écrit un hommage ému à Jean Lecanuet dont il soulignait qu'il avait été homme d'action autant que de pensée.

Fidèle à une tradition de pensée et de culture, Etienne Borne ne s'enfermait cependant pas en elle ; il avait le goût d'autres pensées et d'autres rivages ; il parlait aussi bien de Camus et de Malraux que de Mounier, du Père de Lubac et de Blondel, de Saint-John Perse que de Mistral, de Raymond Aron que de Maritain, de Machiavel que de Rousseau, de Hegel que de Bergson, de Kant et de Nietzsche que de Péguy et Teilhard. Ce méditerranéen, passionné et taciturne comme ils le sont parfois, si visiblement enraciné dans sa terre natale avait, tels les Grecs et les Phocéens d'autrefois, le goût de l'autre rive.

Chrétien, démocrate, philosophe personnaliste, professeur, éditorialiste, écrivain, Etienne Borne est l'une des plus attachantes figures de l'humanisme au XX^e siècle, on s'en apercevra davantage encore demain qu'aujourd'hui. Vous nous manquerez, très cher ami. Vos passions, votre lucidité, votre sensibilité, votre fermeté dans la pensée et votre courage dans l'action nous manqueront.

Henri BOURBON

Etienne Borne dans les années 60.

Sartre, Borne enseigna à Valenciennes, à Béziers, puis à Toulouse où son action de Résistant le conduisit à assumer à la Libération les fonctions de Commissaire à l'information. Il fut dans sa jeunesse l'élève d'Alain et, plus tard, il enseigna lui aussi la philosophie à Paris dans la prestigieuse "khâgne" du Lycée Henri IV où il forma plusieurs générations d'enseignants. Il termina sa carrière universitaire en qualité d'Inspecteur Général de l'Instruction Publique.

Etienne Borne fut un homme de débat et un homme de combat, un philosophe personnaliste et un démocrate militant.

L'action de démocrate qu'a menée Borne est inséparable de sa réflexion personnaliste sur l'homme et la société : "Si la démocratie est la vérité de la politique et s'il faut une philosophie à la démocratie, cette philosophie ne peut être qu'un humanisme intégral. Et l'humanisme n'est intégral que s'il est personnaliste".

Notre ami a toujours clairement précisé la place et le rôle qui, selon lui, reviennent au personnalisme dans la vie politique : "Le personnalisme, disait-il en 1939, a l'ambition d'inspirer une action politique. Il affirme que la société - famille, commune, syndicat, patrie - est pour la personne et non la personne pour la société. La valeur d'une société ne se justifie que dans la mesure où elle est

LES SAISONS ET LES ÂGES

par Etienne BORNE

Nul mieux qu'Etienne Borne lui-même ne pouvait exprimer les sentiments qui l'animaient à l'approche du terme de sa vie ; aussi publions-nous ci-après le texte poétique et bouleversant qu'il écrivit dans "France-Forum" à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire.

*Lou temps que se refrejo et la marque salivo
Tout me dis que l'iver es arriba per ieu
E que fau, leu à leu, acampa mis oulivo
E n'oufri l'oli vierge à l'autar dou bon Dieù.*

Frédéric Mistral (82 ans)
Lis Oulivades

Dans les cycles de la nature comme dans l'irréversibilité des destinées humaines, deux fausses saisons marquées par l'incertitude de leur être et de leurs limites : le printemps et l'automne ; le printemps et l'automne qui ne sont pas sans correspondances, de part et d'autre des étés et des maturités.

Le printemps doux aux yeux et si sensible au cœur prodigue en possibilités multiples et contradictoires ; et tant de fleurs si belles ne donneront jamais de fruits ; des esquisses du meilleur mêlées aux ébauches du pire qui font le vertige et la séduction des adolescences printanières. Botticelli et le premier Lamartine furent les artistes les mieux accordés aux inquiétudes et aux délices parfois pervers de cette saison et de cet âge dans lesquels le recommencement de la nature et les commencements d'une vie font semblablement une aube exaltée et incertaine.

Le printemps a trop de charme pour se résigner à son déclin et il tend à se perpétuer hors de sa propre saison. La crainte de mûrir est plus ravageuse que la peur de mourir. Aussi que de mauvais étés et de moissons pourrissantes sous les pluies tièdes d'un printemps interminable ; que de maturités avortées, corrompues par une adolescence prolongée qui n'en finit pas de finir. L'été alors est d'une infertile brièveté. "Adieu, vive clarté de nos étés trop courts" dira Baudelaire, poète des brumes, des spleens et des soleils intimes de l'arrière-saison. Baudelaire qui aimait Manet et ses femmes automnales.

Pensif automne en effet qui ne retrouve pas l'indéfini illimité des champs et des aventures, une fois qu'il a été engrangé et ordonné dans l'enceinte fermée des celliers et l'intimité close des foyers.

Dans la mesure où elles ne sont point dénaturées par la longueur abusive des printemps et des automnes, l'été et l'hiver sont les seules vraies et franches saisons, bien assurées d'elles-mêmes. Cette certitude, sans brumes ni brouillards, inspire moins les artistes que ces saisons de rêve ou de songe que sont le printemps et l'automne. Les odes à l'aurore et les chants du crépuscule occupent plus de place dans le thésaurus de la poésie universelle que les hymnes à la gloire de "midi roi des étés". Les soleils de Van Gogh doivent peu de chose à la générosité des étés et sont le produit effervescent d'un cerveau génialement éclaté. Mallarmé dont les poèmes sont autant d'aigus cristaux de glace dont aucun dégel ne menace l'impénétrabilité, est un des rares poètes à opposer au "printemps maladif", l'hiver "saison de l'art serein, l'hiver lucide". Mallarmé, mais aussi, aux antipodes de son esthétique, Mistral à qui j'ai dérobé pour le prendre à mon compte le quatrain qui sert d'épigraphe aux "Olivades" : "Le temps qui refroidit et la mer qui moutonne Me disent que l'hiver est arrivé pour moi".

Cédant à la double sollicitation mallarméenne et mistralienne mais, n'en étant pas, dans mon bric à brac lyrique, à un poète près, j'aurais pu aussi bien citer Saint-John Perse : "Grand âge nous voici ; rendez-vous pris et de longtemps avec cette heure de grand sens", c'est dans la claire lumière hivernale que j'entends considérer pour les mieux comprendre, les travaux inachevés de mes jours abolis.

*
* *

On l'a bien compris : mon hasardeuse guirlande des saisons et des âges n'était pas innocente ; la ronde des temps n'a le sens que j'ai dit que vue d'hiver en l'ultime étape. C'est en hiver que sonne l'heure de la vérité et que prend figure et implacable netteté ce qui était resté longtemps embrouillé et confus : au moment où j'entre dans le grand âge, une gentillesse amicale consacre un numéro entier de la revue à une suite de textes pris dans la multitude des écrits par lesquels j'ai, depuis plus de cinquante ans, philosophiquement et politiquement scandé la fuite des années et les vicissitudes du siècle. Et leur disparate me fait percevoir à quel point et jusqu'à l'irré-médiable ma vie s'appelle dispersion.

Ma manière d'épouser mon temps a été de prendre parti dans toutes les querelles du siècle et même les conflits d'église ; de quoi perdre sa philosophie ; mais je n'ai pas voulu non plus renoncer à la philosophie et je n'ai pas cessé de m'interroger, avec le peu qui me restait de temps et de ressources sur d'inéluctables problèmes métaphysiques que beaucoup de mes contemporains, et même dans l'intelligentsia, jugent, avec une terrifiante futilité, dépassés ou vides de signification. Mais pour approfondir vraiment ces hautes et pressantes questions, il aurait fallu une sérénité contemplative pour laquelle je ne suis pas doué et dont me détournaient les turbulences et les éparpillements qui sont les servitudes d'une existence engagée. Deux pôles dans une vie, cela veut dire tension et écartèlement, peut-être pire à en croire le proverbe provençal "qui a deux maisons perd la raison".

Et pourtant, je n'ai jamais supporté les pratiques du double jeu et les théories de la double vérité. M'a toujours habité, aussi têtue que frustré, la conviction qu'il y a une vérité et que, n'en déplaise aux nietzschéens, ce n'est pas en dehors de la vérité que peuvent être cherchés et trouvés salut et liberté. J'avais appris que la question d'ironie sceptique "Qu'est-ce que la vérité ?" avait été proférée par le procureur romain alors qu'il avait devant lui, visible aux yeux de la foi, la vérité incarnée qu'il allait ensuite laisser crucifier.

Telle m'est apparue et de mieux en mieux la condition de la vérité en ce monde de la dissimilitude. La raison doit avoir raison, exigence première, mais cette raison est comme démembrée dans l'antagonisme des raisons opposées tant dans le champ philosophique que dans le champ politique. Il n'y a de remède au désespoir toujours menaçant (combien de fois me suis-je référé au cavalier de Dürer avançant vaillamment entre la mort et le diable ?) que dans un labeur toujours recommencé pour remembrer les vérités éparses, en gardant la foi à la Vérité dont l'unité ne peut être que mystérieuse et transcendante.

Aperçue et assumée au terme de ce que j'appelais la lumière hivernale, la dispersion d'une existence écartelée tant bien que mal et plutôt mal que bien, entre plusieurs fidélités, chacune difficile et plus difficiles encore à vivre ensemble, peut passer, jugée avec cette indulgence qui descend du ciel avant la nuit ou l'éternité, pour un hono-

nable service de la vérité. Vérité qui souffre passion dans la dispersion du temps et de l'espace. Telle est ce que je peux appeler "ma" philosophie, et sans vaine fierté car, ayant vocation de disciple, je n'ai rien dit ni pensé que je ne l'aie d'abord reçu d'autrui : mais autrui a tant de visages !

Il convient donc de bénir le Dieu qui a fait l'hiver après l'été et leurs lumières différentes et complices, car, sans ces deux fortes saisons, la nature et le destin des hommes n'étant plus alors que la succession d'un printemps enchanté et d'un automne désenchanté, perdraient ce qu'ils ont de sérieuse et roborative saveur.

*
* *

Voici que je me laisse reprendre par ma poétique des saisons et des âges. Flamboyantes ou glacées, les lumières de l'été et de l'hiver ont une limpidité et une pureté telles que ces saisons n'ont pas besoin, pour se faire aimer, de recourir au jeu sensuel des couleurs. "L'aurore aux doigts de rose", "de l'arrière-saison le rayon jaune et doux" diront les poètes. La lumière de l'hiver comme celle de l'été a, dans sa transparence, une beauté vraie qui se suffit à elle-même.

On dira qu'est fertilisante la lumière d'un été riche en œuvres et que reste stérile la lumière d'un hiver qui ne peut, en les dénombant, et c'est déjà une grâce, qu'éclairer et pacifier les actions et les passions des saisons et des âges abolis. Mais c'est calomnier l'hiver qui a lui aussi sa fécondité. J'en appelle à Mistral et aux derniers vers du quatrain des "Olivades" :

"Il me faut, sans tarder, rassembler mes olives
Et en offrir l'huile vierge à l'autel du Bon Dieu".

J'ai sept oliviers sur une colline de Provence qui n'est que roc et cailloux. Et la merveille est que je les retrouve chaque fois peut-être plus secs et tordus que l'année précédente, mais est toujours aussi vivace l'argent de leur pâle feuillage. L'olivier et son fruit, récolté l'hiver, donnent beaucoup à penser au philosophe.

L'olivier était l'arbre d'Athéna la plus anxieusement sage des divinités antiques, comme le montre "l'Athéna pensive appuyée sur sa lance", du musée de l'Acropole et il me plairait que le petit peuple d'Israël ait jeté des branches d'olivier sous les pas du Christ le jour des Rameaux. Par sa résistance au temps qui vainement passe, l'olivier est un bon symbole d'immortalité ; par ses fruits, l'olive légère est l'huile grasse (qu'on dit vierge lorsqu'elle est obtenue par un premier pressurage), l'olivier témoigne pour l'énigmatique fécondité de l'hiver. Aussi le plus rachitique de mes oliviers est-il celui qui est le plus cher à mon cœur. Il m'arrive de me sentir, comme lui, épuisé et non pas fatigué. Epuisé par la vie et nullement fatigué de la vie et capable, dans le souffle de l'esprit et du mistral, de donner encore quelques signes de pensée.

Etienne BORNE

CRISE MONDIALE : ET DIMITTE NOBIS DEBITA NOSTRA...

par Charles DELAMARE

La crise économique qui sévit actuellement est la plus grave que le monde ait connue depuis 1929. Rien ne nous assure qu'elle ne dépassera pas en noirceur et surtout en durée ce qu'on a appelé la "Grande Dépression". Nous ne sommes pas à la fin mais au début d'une douloureuse transformation des rapports de production et de consommation, et par conséquent des rapports sociaux. Le Gouvernement. Balladur a pris ses fonctions au pire moment, celui où, par sa propre inertie, le mouvement destructeur s'accélère : plus de chômage, plus de faillites, plus d'appauvrissement, plus de déchirements dans le tissu de la société. Octobre sera noir, janvier sera froid.

Quelle action peuvent entreprendre les responsables d'un pays relativement petit comme la France ?

Changer les données du problème qui est mondial, ils ne le peuvent que faiblement. Infléchir l'attitude des Français à l'égard de celui-ci serait la meilleure contribution qu'ils apporteraient à la résolution de l'énigme, s'ils

ne se trompent pas de diagnostic. Une crise de cette envergure semble mystérieuse dans ses causes. Les remèdes à y apporter sont d'autant plus difficiles à prescrire. La crainte doit obséder nos ministres que le médicament ne tue le malade.

Qui s'attendait après le démantèlement du mur de Berlin à ce que le système capitaliste, vainqueur définitif du communisme, s'abîme trois ans après dans les affres du doute quant à sa capacité de survivre ? Le paradoxe est saisissant. Pendant des décennies il y a eu un ou plusieurs centres de contestation à l'égard de l'économie de marché. Celle-ci avait perdu le monopole de la rationalité depuis qu'elle n'avait pas su mettre rapidement un terme aux drames humains engendrés par la Grande Dépression. Malgré une propagande effrénée du système capitaliste pour faire croire aux autres et à lui-même qu'il avait réussi à se sauver par ses propres forces, les plus lucides savent que Roosevelt avait misérablement échoué en 1939. Six ans après le New Deal, il y avait encore plus de chômeurs aux Etats-Unis que lorsque le

nouveau Président avait été intronisé le 4 mars 1933. Keynes et tous ses disciples avaient noirci des hectares de papier en vain. Mais l'échec fut masqué, Adolf Hitler lançant énergiquement à compter de la même année une politique économique et financière principalement orientée vers le réarmement : sous l'habile direction du Dr Schacht, la mise en œuvre des remèdes keynésiens permit, à la veille de la guerre, de sortir l'économie allemande du gouffre où elle était précédemment tombée.

Une démonstration pas très brillante pour le libéralisme ! Heureusement -, si l'on peut dire - la guerre chaude puis froide vint. Devant le danger de débordement en Europe, puis dans le reste du monde, le système ne s'embarrassa plus de scrupules et survécut dans la crainte, mais dans les meilleures conditions de confort. La disparition de la menace a tari l'audace et l'imagination dans le camp occidental.

Elle met, ce qui est plus angoissant, le libéralisme au défi de se réaliser dans sa plénitude. Celui-ci d'après la théorie et l'expérience est mû par une logique interne. Tout déséquilibre se corrige lorsque les forces du marché jouent librement. Jusqu'à maintenant, le libéralisme ne régnait que sur une partie du globe. D'abord dans un seul pays, l'Angleterre victorienne, puis en Amérique du Nord et en Europe Occidentale, enfin au Japon. Plus on s'éloignait de Manchester dans l'espace et le temps plus la pureté de la doctrine se nuancait de maints ajouts. L'économie de marché ne s'était développée et maintenue que sur un tiers de la planète. Cette capacité de survie au milieu d'un monde qui lui était majoritairement hostile a fini par provoquer la reddition et la conversion totale de son adversaire principal, l'URSS.

Le libéralisme, même en Chine, n'est plus contesté dans son principe. Mises à part certaines tentatives un peu burlesques d'économie islamiste. Le libéralisme est reconnu désormais sans rival dans le monde entier. Ses problèmes commencent. Sa victoire l'oblige à être sérieux et conséquent ; les circonstances exceptionnelles ne sont plus censées excuser les manquements à la doctrine. La partie du monde qui échappait à son emprise lui permettait sporadiquement de trouver des exutoires à ses difficultés ou à ses excès au temps des colonies comme à celui de l'Empire du mal. Depuis la disparition de l'URSS en 1991, l'économie de guerre a cessé d'exister. Appliquer le libéralisme dans son intégralité suppose réalisées deux conditions : l'existence d'une monnaie fiable et la liberté des échanges. C'est loin d'être le cas. Tant que ces deux rouages essentiels n'auront pas été remis en place, la mécanique du capitalisme ne fonctionnera qu'avec des ratés, des secousses et des catastrophes. La crise que nous connaissons aujourd'hui est le résultat des déficiences profondes de notre système économique, la rançon de son impureté. Y remédier entraînerait de douloureuses adaptations.

LA MONNAIE ET LA DETTE

La monnaie fiable et stable tout d'abord. Faut-il insis-

ter sur ce point tant il est visible ? Les bulles financières, les spéculations insensées, les dévaluations compétitives, tous ces symptômes d'un malaise profond ne produiraient pas leurs effets pervers si le système monétaire international avait été restauré dans ses fonctions essentielles qui sont les mêmes que celles requises pour une devise nationale.

Mais la confrontation Est-Ouest a profondément détérioré les conditions nécessaires au fonctionnement d'un système monétaire international normal. Comme toutes les guerres, elle a été financée à crédit. A la fin du combat, les efforts ont été intensifiés. En 1992, en dollars constants, les dépenses militaires américaines étaient proches de leur plus haut niveau depuis la seconde guerre mondiale ! La dette fédérale américaine a triplé en dix ans ainsi que les taux d'intérêt. Le service de la dette représentait 9 % du budget en 1980, il est proche aujourd'hui de 20 %. Dans d'autres pays comme en Belgique, en Italie, en Grande-Bretagne, le phénomène est encore plus accentué. La France et l'Allemagne se mettent à imiter ces exemples fâcheux. Comment s'étonner des taux d'intérêts réels à long terme, supérieurs de près de cinq points au taux de la croissance économique ?

Les mécanismes de la croissance en sont profondément affectés, même lorsque, comme aux Etats-Unis, les taux à court terme (qui eux jouent sur la trésorerie courante des banques et des entreprises) sont ramenés à un niveau inférieur à l'inflation. L'investissement est la promesse des emplois de demain. L'endettement public causé par des dépenses de consommation (militaires comme aux Etats-Unis ou sociales comme actuellement en Allemagne) freine et même étrangle la volonté d'investir en raison de la pression exercée sur les taux des financements à long terme. Clinton essaie de sortir de ce piège, mais il se heurte aux vues étroites du Congrès. Pourtant, c'est des Etats-Unis, la seule grande puissance existante encore, que doit venir la réalisation d'une des conditions fondamentales d'un développement harmonieux de l'économie : une monnaie internationale fiable.

L'Europe peut contribuer puissamment à cette remise en ordre si elle réussit à réaliser l'ambition du Traité de Maastricht qui est l'établissement dans les frontières de la Communauté d'une zone monétaire stable, indispensable d'abord à la liberté des échanges, mais aussi à la réduction des taux à long terme au niveau normal qu'ils atteignaient avant 1914, c'est-à-dire 3 % environ en termes réels.

Le gonflement de l'endettement des Etats constitue l'obstacle principal au retour à la normalité financière et à la santé économique. Résorber la dette accumulée depuis cinquante ans ne peut se faire qu'à travers une déflation porteuse de multiples souffrances. Si les Etats-Unis augmentent leur charge fiscale de plusieurs points de PIB, il en résultera une diminution de la consommation, sensible non seulement chez eux mais aussi chez tous leurs fournisseurs étrangers. Clinton a pris cette orientation, il aura le plus grand mal à réaliser même en partie ce qu'il a prévu. Les intérêts particuliers qui sont

atteints par un tel nettoyage du bilan s'y opposeront à travers les lobbies du Parlement. Il en va de même ailleurs.

Le programme du nouveau gouvernement français comporte la réduction des déficits qui, au total, atteignent en 1993 400 milliards de francs (budget, sécurité sociale et collectivités locales), soit 5,2 % du PIB. Les abattements auxquels on essaie de procéder sur les dépenses budgétaires portent sur 30 à 40 milliards de francs. Ils ont un caractère partiellement symbolique. Encore se heurtent-ils à des résistances acharnées. Une action encore plus rigoureuse n'aboutirait pas à une réduction significative de l'endettement de l'Etat qui dépasse aujourd'hui les 2 200 milliards de francs.

Dans tous les pays du monde, ployant de façon plus ou moins pénible sous cette charge, il n'existe aucun espoir de revenir aux conditions normales de fonctionnement pour une économie de marché que si l'on procède à ce que dans l'Antiquité on appelait "Kreon apokopé", la remise des dettes. Réalisé à plusieurs reprises, ce grand coup de balai relançait l'économie des cités hellénistes. On en trouve la trace dans le "Paster Noster" où chaque jour des millions de fidèles implorèrent le Père Eternel de leur "remettre leur dette comme ils feront aux autres : *dimitte nobis debita nostra*".

Ce nettoyage purificateur a eu lieu en Europe occidentale de manière involontaire après la Deuxième guerre mondiale par le moyen de l'inflation. Là où celle-ci a été la plus destructrice comme en Allemagne, l'opinion est restée profondément hostile au renouvellement d'une telle opération, d'où l'attachement au Deutsche Mark. De même qu'en France, le souvenir des drames liés à l'aventure des assignats pendant la Révolution a été le meilleur soutien au franc germinal un siècle durant. Il faut évidemment imaginer une forme différente de résorption de l'endettement. Une caisse d'amortissement internationale pourrait être créée au niveau de la Communauté Européenne, peut-être même en parallèle avec les organismes installés à Bretton Woods pour résoudre les problèmes nés après la Deuxième guerre mondiale.

La collaboration internationale est indispensable. Il s'agit de liquider les séquelles de cette Troisième guerre mondiale d'un type particulier qui s'est achevée il y a à peine deux ans. Il est malheureusement prévisible que des mesures aussi audacieuses ne seront prises que lorsque la crise actuelle aura atteint son paroxysme et qu'elle aura provoqué des remous sociaux insupportables. En 1994 ou en 1995 ?

LIBERTÉ DES ÉCHANGES ET COÛT DU TRAVAIL

Le deuxième mécanisme nécessaire au bon fonctionnement de l'économie de marché est la liberté des échanges. L'acte d'échange, dans la théorie classique, est une relation d'égalité établie selon des critères objectifs. Ceux-ci résident dans le fait que le transfert réciproque porte sur deux marchandises ayant coûté à produire la

même quantité de travail.

L'accord général (GATT) (1) passé entre les pays développés à Genève en 1947 en application de la Charte de La Havane vise à établir des conditions d'échange transparentes entre les Etats, qui devront abolir progressivement les obstacles "impurs" constitués par des réglementations spéciales telles que les contingentements, les droits de douane non réciproques, les prescriptions abusives,...

Dans l'opposition à la conclusion d'un accord du GATT portant sur les dernières discussions entre les Etats-Unis et la Communauté, il apparaît une problématique qui va grossir et embellir dans les années à venir. Contre la majorité de leurs partenaires européens, les Français veulent, sinon bloquer du moins globaliser la négociation sur le GATT en refusant de tenir pour acquis le compromis sur l'agriculture auquel sont naguère parvenus les Etats-Unis et le représentant de la Commission. Il convient de ne pas sous-estimer la difficulté de la position française et le risque que nous courons de nous trouver isolés sur ce dossier. Les Britanniques en particulier feront sans doute valoir que nos arguments sont les mêmes que ceux avancés par les propriétaires anglais (les Landlords) contre Robert Peel vers 1840, lorsqu'il fit voter les lois instaurant le libre-échange, fondement de la prospérité anglaise dans la seconde moitié du XIX^e siècle. On nous fera observer que les conséquences d'une rupture sur ce point avec nos partenaires de la Communauté seraient sans commune mesure avec l'importance des questions soulevées à propos de l'agriculture française dans la négociation du GATT.

Si le gouvernement français estime nécessaire de conserver sur le site 400 000 éleveurs ou cultivateurs de plus que ce qu'autorise la dure loi du marché, il devrait, dans l'hypothèse où il échouerait à faire partager ce point de vue par les autres membres de la Communauté et les autres partenaires du GATT, expliquer à ses contribuables qu'ils doivent consentir les sacrifices que les autres Européens ne veulent plus supporter à leur place. La souveraineté nationale n'est pas abolie dans ce domaine. Cet épisode annonce des difficultés beaucoup plus grandes. La colombe qui tenait dans son bec le rameau d'olivier annonçant la fin de la guerre froide a apporté d'autres messages moins agréables.

Le premier est que le confinement des 400 millions d'Européens situés à l'Est de l'Oder de même, à terme très court, que celui des 1 200 millions de Chinois, est terminé. Le communisme a tenu enfermés des individus d'une bonne qualité qu'il a cependant, ce fut le principal mérite du régime, dotés d'une instruction générale équivalente à celle dispensée en Amérique et dans l'Europe de l'Ouest. Ces personnes sont animées aujourd'hui du plus grand désir de travailler pour acquérir le niveau de vie occidental. Est-ce mal ?

Le deuxième message est le corollaire du précédent. Les salaires que l'on paie dans les pays ex-communistes sont beaucoup plus bas que dans les pays toujours capi-

talistes. A l'extrême, avec 6 000 Francs par mois, le coût approximatif du SMIC en France, on peut acheter la force de travail de 60 Vietnamiens, beaucoup plus motivés pour ce soixantième de SMIC que le travailleur parisien. La valeur d'échange, nous enseigne le libéralisme, est déterminable par le travail incorporé dans le produit ou le service. Par l'abolition du rideau de fer, les prolétaires du Troisième monde entrent en concurrence avec des privilégiés qui s'imaginaient être des déshérités.

Le troisième message s'adresse aux catégories socio-professionnelles que leurs problèmes poussent à défiler dans les rues avant d'aller reprendre leur voiture pour rentrer dans leur pavillon de banlieue : les infirmières, les sidéurgistes, les techniciens de la communication, les pêcheurs, les médecins conventionnés, les professionnels du spectacle,... Pendant la guerre froide, les avantages sociaux que l'on dit aujourd'hui "acquis" comme un arbre généalogique ont été dispensés par le capitalisme assiégé pour empêcher les masses de passer à l'ennemi. A l'intérieur du camp occidental, les différences dans le progrès social n'étaient perceptibles que pour les professionnels de la lutte des classes. Elles n'entraînaient pas de distorsions sensibles dans la concurrence. Aujourd'hui, si le monde devient une vaste foire d'empoigne, le handicap des charges sociales apparaît insurmontable pour ceux qui en ont bénéficié si longtemps tout en maugréant.

Le quatrième message a été porté par une colombe venant d'un autre point de l'horizon. Le monde s'est rétréci de manière fulgurante ces dernières années. Les progrès des instruments de communication ont supprimé une large partie des obstacles physiques qui empêchaient la concurrence entre produits similaires de s'exercer sur toute la surface du globe. Les coûts du transport et la durée des communications apportaient une protection géographique à des millions d'entreprises. A l'heure actuelle, de grands établissements font traiter les opérations de saisie de l'information aux Philippines quand tout dort chez nous. Le matin, le satellite qui les a transportés au départ les ramène pour un prix équivalent au dixième d'un traitement réalisé dans notre pays.

Ces procédés vont se généraliser. Les travailleurs, œuvrant à un dixième ou à un vingtième du coût pratiqué dans les pays où la protection sociale et syndicale a porté ses fruits, n'ont plus besoin de s'exiler comme les Marocains importés dans la région parisienne avant le choc pétrolier. C'est le travail qui va émigrer vers les pays où il est payé beaucoup moins cher. En Allemagne, les industriels soumis à la pression du DGB, le grand syndicat unifié, commencent à abandonner leurs traditions et leurs travailleurs pour transférer la production en République tchèque ou en Pologne, voisins et si bon marché ! Les avantages dus à la géographie qui, selon Adam Smith, mettaient en opposition le vin portugais au drap anglais joue désormais sur la rémunération, avantages sociaux compris, du travail à qualité égale, l'avantage naturel entrant pour une fraction toujours plus faible du prix de revient.

Les partisans du "non" à Maastricht ont une réponse toute prête : "fermons nos frontières, coupons nos relations, isolons-nous, la France seule est assez riche, forte, intelligente pour vivre à son rythme". Chacun sait, même parmi eux, que c'est du rêve. Nous dépendons à 50 % de nos échanges avec l'étranger. Il n'y a pas d'autre choix qu'entre l'exposition totale à la concurrence mondiale et l'ouverture à la Communauté Européenne, elle-même se protégeant derrière une barrière douanière assez forte pour ralentir, non pour arrêter, les flux commerciaux en provenance des pays à bas salaires. La Communauté ne doit plus être une passoire, mais un filtre. Du reste, ceux qui mettent en doute les effets positifs d'une intégration modérée dans la Communauté n'ont pas de solution de remplacement.

Même en bénéficiant de l'appui des autres Européens, il est nécessaire de se préparer à de rudes transformations. Nos cousins de l'Europe de l'Est ne nous demandent pas la charité, mais la possibilité d'accroître leurs exportations. Leurs livraisons concernent souvent les secteurs les plus sensibles de la Communauté : les produits agricoles, l'acier, l'aluminium, les textiles. Contrôler les importations, c'est pensable. Les arrêter totalement, c'est les pousser vers des solutions de désespoir tout en nous interdisant d'exporter les produits où nous disposons d'un avantage comparatif. Une réaction stupide !

UNE CRISE D'UNE AUTRE NATURE

La crise actuelle ne peut pas se comparer à celle de 1929. Elle n'a pas son origine dans une surproduction inadaptée aux besoins. C'est une crise qui ne peut être surmontée que par de profondes réformes de structure. Le mérite de l'actuel gouvernement est de l'avoir proclamé d'entrée de jeu. A-t-il été bien compris ?

On peut en douter. Les électeurs attendent des résultats concrets en matière d'emploi avant la fin de l'année. Ils seront déçus. Devant la remise en forme des disciplines du libéralisme, il est indispensable que les problèmes sociaux, laissés de côté, soient pris en charge. La logique de l'économie de marché n'est pas toujours celle de la vie humaine. Il faut y introduire la dimension de la justice sociale. Il est urgent de nous préparer à faire face aux difficultés, sinon aux drames, qui vont surgir au fur et à mesure que se révéleront les implications de la cure de vérité à laquelle nous serons soumis. La société a besoin d'être prise en compte, d'être défendue et d'être dirigée vers l'avenir.

Il ne faut pas désespérer ! La France dispose d'atouts considérables dans la lutte qui s'engage. La condition nécessaire pour réussir est que les Français prennent conscience et prennent courage.

Charles DELAMARE

(1) *General Agreement on Trade and Tariffs (GATT).*

REGARDS SUR L'AUDIOVISUEL (1974-1993)

par Jean CLUZEL

Notre ami et collaborateur, le sénateur Jean Cluzel, de l'Institut, auteur, au sein de la Commission des Finances du Sénat, de nombreux rapports sur la presse et l'audiovisuel, vient d'achever la publication d'une synthèse, préfacée par Dominique Wolton, intitulée "Regards sur l'audiovisuel (1974-1993)", en sept volumes : "Une autre bataille de France", "Mots pour maux", "Pour qui sont ces tuyaux qui sifflent sur vos têtes ?", "Feu d'artifices pour fin de législature", "L'Age de la Télévision", "Education, Culture et Télévision", et pour conclure, "Lettre à mes collègues représentants du peuple".

Avec l'aimable autorisation de l'auteur, France-Forum est heureux de reproduire quelques pages de ce tome 7 qui vient de paraître (Editeur : L.G.D.J. - E.J.A.) et contient, en conclusion de l'étude exhaustive de la télévision et de ses problèmes menée tout au long des six ouvrages précédents, des "pistes de réflexion" et des propositions concrètes pour relever les défis lancés par la puissance cathodique à nos sociétés contemporaines.

Comme le souligne avec raison Dominique Wolton dans sa préface, "revaloriser l'intérêt et l'importance d'une politique de l'audiovisuel au plan européen... est au moins aussi important que les efforts en matière de politique de l'éducation, du commerce, de la recherche ou de la technologie. Il y va de l'identité et de la culture de l'Europe.

"Redonner une ambition à l'audiovisuel est également important au plan national... l'audiovisuel constitue le principal lien social de nos démocraties de masse et... à ce titre, il mérite autant d'importance et de qualité de réflexion que n'importe quel autre secteur stratégique ! La communication est probablement..., avec l'éduca-

tion, le secteur névralgique de l'avenir culturel de nos démocraties".

LA PUISSANCE SANS LA GLOIRE

L'usage de la télévision est, sans doute, en cette fin de siècle, le phénomène le plus important chez les peuples que l'on dit développés comme chez ceux qui, en marge du développement, y assistent par écrans interposés. Aussi n'est-il pas exagéré de parler d'un âge de la télévision.

Celui qui se veut attentif aux signes du temps se doit en effet d'être sensible aux multiples formes de dégradation qui menacent notre civilisation. Et l'audiovisuel, au lieu de l'en préserver, risque bien d'en accroître la nocivité. Ce phénomène est dévastateur. En lui, paraissent se conjuguer la perte de la mémoire historique, l'affaiblissement du sens civique, la perméabilité de la langue, l'incapacité, enfin, de concevoir l'existence humaine autrement que comme une succession d'instantanés sans durée.

Ce constat fait, autour de lui, la quasi-unanimité : créateurs, politiques, sociologues, philosophes eux-mêmes, prennent en compte les conséquences d'une absorption massive de télévision sur l'évolution des comportements et des mœurs. Il semble même qu'il s'agisse de la plus subtile et de la plus importante influence sur l'avenir de l'humanité qui ait jamais existé. Pour le meilleur ou pour le pire. Avec, comme horizon, le *village global*, pour les uns, ou le *goulag électronique*, pour les autres. Il est, par conséquent, important d'approfondir la réflexion sur notre responsabilité collective

et nos responsabilités individuelles à l'égard de cette *machine médiatique* dont la puissance accroît la fragilité de nos sociétés.

Donnez-nous notre télé quotidienne ou la prière cathodique

Dans tous les pays modernes, la télévision représente un ensemble considérable par ses moyens, tandis qu'elle met en jeu d'innombrables intérêts. C'est dire qu'elle pose des problèmes d'une extrême complexité. Il importe donc, avant tout, de considérer la question du côté des usagers qui peuvent être, soit les bénéficiaires, soit les victimes de cette télévision sans laquelle ils ne sauraient plus vivre. Ceux-ci doivent savoir jusqu'à quel point ils peuvent se laisser séduire par ce nouveau moyen de divertissement, d'information, voire d'éveil à la culture. Il leur faudrait donc avoir conscience des mécanismes par lesquels le goût de la télévision devient un besoin tyrannique et ce qui en résulte, non seulement pour eux, mais surtout pour leurs enfants. Il n'est donc pas exagéré de dire que c'est un problème moral essentiel pour l'homme moderne dans la mesure où il s'agit de l'emploi qu'il fait de la meilleure partie de son temps : celle dans laquelle il a l'entier usage de sa liberté.

En fait, ce danger qui nous menace, Paul Valéry l'avait pressenti dès 1925. L'écrivain constatait, déjà, que les moyens mis à notre disposition, par les inventions qui se multiplient, répondent moins à des besoins préexistants qu'ils n'en créent artificiellement de nouveaux pour se trouver des débouchés. *Tout se passe, écrivait-il, dans notre état de civilisation industrielle, comme si, ayant inventé quelque substance, on inventait, d'après ses propriétés, une maladie qu'elle guérisse, une soif qu'elle puisse apaiser, une douleur qu'elle abolisse. On nous inocule donc, pour des fins d'enrichissement, des goûts et des désirs qui n'ont pas de racines dans notre vie physiologique profonde, mais qui résultent d'excitations psychiques ou sensorielles délibérément infligées* (1). Tel est bien le cas, aujourd'hui, de la télévision !

L'homme moderne s'enivre de dissipation, ajoutait-il. Abus de vitesse, abus de lumière, abus de toniques, de stupéfiants, d'excitants (1). Et Valéry de préciser : *Abus de fréquence dans les impressions ; abus de résonances ; abus de facilités ; abus de merveilles ; abus de ces prodigieux moyens de déclenchement, par l'artifice desquels d'immenses effets sont mis sous le doigt d'un enfant. Et Valéry concluait son analyse en constatant que notre système organique réagit ici à peu près comme il le fait à l'égard d'une intoxication insidieuse. Il s'accommode à son poison : il l'exige bientôt. Il en trouve chaque jour la dose insuffisante.*

Pourrait-on mieux parler des effets de la télévision ?

La télévision est devenue le vecteur principal de l'imitation sociale

Nous pouvons - et de cent façons - saisir le rôle des médias dans l'évolution des comportements et des styles

de vie qui marquent la société contemporaine. La radio et la télévision proposent des modèles à travers les vedettes et les stars. C'est alors comme une traînée de poudre qui passe bientôt les frontières et le rideau de fer lui-même, lorsque celui-ci existait. Ainsi que le remarquait alors un fonctionnaire russe de l'UNESCO pour minimiser une objection sur l'absence de liberté d'information dans son pays : *"N'oubliez pas qu'en URSS nous avons aussi des transistors..."*

Ce qui, de nos jours, est nouveau, c'est l'amplification du phénomène qui s'applique alors à des centaines de millions d'être humains grâce à leur immersion, plusieurs heures par jour, dans l'univers de la télévision puisque, maintenant, tout passe par elle !

En fait, une telle influence est encore plus évidente chez les enfants qui n'offrent aucune résistance aux médias lorsque les parents n'y veillent pas ! Ainsi que le note Bergson (2) : *On observera que l'enfant est imitateur et ce qui nous paraît chez lui spontané est souvent l'effet d'une éducation que nous lui donnons sans y prendre garde.* A notre époque, cette influence, diffuse mais profonde, n'a plus la famille ou l'école pour seules origines, mais, en concurrence, la télévision avec la fascination que celle-ci exerce sur les jeunes esprits !

Il est toutefois une manière d'innocenter la télévision dont il faut faire justice. Elle consiste, une fois son influence admise, à dire qu'elle ne peut faire autrement que de montrer le monde tel qu'il est, voire qu'elle mentirait si elle le faisait imaginer autre. Elle est et elle doit être, d'après les tenants de cette thèse, le *miroir* de la société. On reconnaîtra là une formule de Stendhal dans *Le Rouge et le Noir* : *Le roman est un miroir qu'on promène le long du chemin.* Le miroir n'est pas responsable de ce qu'il montre. Et, pas davantage, la télévision qui est le miroir par excellence !

Et pourtant, si l'on veut parler de miroir, il faut savoir de quel miroir il s'agit : plan ou concave ; c'est-à-dire neutre ou déformant ? Elle tire ainsi du réel, des romans de pacotille, de vulgarité ou de violence dont elle nous fait croire qu'ils sont vrais parce que composés d'images. En bref, c'est toujours de montage qu'il s'agit. D'où la totale responsabilité de ceux qui, à quelque titre que ce soit, font les programmes.

La télévision peut accroître la violence du monde

Il est évident qu'en diffusant des images, tant fictives que réelles, du monde et de la vie, la télévision nous donne le spectacle de la violence qui marque si fort notre présent.

Mais il existe un deuxième rapport, moins généralement perçu, entre télévision et violence. Que l'on songe à la propagande politique, à la publicité - agressive à l'égard de ceux qu'elle affole ou séduit et qui n'ont pas les moyens de lui céder -, à la subculture, enfin, qu'elle diffuse en lui conférant le prestige de l'image. Elle ajoute par là aux violences du monde, qu'on lui reproche déjà de refléter avec trop de complaisance.

En fait, si la violence ne naît pas *ex nihilo* du spectacle, elle permet néanmoins le développement d'un comportement latent. Bien plus grave - le fait est reconnu -, ceux qui sont en danger de trouble recherchent le trouble, car on aime écouter et ne retenir que les messages avec lesquels on se trouve en accord, conscient ou inconscient.

Le fond de la question est que les jeunes se forment en regardant autour d'eux et en imitant ce qui leur paraît avoir du prestige. Ce ne pouvait être, autrefois, que leurs parents, leurs maîtres, dans la mesure où ceux-ci pouvaient faire sur eux une impression, ou, comme l'on disait, de l'impression. C'est pourquoi on avait soin de leur faire connaître l'histoire des grands exemples, des hommes-modèles.

Au lieu de faire valoir ce qu'il y a de pire au monde, on parlait des sages, des héros, des saints. Telle a toujours été, jusqu'à nos jours, la méthode des éducateurs. Mais nous avons changé tout cela... Nous étalons aux yeux des enfants, avec toute l'autorité que la télévision donne à ces spectacles, le maximum de débordements de violence, de médiocrité et de vulgarité en tous genres.

La télévision peut être facteur de subculture

La très grande majorité des téléspectateurs, même quand ils sont capables de choisir et qu'ils ont le goût de le faire, prennent ce qui vient, comme ça vient. Ils absorbent les émissions les plus diverses sans bien comprendre pourquoi on leur sert telle ou telle chose et, après, telle autre chose. Ils ne se posent même pas la question. C'est ici que la rapidité du langage de la télévision produit le pire des résultats.

Ainsi l'abus de la télévision modifie de fond en comble l'attitude de l'homme par rapport au monde. La réalité n'est pour lui qu'un spectacle auquel il reste étranger. Il ne la rencontre plus qu'au travers d'images télévisées. Que devient-il dans ces conditions ? Trop souvent un être qui attend qu'on l'amuse... Et que risque de devenir la jeunesse sous l'influence de cette véritable subculture que constitue l'absorption à hautes doses de télévision ? La réponse est cruelle : il est probable que ce sera une jeunesse coupée des vrais problèmes et privée d'autrui, car spectatrice depuis le plus jeune âge, n'ayant plus comme idées que des clichés et comme passions que des désirs.

La télévision ne sait pas toujours résister à la tentation de la manipulation

Après le choix de spectacles racoleurs, puisés dans la réalité comme dans la fiction, il restait une étape à franchir : celle des fausses informations et des images truquées. C'est fait ! Grâce à la vertu d'une certaine forme de supériorité de l'image sur l'écrit, la télévision en est arrivée à gravir la dernière marche.

Pascal avait pressenti que *l'opinion est comme la reine du monde* (3). Dès la fin du siècle suivant, il apparaissait que la vraie royauté en France était, pour les esprits

éclairés, celle du roi ON, comme le remarquait Necker. Tout a changé de dimension, au XIX^e siècle, avec la grande presse populaire et, au XX^e, avec les médias modernes. La télévision pèse sur les pouvoirs qui régissent notre existence. Elle les perturbe ou les fortifie, selon les cas. En quoi consiste sa supériorité sur l'écrit à cet égard ? De toute évidence, au contact immédiat qu'elle assure avec l'événement et ses acteurs. Quelles lectures pourraient procurer des émotions comparables ? Pour la télévision, informer c'est, à la limite, faire assister à l'événement lui-même. C'est pourquoi les hommes politiques sont de plus en plus soucieux d'utiliser à leur profit cette vertu - comme magique - de la présence sur l'écran.

D'ores et déjà les journaux télévisés américains créent des *faux* pour présenter un scoop, reconstituent des événements pour les faire vivre en direct par le téléspectateur.

Un sondage récent montrait que pour la majorité des Français la télévision était devenue la source principale de la connaissance. La responsabilité de l'audiovisuel dans la société est donc considérable. Comment s'étonner, alors, que ceux qui détiennent cette puissance médiatique ne soient pas tentés d'en abuser ? La *médiacratie* - selon François-Henri de Virieu - peut alors, en toute impunité semble-t-il, manipuler l'opinion publique.

Comme le rappelait Etienne Mougeotte (4) : *Oui, la télévision pèse sur le cours des événements. Oui, l'image peut mentir. Oui, la volonté de manipuler par la télévision sera l'un des maux de la décennie.*

Pour le citoyen, le problème est donc d'échapper à l'emprise de cette puissance médiatique afin de conserver une liberté de jugement et de découvrir la réalité des choses derrière la mise en scène. Encore faudrait-il, pour qu'il en soit ainsi, respecter ce que Jacques Rigaud appelle une éthique des médias ; elle consisterait, d'après lui, à *décrypter le langage codé des politiques avec la rigueur comme loi impérieuse.*

En définitive, nous vivons dans un univers à plusieurs dimensions : celle que nous connaissons, certes ; celle de notre vie quotidienne, celle de notre travail, celle qui est tout imprégnée de nos joies, de nos espoirs, de nos inquiétudes, de nos souffrances. Et puis, plus présente encore et surtout plus forte, celle que d'autres nous restituent sur le petit écran.

En écho à cette dramatique constatation, *Télérama* avait recueilli les réflexions du Cardinal Lustiger : *L'information devrait développer la rationalité, précisait-il, mais elle a provoqué l'inverse, comme si la raison, dans les pays démocratiques, avait basculé sous les vagues des images, de l'affectivité et des passions. Les sentiments collectifs les plus irrationnels sont soudain réveillés, d'autant plus redoutables qu'ils sont amplifiés par les moyens instantanés de communication. Les mêmes réactions ont surgi, en miroir, dans les pays arabes. Les passions ont des racines plus puissantes que la raison. La*

raison donne une certaine liberté. Dans la mesure où elle critique, elle aide à prendre de la distance, alors que l'immersion dans le sensible peut rendre fanatique ou fou. (...)

Quand l'information devient un produit à vendre et donc à capter de l'auditoire pour faire de l'argent, les spectateurs, comme les producteurs d'images sont embarqués dans un bateau ivre. Mais ceux qui le pilotent sont-ils maîtres de l'ensemble ? (5)

C'est le spectacle de cette situation - angoissante - qui arrachait à Philippe Meyer cette boutade lourde de sens : *Le risque est plus que grand que la société perde la boussole, si la télévision perd le Nord* (6).

La télévision paraît contribuer au développement de l'égotisme

Nous le savons bien, l'évolution de la société dépend de l'effort de chacun. *On ne peut faire par les lois, déclarait Montesquieu, ce que l'on doit faire par les mœurs* (7).

En fait, l'usage *immodéré et subi* de la télévision a contribué à distendre les liens qui formaient, il y a peu, un tissu social serré. Nous sommes entrés dans une nouvelle forme de société, composée non plus de communautés associées, mais d'individus isolés, bien que juxtaposés. C'est ainsi que les hommes, à l'époque moderne, s'organisent selon *l'ordre des individus*. Ils se trouvent alors dans une situation où l'on peut, en faisant référence à Benjamin Constant, *chercher sa jouissance privée en se détournant d'une participation politique à laquelle chacun a cependant droit par ailleurs*. C'est un phénomène que ne pouvaient soupçonner les philosophes des Lumières. Ils plaidaient, eux, en faveur d'une nouvelle forme de légitimité donnée par la liberté. Mais, une fois que sont accordées aux personnes la liberté et l'égalité, celles-ci peuvent parfaitement n'en faire qu'un usage purement privé et se désintéresser de son usage public. Alors, l'un des fondements de la démocratie qu'est la participation des citoyens à la vie politique est ébranlé.

Appel à responsabilité

En cette fin de siècle, il nous faudrait tenir compte du message de Bergson, pour qui *l'avenir de l'humanité reste indéterminé parce qu'il dépend d'elle* (8). Et Wells, en réponse, de prophétiser : *le principal enjeu du prochain siècle sera l'éducation*. A condition, devons-nous ajouter, que la télévision ne vienne pas en contrecarrer les pénibles efforts !

Sur le fond de la question, sur les solutions les mieux adaptées aux déficiences les plus notoires - et maintenant les plus criantes - de notre système audiovisuel, un maître mot semble résumer ces solutions, c'est la notion de responsabilité qu'il faut remettre à l'honneur.

Apprendre à vivre avec la télévision est donc maintenant la question essentielle à laquelle les hommes de notre époque doivent répondre.

Or, un trop grand nombre de ceux qui font la télévi-

sion refusent de reconnaître leur responsabilité. Mais comment ne pas voir qu'un bon journaliste, même s'il est excellent - et surtout s'il l'est - prend une part déterminante à la formation de l'opinion publique ? Comment ne pas voir qu'un bon créateur, un bon réalisateur, un bon producteur - et surtout s'ils le sont - influencent le goût des Français et, par conséquent, leurs manières d'être ? Comment ignorer que techniciens, administrateurs et administratifs ont - du plus obscur au plus célèbre d'entre eux - chacun une part de responsabilité dans la bonne ou la mauvaise utilisation du budget dont dispose l'audiovisuel ; le résultat étant immédiat avec le plus ou le moins de créations françaises et le moins ou le plus d'acquisitions de programmes américains ?

En fin de compte, que signifie tout cela ? La plupart des spécialistes considèrent les techniques de communication comme des moyens et des réseaux qui commandent la perception et la connaissance. C'est donc par eux que se transforment en profondeur nos manières d'être et de réagir, comme elles transmettent les modes et les manies ; mais s'agirait-il alors d'une nouvelle science que certains appellent déjà, avec Régis Debray, la *médiologie* ?

Dira-t-on, ensuite, que les conséquences sur l'évolution de la société d'une utilisation sans discernement, ni retenue, de la télévision dépendent du choix que l'utilisateur fait des programmes ? Oui, en théorie. Mais c'est alors estimer que la liberté est entière en chaque homme et qu'elle s'appuie sur une réelle force de volonté.

Sans vouloir discuter ici ce présupposé, contentons-nous d'une évidence de bon sens : si le téléspectateur est responsable du choix qu'il fait des programmes, les producteurs de programmes audiovisuels le sont autant du choix de leurs émissions. Et si les mobiles du choix de téléspectateur ne témoignent pas toujours en sa faveur, les motifs qui animent les gens de télévision ne sont pas toujours exempts d'intérêts, que ce soit la volonté de réussir à tout prix en flattant les passions ou, encore, de manipuler l'opinion au lieu de l'éclairer.

La question est claire et suffisamment grave pour qu'on prenne le temps d'y réfléchir.

L'INFORMATION A L'ÂGE DE LA TÉLÉVISION

La déontologie est-elle en cause ?

Au cours de ces dernières années, les trébuchements de l'information se sont multipliés ("résurrection" de Pauline Lafont, "charniers" de Timisoara, mise en scène de la guerre du Golfe ou du débarquement de Mogadiscio), au point de placer la déontologie au cœur du débat. La *désinformation* est un néologisme à la mode. Certains ministres se sont même interrogés sur la nécessité de prévoir des dispositifs réglementaires (9), pour contrôler le respect de la déontologie.

Certes, l'actualité contribue à faire renaître des inquiétudes. A ce sujet les tribulations d'un homme d'affaires lyonnais bien introduit dans le monde des médias ont eu

l'effet d'une bombe dans les rédactions. Avant que le soufflé ne retombe, les bonnes âmes, les *penseurs d'occasion* et autres *Tartuffe* se sont empressés de prendre leur plume pour dénoncer les abus et définir doctement quelques règles définitives... avant qu'une nouvelle secousse sismique ne provoque une nouvelle *micro-éruption* .

Loin de nous l'idée de nier l'existence du problème ou l'ampleur de la question. Mais, il faut déplorer le fait que la déontologie professionnelle, qui devrait inspirer toute information, soit trop souvent cantonnée à n'être qu'une simple rubrique de l'actualité, au gré des événements et des sujets traités. Cela n'est pas nouveau. En France, selon la remarque d'André Fontaine : *La presse a toujours eu mauvaise presse* (10).

Et pourtant, la compétence des journalistes français d'aujourd'hui ne souffre aucune comparaison avec les *petites crapules* , les *petits maîtres-chanteurs* et les *infâmes arrivistes* dépeints par Balzac (11) dans sa *Monographie de la presse parisienne* .

Si les journalistes français tendent vers un idéal de probité, les risques de dérapage existent cependant. Un premier danger vient des pressions exercées par ceux qui ont le pouvoir de faire circuler l'information.

Deux journalistes s'accordent, dans leurs derniers ouvrages (12), à reconnaître que la pression du pouvoir politique depuis une dizaine d'années s'est estompée au bénéfice du pouvoir financier. Si le média est financièrement équilibré, la pression est moindre. En revanche, s'il traverse une période de récession, alors la compromission risque de se substituer à l'intransigeance. *La publicité est parfaitement compatible avec le journalisme* , confirme cependant Albert du Roy, mais à la condition que l'une et l'autre soient autonomes, soigneusement séparés.

Les journalistes sont de plus en plus *bombardés* d'informations sous forme de sollicitations intéressées, car telle est la mission des directeurs de communication, des attaché(e)s de presse et autres titulaires patentés de lobbying...

Un danger tient à la tyrannie des délais qui laisse trop peu de temps au journaliste pour vérifier de façon approfondie les informations entre lesquelles il doit choisir ; le devoir de vérification est pourtant imprescriptible, même et surtout s'il s'agit d'un scoop !

Une difficulté provient également de l'évolution technologique. Avec la modernisation des techniques, l'information s'est mondialisée. Les flux d'informations s'intensifient et s'accroissent, réduisant d'autant le temps de réaction, c'est-à-dire de contrôle. L'agressivité de la concurrence aggrave ce phénomène. La course contre la montre afin d'être le premier et d'attirer le public peut altérer la qualité du travail. Si le temps de réaction diminue, le temps de réflexion se réduit d'autant et les risques de dérapage augmentent automatiquement.

La comparaison du traitement par les médias de la Guerre de Corée et de la guerre du Golfe (13) illustre le

passage d'une période dominée par la presse écrite à celle de l'image en temps réel, véhiculée par satellite sans support matériel.

Le conflit coréen, en 1951, fut l'un des derniers de ce siècle couvert de manière quasi-exclusive par la presse écrite.

Le déclenchement de la guerre du Golfe, dans la nuit du 16 au 17 janvier 1991 fut, par contre, l'occasion du plus long *direct* de l'histoire de la télévision. La presse écrite eut beau multiplier les éditions pour *coller* à l'actualité, elle n'a pu lutter ni contre la télévision, ni contre la radio qui furent, au cours de cette crise, les médias préférés de la grande masse des Français.

Cette guerre a marqué à la fois la reconnaissance de la télévision comme média prédominant, et la mise en évidence de ses limites. En effet, le paradoxe fut qu'avec du matériel ultra-sophistiqué de prise de vue et de télécommunication, peu d'images intéressantes furent diffusées, du fait de la censure imposée par les forces armées.

Au cours du conflit, la télévision a travaillé " *en temps réel* " et l'on a pu faire deux constatations :

- l'absence de recul ayant pratiquement interdit la vérification des informations, nombre d'événements présentés étaient inexacts,

- comme il fallait meubler l'antenne, les seules images de " *guerre* " présentées émanaient des services de relations publiques des armées. D'où les suspicions sur leur objectivité.

Dominique Wolton dans *War Game* cite un correspondant qui déclarait : *La pression à l'antenne était telle que nous n'avions plus le temps d'aller aux sources de l'information. La logique aurait voulu qu'on fasse un break et qu'on aille chercher la confirmation de ce qu'on disait, mais nous avons tous été pris dans le tourbillon de ces premiers directs.*

En voulant abolir le temps, en voulant être partout à la fois, on n'a pas assez *respecté* l'information qui demande du temps pour être vérifiée et présentée. Alors que, longtemps, le maître-mot du journalisme a été l' *indépendance* , celui du journalisme de l'époque actuelle est la *rapidité* .

L'absence de recul transforme l'information en une conversation permanente pour ne pas dire en un bavardage sans grand intérêt. Mais l'attrait de l'image est tel... Ajoutons que l'image de synthèse permet maintenant tous les trucages, toutes les falsifications en leur donnant l'allure de la vérité ; la fameuse dépêche d'Ems est bien dépassée.

Une profession consciente de ses responsabilités

La déontologie demeure essentielle pour les journalistes. Elle est la substance même de ce métier qui, selon Albert Camus, s'est toujours enraciné en deux engagements majeurs : le refus de mentir sur ce que l'on sait et la résistance à l'oppression.

Serge July, de son côté, a établi le diagnostic de cette situation tout en préconisant un remède : *L'information est aujourd'hui menacée d'un krach de la confiance, équivalent à ceux qui se produisent parfois sur les marchés boursiers. D'autant que l'information est concurrencée, dans ses mœurs et dans ses méthodes, par le phénomène dévorant de la communication ; communication d'entreprise et communication politique dont les fonctions sont de "faire passer le message". (...) Les frontières sont devenues si floues entre information et communication que les hommes chargés de "faire passer le message" jouent de ces zones indistinctes pour exercer leurs talents d'influences. Cela ne fait pas forcément des journalistes - entraînés dans le jeu des invitations et des voyages gracieux - des corrompus. Mais cela nourrit certainement la suspicion légitime des lecteurs et des téléspectateurs à l'égard d'une profession placée, par vocation, au cœur du débat déontologique et dont la crédibilité est le véritable fonds de commerce. C'est pourquoi les médias doivent veiller à tracer des lignes de démarcation claires entre l'information et ce qui n'en est pas. Il ne suffit pas d'informer, encore faut-il délivrer au consommateur les labels de qualité et les certificats de garantie. L'avenir de la presse dépendra des règles professionnelles que chaque entreprise journalistique saura s'imposer et qui seront naturellement portées à la connaissance du public. Cela aussi fait partie de la responsabilité des médias.*

Le choix d'une information, son traitement, sa hiérarchisation ne sont pas des opérations neutres. Se retrancher derrière la distinction entre les faits et les commentaires ne suffit pas. Ces considérations de bon-sens poussaient Hubert Beuve-Méry qui, après l'avoir fondé, a dirigé pendant vingt-cinq ans *Le Monde*, à recommander, plutôt qu'une mythique objectivité, l'honnêteté, qui consiste à chercher la vérité de bonne foi ; sans hésiter, si l'on s'est trompé, à reconnaître ses erreurs.

Henri Pigeat le rappelait au Congrès de la Presse, à Montpellier, en 1991 : *La déontologie de l'information se fonde sur un certain nombre de principes moraux, dont certains permanents comme le respect de la vérité et la bonne foi.*

La charte française du journaliste est tout à fait claire : *un journaliste, digne de ce nom, tient la calomnie, l'altération des documents, la déformation des faits, le mensonge, pour les plus graves fautes professionnelles.*

Ainsi la déontologie se ramène essentiellement à une question d'éthique personnelle. Dès l'ors la qualité morale et la formation du journaliste sont déterminantes. C'est essentiellement dans l'exercice quotidien de son métier que le journaliste montre la valeur de l'homme qu'il est :

- savoir-faire,
- respect des règles fondamentales de la profession,
- qualités humaines,
- talent.

Si le premier et le dernier jugement doit être celui des citoyens, il est toutefois des cas de faute manifeste où d'autres sanctions doivent être envisagées sous peine d'assimiler la liberté à l'impunité. Il est hors de question que ce contrôle soit celui du gouvernement ; il fut déjà trop difficile d'en limiter la tutelle. On pourrait songer à un ordre des journalistes, la charte de 1918 posant la règle selon laquelle *le journaliste digne de ce nom (...) ne reconnaît que la juridiction de ses pairs.* Mais la majorité d'entre eux ne veulent pas d'une telle solution. Et ils ont raison.

Il reste donc :

- le contrôle judiciaire qui s'exerce, dans le cadre de la liberté d'expression telle qu'elle est consacrée par l'article 10 de la convention européenne des droits de l'homme. Elle précise que l'exercice de cette liberté, *comportant des devoirs et des responsabilités, peut être soumise à certaines (...) restrictions ou sanctions (...) qui constituent des mesures nécessaires dans une société démocratique,*
- l'autorité de régulation de l'audiovisuel, à laquelle la loi du 30 septembre 1986 sur la communication audiovisuelle donne un pouvoir de sanction en cas de méconnaissance du respect de l'honnêteté et du pluralisme de l'information et des programmes (article 28),
- si nécessaire, la mise au point d'un code d'utilisation des images de synthèse.

Jean CLUZEL

- (1) Paul Valéry, Œuvres, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, T. I, 1962, p. 1067 et suiv.
- (2) Henri Bergson, Les deux sources de la morale et de la religion, Paris, Quadrige/PUF, 1932.
- (3) Pascal, Pensées, n° 665, Lafuma.
- (4) Le Figaro, 11 septembre 1990.
- (5) Télérama, n° 2146, propos recueillis par Jean-Claude Raspigeas, 26 février 1991, p. 10.
- (6) Le Point, n° 964, Philippe Meyer : "En écho aux propos de Mgr Lustinger", 11 mars 1991, p. 19.
- (7) Cité par Réponse à la violence, La Documentation française, Paris, juillet 1977, en conclusion.
- (8) Henri Bergson, Les deux sources de la morale et de la religion, Paris, Quadrige/PUF, 1932, p. 7.
- (9) Au colloque de l'Association de la presse présidentielle, Henri Nallet, alors Garde des Sceaux, avait proposé la mise en application d'un "Code de déontologie".
- (10) La presse mérite-t-elle d'avoir mauvaise presse ?, communication à l'Académie des Sciences morales et politiques, 22 avril 1991.
- (11) Monographie de la presse parisienne, de H. de Balzac, rééditée sous le titre Les journalistes, éditions ARLEA, 1991, 158 p.
- (12) L'homme d'image de Patrick Poivre d'Arvor, et Le serment de Théophraste d'Albert du Roy.
- (13) "De la Corée à la Guerre du Golfe", Olivier Berthault, revue "Le Communicateur", hiver 1992.

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LES PROBLÈMES NATIONAUX EN EUROPE

par François FEJTÖ

On assiste depuis l'effondrement du communisme et de l'hégémonie communiste sur l'Europe centrale et de l'Est à des tensions et des conflits intra et inter-étatiques entre des Etats successeurs et des groupes minoritaires (1) - conflits que les medias occidentaux, et souvent même des diplomates, qualifient de "tribaux", à l'instar de ceux qui surgissent périodiquement dans les Etats africains. Je m'insurge contre l'emploi du terme "tribu", tout en sachant qu'il n'a pris un sens péjoratif que dans la langue française. L'homologue allemand de tribu est *Stamm*, ce qui veut dire racine, tronc, origine, race, et n'est pas du tout péjoratif. Le mot anglais *tribe*, non plus. En français, quand on dit tribu, on pense tout de suite aux nomades, aux primitifs, aux peuplades qui n'ont pas atteint le stade de formation en nation.

Or dans les tensions et conflits qui viennent de surgir en Europe centrale et orientale à la suite de la chute du communisme, les acteurs qui s'opposent sont des nations historiques, des nations dont la plupart ont depuis longtemps dépassé le stade tribal, et ont un passé étatique.

Arrêtons-nous un instant au terme "nation". La linguistique nous enseigne que la *nation* est un concept historique dont le sens a changé selon les époques. Dans les sociétés traditionnalistes, médiévales, féodales, *nation* était synonyme de noblesse. L'aristocratie, la noblesse armée, avec ses Parlements, qui s'opposaient souvent au monarque national ou étranger, c'était la nation. La langue hongroise illustre parfaitement cette connexion entre *noblesse* et *nation*. Nation se dit *nemzet* et le noble s'appelle *nemes*. La racine des deux mots est *nem*, ce qui veut dire genus, gène, *gens*. La nation est l'ensemble des gens "bien nés". Le *peuple* n'y est pas inclus. Montesquieu, qui pourtant s'inspirait du modèle anglais de monarchie constitutionnelle, employait le terme *nation* en l'identifiant aux *seigneurs* et au *haut clergé* ; il ne mentionnait pas le Tiers Etat. Dans le Testament de Frédéric II, j'ai trouvé un emploi bien prussien du terme *nation*. Il dit "Quand la nation fait la guerre, il ne faut pas que les "*Bürger*, les bourgeois (c'est-à-dire la société civile), en soient affectés". Donc, pour ce despote éclairé, la nation c'était l'*Etat dynastique avec son administration et son armée*. C'est cet Etat qui conduisait la guerre pendant que, dans l'arrière-pays, les paysans, les artisans, les commerçants, privés de tout

pouvoir politique, devaient continuer à travailler en toute tranquillité.

Le terme moderne de *nation* est né avec la Révolution française et il était indissolublement associé aux concepts de citoyenneté, de droits de l'homme, de liberté, d'égalité, de fraternité. La nation était désormais l'ensemble des sujets devenus citoyens, l'expression de la volonté générale, la source de la souveraineté politique, le fondement de l'Etat. A cette version moderne, constitutionnelle, de la nation s'est superposée à l'Est du Rhin la version allemande, *herderienne*, qui faisait de la communauté de langue, de culture, de destin historique, les attributs constitutifs de la nation qui avait droit à avoir son Etat. C'est en s'inspirant de la philosophie de Herder, qu'un écrivain hongrois de la fin du XVIII^e siècle déclarait : "*C'est dans et par sa langue que vit, que survit la nation*". C'était-là la conviction profonde qui animait dès le début du XIX^e siècle les patriotes de toutes les nations et ethnies d'Europe Centrale et balkanique qui coexistaient dans le cadre des empires autrichien, ottoman et russe. Et c'est en 1848, lors de la vague révolutionnaire qui déferla sur l'Europe à la suite de la révolution de février en France, que dans cet espace multi-ethnique s'est posé pour la première fois avec violence le problème de la cohabitation sur un pied d'égalité entre Hongrois, Slovaques, Roumains, Croates, Serbes etc., - problème qui, cent-cinquante ans après, n'est toujours pas résolu. C'est alors que se sont opposées pour la première fois nations dominantes et nations dominées, c'est alors qu'est né le concept d'*auto-détermination*, c'est-à-dire la notion du droit des nations à constituer leurs propres Etats, aussi homogènes que possible ethniquement, linguistiquement, culturellement, sinon religieusement - cela, selon le modèle de l'Etat national français. L'Etat fédéral, confédéral, multinational, tel que la Suisse, était considéré comme une exception due à des conditions trop exceptionnelles pour servir de modèle généralisable. L'idée de fédéralisme lancée par Proudhon à l'encontre de Marx, partisan de l'intégration des nations comme étape vers leur internationalisation, ne séduisit à l'époque que quelques rares esprits.

J'ai trouvé dans une librairie de Vienne un pamphlet écrit en allemand par un nationaliste slovaque, publié à Leipzig en 1842 sous forme d'une pétition à l'Empereur.

L'auteur y parle de la "*patrie hongroise*" (unser ungarisches Vaterland) dans laquelle les Slovaques et autres nations slaves souhaitent bénéficier des mêmes droits que les *Magyars*. Cette distinction entre l'Etat "Hongrie" d'un côté, les *Magyars* qui dominaient l'Etat et le considéraient comme leur propriété, de l'autre, illustre bien les divergences dans l'interprétation des termes "nation" et "Etat national", lesquelles sont devenues sources de conflits interminables. Pour ne parler que de la Hongrie, les *Magyars*, nation historique, conquérante, nation-Etat, refusaient de reconnaître les autres ethnies du pays comme nations constituantes, ayant des droits collectifs à développer leur propre culture et à s'auto-administrer. Les Tchèques et les Moraves se sont trouvés dans une situation semblable par rapport aux Germano-Autrichiens. La tendance à la germanisation a contribué tout autant aux réveils nationaux dans les pays héréditaires des Habsbourg que la tendance à la magyarisation en Hongrie, à la russification dans la Russie tsariste. Dans beaucoup de ces pays l'identité nationale était liée à la religion prépondérante, les Eglises ayant joué un rôle historique dans la survie des langues et cultures populaires.

Ce sont ces situations complexes et conflictuelles qui ont abouti, après la dissolution des empires austro-hongrois et ottoman, fragilisés par les tensions ethniques, à la création, au nom du principe d'auto-détermination, de toute une série d'Etats qui se voulaient nationaux, mais qui ne pouvaient l'être, car aucun d'entre eux n'était ethniquement homogène. Comme les empires dissous, chacun comprenait des minorités nationales, attachées à leur langue, à leur culture, et ne se résignant pas à subir des discriminations au motif qu'elles ne faisaient pas partie de la nation la plus nombreuse. Dans cet espace, des Etats-nations étaient tout simplement irréalisables. Les auteurs des Traités de Versailles et du Trianon pensaient - ils se laissèrent convaincre par des conseillers partiels ou ignorants - qu'il y avait une nation yougoslave, une nation tchécoslovaque, ou que, du moins, Serbes et Croates, Tchèques et Slovaques, parlant (à peu près) la même langue, quoique de cultures politique très différentes, étaient nationalement *unifiables* comme, au XIX^e siècle, les Allemands ou les Italiens partagés entre différents Etats. On s'aperçut assez rapidement que, dans les deux cas, on avait créé des Etats dans lesquels le problème des nations et des minorités resurgissait, avec même plus d'acuité que dans les anciens Empires. L'opposition entre dominants et dominés se reproduisait. Aujourd'hui l'Europe doit payer les erreurs de Versailles, confirmées à Yalta, qui ont imposé par diktat bureaucratique un modèle d'Etat-Nation centralisé, aux frontières arbitraires, au lieu de soutenir des projets allant dans le sens d'une authentique fédéralisation. (C'est en appliquant, par tactique, le principe de fédéralisation que Lénine a empêché la dislocation de l'Empire tsariste). Sans doute les nationalistes à courte vue, comme Benes et Trumbic, des intellectuels panslavistes utopistes, qui avaient influencé des diplomates de l'Entente, avaient-ils leur part de responsabilité dans les Traités mal-fagotés : l'histoire procède en tâton-

nant. Le fait est que dominateurs et dominés ont changé de place, mais demeurait la tendance des majorités à s'identifier à l'Etat, en traitant comme suspects et potentiellement séparatistes les groupes nationaux qui réclamaient des droits collectifs, des autonomies locales. Tout cela était encore aggravé par la centralisation des régimes communistes. La tendance antidémocratique à assimiler et à discriminer les minoritaires a prévalu et la tendance à "l'homogénéisation" a atteint son paroxysme dans l'action d'"épuration ethnique" entreprise par les nationaux-communistes serbes, non seulement dans leur propre République, mais encore sur les territoires arrachés à la Croatie et à la Bosnie-Herzégovine. Ils ont choisi la solution la plus radicale du problème des minorités, solution plus cruelle que celles qu'on avait connues dans le passé avec le sort fait aux Arméniens, en Turquie, les transferts et expulsions de populations dans les Balkans, la Tchécoslovaquie et la Pologne, après la Seconde Guerre mondiale. *Jamais, depuis les guerres de religion, on n'a vu accumuler des massacres avec autant de destructions et d'atrocités.*

Nous vivons pourtant à une époque où la communauté internationale s'est donné des institutions, des organisations politiques et militaires (Nations-Unies, CE, OTAN) avec pour objectif la défense de la paix et des droits de l'homme. Que valent, peut-on se demander, toutes les proclamations solennelles sur l'Etat de droit, sur les libertés, si ceux qui gouvernent les pays libres se montrent impuissants à faire respecter le droit, à prévenir ou arrêter des agressions ? Or l'une des carences dont nous souffrons le plus et que les diverses conférences chargées depuis 1991 de résoudre le problème yougoslave ont illustrée de manière spectaculaire est l'absence, du côté occidental, d'une compréhension claire de la nature du problème qu'il a la responsabilité de résoudre. Il s'agit en effet de réorganiser la coexistence dans tout l'espace euro-asiatique selon un modèle qui satisfasse à la fois aux aspirations nationales des divers peuples et à la nécessité de garantir leur coexistence pacifique et leur coopération dans le cadre international. Faute de répondre à un objectif préalablement et clairement fixé, les actions entreprises par les Occidentaux pour rétablir l'ordre et la paix sont a priori vouées à l'échec. Elles servent d'alibi à la non-intervention, elles manquent - comme le dérisoire Plan de paix de Cyrus Vance et de Lord Owen - de toute crédibilité. Or qu'ils le veuillent ou non, les Occidentaux devront accepter le rôle de "faiseurs de paix", un rôle d'arbitrage et de police, cette fois-ci non pour dominer, mais pour aider les nations à retrouver, en même temps que la paix, le chemin du progrès et de la civilité, ainsi qu'à prendre conscience de la responsabilité qu'elles partagent avec les autres nations civilisées dans le maintien de l'ordre international.

François FEJTÖ

(1). Ce texte est celui de l'intervention de François Fejtö lors de la conférence "Grande Europe - petites nations", organisée à Brioni en janvier 1993 par l'Union des écrivains croates.

DES HISTOIRES ET DE LA FIN DE L'HISTOIRE

par Jean-Yves CHEVALLIER

S'il y a une fin à l'Histoire, c'est peut-être qu'il y a - et qu'il y a eu - un commencement. Et s'il y a un commencement et une fin, il y a nécessairement entre les deux une certaine durée, un temps plus ou moins divisible en âges et autres "périodes". L'Histoire formerait donc un TOUT (1). Mais de quelle nature est ce tout ? De quelle chose, de quel objet l'Histoire est-elle l'histoire ? Voilà ce que nous sommes amenés à nous demander à propos de livres récents qui mettent en présence d'une part l'Histoire et d'autre part le TOUT à laquelle elle s'applique, soit l'humanité, soit la nature (l'univers). Cela pourrait ne faire qu'une seule histoire - si l'on mettait l'humanité, c'est-à-dire l'homme, à sa place dans la série des êtres naturels à laquelle il appartient - qui est l'anthropologie, mais voilà ! il est apparu que l'homme ne se laisse pas mettre à sa place dans l'histoire naturelle puisqu'il a décidé, à sa manière, d'avoir sa propre histoire et de faire lui-même l'Histoire en toute liberté.

C'est donc l'homme qui fait qu'à côté d'une histoire *naturelle*, il y a une histoire *humaine* capable de tout changer de l'ensemble de l'une et de l'autre et de donner un sens à cet ensemble.

A vrai dire, l'histoire - qu'elle soit l'histoire naturelle ou qu'elle soit l'histoire humaine - n'a jamais, comme objet d'étude, qu'un auteur, l'homme, et *l'homme historien*, puisque c'est lui qui la rapporte dans la tradition

orale et dans l'écriture. Mais en réalité si l'homme est l'auteur de sa propre histoire, qu'il connaît d'autant plus aisément qu'il la fait, ce n'est toutefois pas lui qui est "l'Auteur de la Nature" comme on disait au Grand Siècle. Différence essentielle qui fait que l'homme, s'il est sujet de sa propre histoire, ne l'est pas de celle de l'univers dans lequel il est un objet singulier, certes, unique peut-être, mais dont on a pu se demander, à le considérer dans sa réalité existentielle, s'il est utile à quelque chose, ou tout simplement bienvenu.

La fin de l'histoire et le dernier homme (2), le titre de l'ouvrage de Francis Fukuyama évoque bien ce que pourrait être cette indicible solitude de l'homme dans l'univers que Pascal a jadis exprimée en termes inégalables. C'est encore sur une telle image que s'achève le beau livre de René-Jean Dupuy : *L'humanité dans l'imaginaire des nations* (3). Mais, justement, il s'agit là d'imagination plus que de réflexion. MM. Fukuyama et R-J. Dupuy sont peut-être poètes, mais ils sont plus connus en tant qu'éminents professeurs et les réflexions qu'ils mènent dans leurs ouvrages relèvent d'abord de l'essai et de la philosophie de l'histoire. Nous laisserons donc "le dernier homme" là où il a sa place *pour le moment* : au cinéma.

Il semble, du reste, que le succès qui a marqué la publication du livre de Francis Fukuyama soit dû moins à l'aspect spéculatif représenté par l'évocation du "der-

nier homme” qu’à la thèse qu’il soutient avec une certaine force démonstrative de la convergence de la fin de l’histoire humaine avec l’avènement universel de la démocratie libérale. Il s’agit bien, en effet, d’une thèse (comme nous le verrons tout à l’heure) et non pas d’observations qu’avec un peu d’attention chacun peut faire aujourd’hui, surtout depuis l’éclatement de l’empire soviétique et l’effondrement de la plupart des régimes communistes dans le monde (la Chine étant une fois encore à part dans l’histoire). C’est donc un fait que la démocratie libérale s’universalise. Cela résulterait d’une volonté politique délibérée avec l’institution de l’Organisation des Nations Unies en 1944. Cela est devenu surtout ensuite, au long du demi-siècle qui s’achève, l’expérience politique des peuples eux-mêmes. L’observation de la politique internationale aujourd’hui montre qu’il se fait, au moins dans les aréopages internationaux, les chancelleries et ailleurs, un *consensus* général en faveur d’une forme de démocratie à laquelle le qualificatif de “libérale” convient, semble-t-il, mieux que d’autres, sans que cela implique pour autant un passage assuré de la théorie à la pratique. R.-J. Dupuy, qui rappelle qu’en 1975, à Helsinki, la délégation du Saint-Siège avait présenté les Droits de l’Homme comme “patrimoine commun de l’humanité”, écrit avec juste raison : “sans qu’on puisse prévoir jusqu’à quand l’opinion publique s’ouvrira au libéralisme, on est frappé par l’amplitude mondiale que prend l’idée de restructurer l’humanité autour des droits de l’homme.”

Voilà donc un état de choses encore une fois observable et de nature empirique qui explique le phénomène historique contemporain que Jean-François Revel a appelé : *Le Regain démocratique* (4). Analyste très informé et, croyons-nous, fort lucide de la politique internationale mais aussi “intérieure” (comme le prouve son dernier et plus mince ouvrage sur le “présidentialisme” de la V^e République dont il faudra reparler), J.-F. Revel ne s’essaye pas à la philosophie de l’histoire pour laquelle il serait cependant bien préparé, mais à l’étude et à la critique de l’extension de la démocratie dans le monde. Travail utile et salubre car la démocratie n’est pas une idole à laquelle il faudrait sacrifier une liberté d’esprit qui voudrait que l’on s’emploie à faire prévaloir ses avantages sur ses défauts en n’escamotant pas ceux-ci. Le *regain*, c’est l’herbe qui repousse là où elle a été coupée. Dans son ouvrage Revel salue le phénomène de renouveau et montre bien comment il s’est produit, mais il se propose de la couper, cette herbe, quand le moment sera venu ou encore de l’arracher si elle est mauvaise. “A la fin du 20^e siècle, écrit-il, alors que tous les peuples privés de la démocratie s’efforcent ou prétendent s’efforcer de l’établir, elle paraît en revanche se décomposer et comme s’évider dans les pays qui en jouissent depuis longtemps et où elle est le plus solidement enracinée...” C’est chez eux - ses inventeurs, ses défenseurs - que le système paraît s’altérer. Quatre causes, estime notre auteur, “à cette anémie pernicieuse” : “corruption, influence excessive des publicitaires, indifférence des citoyens, dissociation de la liberté et du droit”. Cepen-

dant, bien que réservé sur “l’euphorie démocratique”, J.-F. Revel juge cependant la démocratie “indispensable et inévitable”. Nous allons “vers la démocratie mondiale” (5^e Partie) ; ne serait-ce que parce que “toutes les conceptions d’autres politiques ont échoué, de Machiavel à Marx et de Mahomet à Hitler”. Cependant il faut “avoir de la démocratie une vision modeste” car la démocratie, “c’est d’abord le self-gouvernement, le fait de se gouverner soi-même”. Il semble que Jean-François Revel préfère la démocratie comme une réalité empirique que comme un “idéal”. Enfin, pour lui, “la démocratie mondiale ne serait pas nécessairement la fin de l’histoire”.

Là est, je pense, ce qui le distingue de F. Fukuyama dont nous avons dit qu’il était l’homme d’une thèse portant sur la philosophie de l’histoire et même, nous allons le voir, sur l’histoire de la philosophie de l’histoire. Quelle est donc la thèse de Francis Fukuyama ? Elle est que la démocratie universelle, dans la forme libérale où nous la voyons se propager, résulte d’une conception de l’homme qu’il attribue à Hegel et, plus précisément, à l’interprétation faite par Alexandre Kojève de la philosophie de Hegel (5). Le développement dialectique de l’Histoire selon Hegel-Kojève résulte de l’antagonisme entre une économie capitaliste, “liée inextricablement au développement de la physique moderne”, et le “désir de reconnaissance” que l’homme a pour lui-même et pour les autres. “Le désir d’être reconnu, explique Fukuyama, reste une forme d’affirmation de soi-même, une projection de sa propre valeur sur le monde extérieur ; il donne naissance à des sentiments de colère lorsque cette valeur n’est pas reconnue par les autres gens”. Toutefois Hegel n’est pas l’inventeur de ce désir de reconnaissance. “Il est aussi vieux que la philosophie politique occidentale elle-même... Platon parlait de *Thymos* ; Machiavel, du désir de gloire de l’homme ; Hobbes, de sa fierté ou de son orgueil ; Rousseau, de son amour-propre ; Alexandre Hamilton, de son amour de la renommée ; Hegel, de reconnaissance ; Nietzsche enfin, de l’homme comme de la “bête aux joues rouges”.

L’ouvrage de F. Fukuyama est l’illustration savante et recherchée (avec tout de même une absence certaine de références religieuses en un sujet où l’on pouvait en attendre) de cette dialectique où l’anthropologie, cette fois “culturelle”, est confrontée à une promotion singulière mais recevable de la “physique moderne” dans une philosophie de l’histoire aboutissant à la démocratie libérale universelle. On pourrait dire autrement : que la physique moderne a produit la *modernité* et que celle-ci a assuré la prédominance des cultures qu’elle informe. Mais il n’est sûrement pas absurde de penser que la physique moderne entretient quelques rapports avec “la fin de l’histoire” dans la conscience de l’homme.

Quant aux questions de savoir si l’interprétation de Hegel par Kojève est la bonne (6) et si la fin de l’histoire (humaine) doit bien résulter de l’instauration et de l’épanouissement de la démocratie libérale dans tous les Etats et peuples de la terre, nous nous en rapporterons d’abord

aux spécialistes de Hegel qui sont plus rares qu'on ne le croit et nous demanderons ensuite si la fin de l'histoire (humaine) doit bien être liée à la fin de l'histoire *politique* de l'humanité.

En effet, nous l'avons dit, et il n'est pas inutile de le redire, le fondement de cette philosophie de l'histoire hegelo-kojévienne renouvelée (pour ne pas dire inventée) par Fukuyama avec l'apogée de la démocratie libérale, c'est une forme d'anthropologie politique qui procède de la notion aristotélicienne de *Zoon Politikon* (Cf *Politique - I-10* - "La cité est une réalité naturelle et l'homme est par nature destiné à y vivre"). La faveur que connaît de nos jours l'anthropologie dans tous ses aspects, jusque et y compris dans le domaine scientifique, avec le fameux "principe anthropique" a cependant quelque chose de borné. Ne dirait-on pas que la maxime du sophiste grec Protagoras - "l'homme est la mesure de toutes choses" - retrouve une nouvelle actualité après deux mille quatre cents ans ? La controverse qu'elle souleva en son temps, si elle reprenait aujourd'hui sur ce thème, retrouverait sans doute l'opposition systématique de l'homme à Dieu et de la raison à la religion, mais un élément nouveau y serait apporté précisément avec l'histoire dont le concept aura été très élaboré depuis tout ce temps, et surtout à l'époque moderne depuis deux siècles. C'est qu'en effet, pour la philosophie dont nous venons de parler, l'histoire est une mesure de la conscience humaine. Dans une perspective idéaliste l'homme, qui a ouvert l'Histoire, la forme aussi en réalisant l'unité du genre humain. Ainsi entend-il donner à l'Histoire (humaine) la dimension de l'Histoire Universelle. C'était bien là une ambition de Hegel. On n'est donc pas étonné de noter en plusieurs passages de son livre le besoin exprimé par Fukuyama d'une histoire universelle. Certes, ce n'est pas un besoin nouveau pour l'esprit humain, qui s'est essayé plusieurs fois à ce travail grandiose, d'Hérodote à Bossuet par exemple. Mais pour Fukuyama, qui ne cite pas ce dernier auteur, il y manquerait tout l'apport de la physique moderne qui n'est autre que la Nature telle qu'on la connaît aujourd'hui par analogie avec la *Physique* d'Aristote (Physis). Or, il est vrai que sans la connaissance que nous avons aujourd'hui de l'histoire de l'univers il ne peut exister d'histoire universelle, même si la philosophie de l'histoire y prétend en donnant à la conscience la dimension universelle qui changerait tout.

"En fin de compte, écrit Fukuyama, il peut paraître impossible de parler d'histoire et encore plus d'histoire universelle sans référence à un critère transhistorique permanent, c'est-à-dire sans référence à la nature"... Il paraît donc inévitable que nous devions passer d'un examen de l'histoire à un examen de la nature si nous devons traiter à fond la question de la fin de l'histoire". Autrement dit, il peut être vain de prétendre connaître la fin d'une histoire dont on ignore la durée entière puisqu'on ne connaît pas son commencement. Or, si l'on regarde dans cette direction du commencement, la physique moderne orientera la recherche sur l'histoire de l'univers vers celle-là même de l'espace-temps, comme l'a montré le célèbre physicien anglais Stephen Hawking

dans sa *Brève histoire du temps. Du big bang aux trous noirs* (coll. Champs, éd. Flammarion). En l'occurrence cette histoire des temps, c'est bien l'histoire de la Physique moderne, surtout dans sa partie contemporaine qui va de la relativité généralisée à la mécanique quantique et à la physique des particules. Mais l'histoire d'un temps dans lequel on aura fait le vide est-elle encore une histoire ? C'est le temps réduit à une dimension "vectorielle", "la flèche du temps" qu'évoque, plutôt philosophiquement, M. Claude Allègre dans le 13^e et dernier chapitre de son *Introduction à une Histoire Naturelle* (Ed. Fayard), sous-titrée *Du big bang à la disparition de l'homme*. Venant au terme d'un ouvrage qui veut être la synthèse de l'histoire de l'univers physique et de celle de la vie dont la science la plus récente a bien marqué la relation, et qui s'inscrit explicitement dans la suite de la grande histoire naturelle inaugurée par Buffon ("L'Histoire naturelle embrasse tous les espaces, tous les temps et n'a d'autres limites que celles de l'univers". *Les époques de la nature T.II*) - cette réflexion sur le contenu et le sens de l'histoire est axée principalement sur le déterminisme. Cl. Allègre semble avoir retenu que le déterminisme scientifique si justement cher à Claude Bernard, un de ses illustres prédécesseurs, pourrait avoir quelques problèmes de cohabitation avec l'histoire elle-même dont le contenu est un vaste champ ouvert à la liberté. "N'est-ce pas l'histoire qui donne un contenu au temps ?" demande Cl. Allègre. Certes, mais ne faut-il pas ajouter que c'est l'homme qui donne son contenu à l'histoire puisqu'il en est l'auteur. Décidément, l'histoire naturelle (ou l'histoire de l'univers) ne coïncide pas avec l'histoire universelle et cela en raison de l'homme dont la conscience - et pas seulement la présence - interrompt la continuité. D'ailleurs, M. Claude Allègre inscrit son *Histoire naturelle* dans une continuité hypothétique s'agissant des points terminaux qu'il lui donne : le big bang au commencement et la disparition de l'homme à la fin. (Elle ne serait point pour autant la fin de la Nature, mais celle-ci aurait perdu son historien).

*
* *

Histoire du temps, histoire de l'univers, histoire naturelle qui est aussi l'histoire de la vie ; ces histoires sont autant que possible l'histoire de *tout*, mais elles ne sont pas toute l'histoire. Elles sont l'ouvrage des savants, et de plus en plus liées entre elles. Mais l'histoire humaine pour n'en être pas indépendante est d'un autre ordre. L'homme à l'échelle de l'univers n'a que des pouvoirs dérisoires sur la nature, même s'il peut dévaster la planète et le jardin qui lui a été donné à cultiver. Il a toutefois un véritable pouvoir de *faire l'histoire* dans la réalité naturelle qui dépend de lui et qui est la cité élargie à l'humanité tout entière, et d'autant plus que nous vivons depuis un bon siècle au "temps du monde fini". Or, si minuscule soit-elle dans l'histoire de l'univers (et de l'espace-temps), cette histoire humaine est cependant telle qu'on peut parler à son propos d'histoire universelle. Et cela parce qu'elle est censée comprendre l'autre.

L'histoire de l'univers et l'histoire universelle ont entre elles cette différence essentielle que la première est l'histoire de la Nature ou de l'univers physique tout entier, tandis que la seconde est celle de toute l'Humanité.

Quelle relation peut-on établir entre ces deux histoires ? D'une part, l'histoire de l'humanité ne pourrait plus être tenue pour l'histoire universelle et ne serait qu'un épisode extraordinairement court de l'histoire de l'univers. L'origine de l'univers pouvant remonter à quelque quinze ou dix-huit milliards d'années, l'existence de l'humanité n'aurait été qu'un épisode tout à fait passager et incompréhensible. Vigny a exprimé de façon saisissante dans *La Maison du Berger* ce passage de l'Homme au sein de la Nature qui ne l'aura jamais tenu que pour un intrus et un importun dont elle ne tardera pas à se débarrasser.

Avant vous j'étais belle et toujours parfumée,
J'abandonnais au vent mes cheveux tout entiers
Je suivais dans les cieus ma route accoutumée
Sur l'axe harmonieux des divers balanciers
Après vous traversant l'espace où tout s'élance
J'irai seule et sereine, en un chaste silence
Je fendrai l'air du front et de mes seins altiers...

Dans une autre relation entre les deux histoires, l'histoire de l'univers physique ou de la nature est conçue comme un support ou un prologue à l'histoire humaine tenue pour la seule et véritable histoire puisque c'est l'homme qui en a la connaissance et qui la fait. La Bible en est évidemment la meilleure illustration, qui fait dans la *Genèse* - et dans celle-ci "l'œuvre des six jours" - l'histoire de la création entièrement située du point de vue de Dieu pour qui "mille ans sont comme un jour". Cependant cette brève histoire de l'univers telle que la rapporte la Bible est donnée comme une révélation divine. Elle n'est pas le produit de la recherche et de la science humaines. Elle appartient à l'histoire religieuse et celle-ci en tant que telle a, parmi les autres histoires, sa place qui ne saurait lui être enlevée. A l'histoire universelle elle apporte les deux notions de *création* et de *révélation* qui lui sont au moins utiles, la première à l'histoire de la nature, la seconde à l'histoire de l'humanité puisqu'elle introduit cette donnée - ou cette "information" comme dirait Claude Tresmontant - dans la conscience de l'homme. L'Histoire universelle de Bossuet était une vaste extrapolation de la Bible. Toutefois, elle avait le tort de ne pas tenir compte de la "physique moderne", chère à F. Fukuyama, qui venait de faire ses premiers pas, et des pas de géant, avec Galilée. Bossuet avait tout de même bien vu que la nécessité s'en faisait sentir pour une éducation de prince et tout homme est prince en quelque sorte pour "l'anthropologie" chrétienne.

Aujourd'hui, nous venons de le voir, la nécessité n'est pas moins grande chez certains esprits d'inventer une histoire universelle qui répondrait à l'attente des nations. Pour cela la tentation est grande de privilégier et de précipiter la *fin de l'histoire*. Nous l'avons vu avec le

marxisme. La démocratie libérale, plus heureuse que le marxisme parce qu'elle est fondée sur les Droits de l'Homme, pourrait être cependant victime de ses illusions si elle limitait l'universel à l'ordre politique. Une authentique histoire universelle ne peut se passer de la transcendance. On retiendra donc ce qu'écrivait Claude Tresmontant dans l'avant-propos de *L'Histoire de l'Univers et le sens de la création* (Ed. Oeil, 1985) "Le problème numéro un pour le monothéisme hébreu en cette fin du XX^e siècle c'est d'intégrer les connaissances que nous sommes en train d'acquérir par les sciences de l'univers et de la Nature et les connaissances qui nous sont communiquées par la Révélation, autrement dit d'intégrer l'enseignement de la Création et l'enseignement de la Révélation dans l'unité d'une vision du monde intelligente, vérifiable et désirable".

Dira-t-on que le "monothéisme hébreu" n'était pas invité à cette réunion d'historiens et que l'on déplace le problème en passant de la philosophie de l'histoire à la théologie de l'histoire ? Les objections et beaucoup d'autres sont prises en compte et largement commentées dans l'ouvrage *Problèmes de notre temps* (Ed. Oeil) publié dernièrement par Cl. Tresmontant. On y retrouvera, étudiés avec constance et pénétration, les thèmes qui structurent cette œuvre considérable depuis *La Pensée hébraïque* (Ed. du Cerf) jusqu'à, dernière en date, *La question du Miracle, à propos des Evangiles* (Ed. Oeil), confrontée à l'actualité la plus critique. Mais nous voici amenés à conclure avec une réflexion de J.-F. Revel déclarant à propos du *Traité théologico-politique* de Spinoza que "Dieu est un non-être politique".

Effectivement, le célèbre *Tractatus* s'efforçait de ruiner l'autorité religieuse invoquée par les Juifs d'abord et les Chrétiens ensuite. Le passage de la théologie à la politique, c'était le progrès de l'autorité à la liberté en même temps que de l'obscurité à la lumière pour ne pas dire aux *Lumières* dont l'ouvrage de Spinoza annonçait la venue à l'Europe. Effectivement, nous avons dû réviser une conception autoritaire de l'histoire alliant le providentiel au merveilleux et au terrible. Mais il reste, comme nous l'avons dit dans cet article, qu'il n'y a pas d'histoire sans l'homme - puisqu'il n'y a pas d'histoire sans historien - et que ce qui fait l'homme c'est la conscience. "*L'œil était dans la tombe et regardait Caïn...*" (Victor Hugo - *La Légende des Siècles*).

Jean-Yves CHEVALLIER

(1) *Quand faut-il mettre une majuscule à histoire ? A mon avis quand celle-ci concerne une totalité.*

(2) Ed. Flammarion.

(3) Ed. Julliard "Conférences et Essais au Collège de France".

(4) Ed. Fayard.

(5) Cf. A. Kojève Introduction à la lecture de Hegel - Gallimard, Coll. Tel.

(6) *Pour faire mieux connaissance avec A. Kojève on pourra se reporter aux Mémoires de Raymond Aron - pp. 94 à 101 - Ed. Julliard.*

LES JÉSUITES : UNE HISTOIRE PARADOXALE, UN AVENIR TRÈS OUVERT

par Nicolas QUILLET

En 1991, Jean Lacouture nous livrait le premier volume de sa biographie collective consacrée aux Jésuites (1). Le second volume vient de paraître à son tour (2). Cet événement donne l'occasion de rendre compte de l'ensemble d'une entreprise devant laquelle n'a pas reculé l'auteur d'un *De Gaulle*, d'un *Hô-Chi Minh*, d'un *Nasser*, d'un *Malraux*, d'un *Blum*, d'un *Mauriac*, d'un *Mendès France*, d'un *Champollion* : des hommes qui ont en commun d'être "les pionniers d'une aventure humaine au sein d'un monde pris dans sa totalité", pour reprendre l'expression de l'Avant-Propos du premier volume (3).

Cette énumération, qui n'est pas exhaustive, marque une inclination pour des personnalités progressistes, pour le tiers-monde ou les mouvements révolutionnaires. Le fait que Jean Lacouture s'intéresse désormais aux Jésuites marquerait-il un tournant dans sa pensée, ses engagements ou ses intérêts ?

On ne peut pas l'affirmer, ne serait-ce que parce que son inclination apparaît nettement dans le second volume. L'essentiel reste cependant pour lui la capacité d'un mouvement, sinon à transformer le monde, du moins la vision que l'on peut en avoir. Dès l'Avant-Propos précité, il met en garde ceux qui attendraient de son ouvrage une orientation spécifiquement religieuse.

*
* *

On ne s'attardera pas sur la présentation de la vie et de la personnalité hors du commun du fondateur de l'Ordre Jésuite. C'est un vieil étudiant de presque quarante ans à la vocation bien affirmée qui va s'inscrire "en maîtrise" à Paris (notons-le, dût notre modestie nationale en souffrir...) parce que, sans ce titre, il n'a pas le droit de prêcher. Il est piquant de constater que le fondateur d'un

Ordre dont les postulants poursuivent de longues études a parcouru lui-même le chemin inverse. Les pages les plus passionnantes du premier volume sont consacrées aux aventures des premiers grands prédicateurs de la Compagnie en Extrême-Orient : François Xavier, Mattéo Ricci et Alexandre de Rhodes. Jean Lacouture nous fait sentir une filiation et une continuité entre l'œuvre de ces trois missionnaires mais, en même temps, un net infléchissement dans leur méthode de propagation de la foi.

François Xavier, après un séjour en Inde où il ne réussit pas à émouvoir les foules avec la crainte de l'enfer, débarque au Japon et y découvre des gens qui, "ne sont gouvernés que par la raison" (4). Intuition au contenu objectif problématique mais qui provoque un changement d'attitude fondamental du missionnaire. "...l'épisode japonais... est celui de la remise en cause d'une mission longtemps empoisonnée par l'esprit de croisade, de guerre sainte et d'exclusion massive pour s'ouvrir sur son contraire : la découverte d'une humanité dont il ne s'agit plus de nier la civilisation mais de la découvrir par l'échange actif et la réciprocité" (5). C'est un second point de départ de l'aventure jésuite - la conversion anthropologique à l'Autre après la conversion mystique d'Ignace - qui permettra à l'Ordre de donner sa véritable mesure. François Xavier demeure cependant prisonnier d'une conception occidentale du savoir et du pouvoir. Le succès de sa mission dépend de l'arrivée aléatoire des cargaisons des navires de commerce portugais. S'il troque l'habit de coton pour un habit de soie, symbole d'une tenue convenable pour un homme chargé de répandre la parole de Dieu aux yeux de ses hôtes, il ne parvient guère à les convaincre. Il songe à partir pour la Chine où les gens sont, selon ses propres dires "des intelligences pénétrantes, de grands esprits, bien plus que les Japonais" (6).

missionnaire réserve à l'Empereur. Il croit reconnaître un sortilège destiné à faire mourir le souverain. Quant au philosophe Li Zhi, qui s'interroge plus sereinement sur le sens de la présence du père Jésuite, il se contente de conclure péremptoirement : "Je pense que s'il voulait substituer ses propres enseignements à ceux du duc de Zhou et de Confucius, cela serait par trop stupide. Ce ne doit donc pas être cela" (7).

La troisième figure est la plus attachante. L'ancienne et affectueuse familiarité que Jean Lacouture entretient avec le Viêt-Nam n'y est sans doute pas pour rien. Il s'agit d'Alexandre de Rhodes, à qui l'on attribue, à tort, semble-t-il, la transcription du vietnamien en caractères romains. Il en fut en tout cas, note l'auteur, le "puissant vulgarisateur" (8). Né dans un milieu de négociants avignonnais enrichis dans le commerce de la soie, il n'eut pas trop à se préoccuper de sa tenue vestimentaire... D'ailleurs, il n'était pas homme à se soucier exagérément de l'opinion d'autrui, ni même des effets que pouvait avoir son œuvre de prédication. En témoigne le supplice de celui qui était devenu André après sa conversion et qu'Alexandre raconte avec une spontanéité confinante à une naïveté qui fait frémir : "J'entendis fort distinctement qu'en même temps que la tête fut séparée du corps, le sacré nom de Jésus, qui ne pouvait plus sortir par sa bouche, sortit par la plaie..." (9). Il baptise beaucoup et le fait peut-être un peu trop savoir, suscitant la colère des bonzes et de leurs fidèles qui s'en plaignent auprès du souverain de Hué, appuyés par les concubines du sérail. On vient de voir le résultat de ces démarches. La situation politique du Viêt-Nam n'est pas simple. Sollicitant tantôt les faveurs du souverain de Hué, tantôt celles de son rival du Tonkin, il finit par perdre tout crédit auprès de l'un et de l'autre, ainsi que l'appui logistique des négociants portugais. Il est banni de Cochinchine et ne devait plus revoir ni le Nord, ni le Sud. Le bilan, pour autant, est loin d'être négatif. Il est même beaucoup plus consistant que celui de ses deux prédécesseurs en Extrême-Orient. On peut attribuer ce succès aux dons linguistiques et humains d'Alexandre. Lui avait compris l'importance que les Vietnamiens attachaient au culte de leurs ancêtres ! Il l'avait intégré dans son œuvre de prédication.

Nous retrouvons la politique à l'autre bout du monde, au pays des Guaranis, où les missionnaires jésuites affrontent ouvertement la brutalité de la colonisation portugaise et jettent les bases d'un pouvoir théocratique entre les empires lusitanien et espagnol : ce sont les célèbres "réductions" du Paraguay. Pendant ce temps, ils ne se préoccupent pas suffisamment d'assurer leurs arrières en Europe, où les accords que la cour portugaise obtient avec celle de Madrid sur un nouveau partage de leurs possessions d'Amérique finissent par avoir raison de la prodigieuse aventure. Celle-ci connaît un retentissement considérable chez les "philosophes", qui ne sont pas les meilleurs amis des Jésuites. Montesquieu compare les législateurs du Paraguay à Lycurgue et à Platon dans *l'Esprit des Lois* et Diderot lui-même, qui traite les Jésuites paraguayens de "cruels religieux", "est sub-

Ignace de Loyola : l'aventure jésuite, comme la personnalité de son fondateur, s'est révélée hors du commun.

Curieuse obsession de la raison et de l'intelligence chez un homme qui continue à expliquer à ses auditeurs japonais que leurs ancêtres sont à jamais damnés parce qu'ils n'adoraient pas Dieu...

Avec Mattéo Ricci, qui restera en Chine plusieurs dizaines d'années, on passe du dialogue des cultures à l'immersion dans une civilisation dont le missionnaire apprendra si bien la langue qu'il écrira des traités en chinois. Il ne se contentera pas de se vêtir de soie : il vivra en lettré confucéen, deviendra "Si Tai" (sage d'Occident), puis "Li Mateou" (sinisation de son nom qui marque son adoption plus profonde). Il poussera d'ailleurs le rapprochement entre la sagesse confucéenne et le message chrétien manifestement trop loin, car la croyance bouddhiste à un monde de l'au-delà est plus proche de la révélation chrétienne que la vertu d'inspiration stoïcienne des disciples de Confucius. Mais voilà : Ricci comprend mieux que François Xavier qu'il n'a aucune chance de séduire durablement les mandarins chinois s'il semble se rallier à la doctrine d'une secte socialement déclassée à leurs yeux. On touche là un aspect essentiel du prosélytisme jésuite qui choisit de s'adresser d'abord aux puissants. Cette stratégie, qui vaudra bien des malheurs aux Jésuites en Occident, ne semble pas leur avoir mal réussi en Orient. Encore ne faut-il pas s'abuser sur le succès missionnaire de Ricci en Chine. Si ses interlocuteurs - et jusqu'à l'Empereur lui-même, qu'il ne verra toutefois jamais - sont émerveillés par sa culture et surtout par sa science, ils ne se laisseront que très exceptionnellement convaincre par son enseignement. L'eunuque Ma-Tang est épouvanté par la vue du Christ en Croix qui figure parmi les présents que le

mergé par la vague d'admiration que suscite dans l'Europe des Lumières la cité idéale édifiée à l'intention des Guaranis par les bons pères" (10). Il en va de même pour Voltaire dans l'*Essai sur les Mœurs*. L'acharnement des philosophes au moment de l'hallali, proche, de la Compagnie n'en est que plus choquant.

Face au drame des Guaranis, la querelle théologico-politique lancée un siècle plus tôt par l'auteur des *Provinciales* paraît assez terne. Jean Lacouture n'a pas de mal à dénoncer chez Pascal une forte dose de malveillance à l'égard des Jésuites. Sans trancher la célèbre querelle théologique de la grâce suffisante "qui ne suffit pas", on peut remarquer qu'en matière d'œuvres, ceux-ci avaient fait leurs preuves. Dans cette polémique, Pascal apparaît bien "provincial" et les solitaires de Port Royal ne soutiennent absolument pas la comparaison avec l'élan missionnaire de leurs rivaux.

L'écrasement des réductions d'Amérique Latine avaient sonné le glas de l'aventure des Jésuites. On est stupéfait de voir à quelle vitesse leur puissance s'effondre. Leur succès en Europe, et singulièrement en France, a suscité tant de rancœurs que l'alliance contre nature des philosophes et des monarques de Droit divin est devenue possible. Cette interprétation, suggérée par Jean Lacouture, s'appuie sur le mouvement irrésistible de sécularisation du pouvoir et de la société, qui connaît une ascension continue en Europe depuis la Réforme. Terrible leçon de Realpolitik : ceux qui ont contenu la vague du protestantisme et ont redonné à l'Eglise catholique un élan si nécessaire furent éliminés une fois leur œuvre accomplie. Il reste tout de même étonnant qu'un Pape corrompu - Alexandre Farnèse, devenu Paul III - ait parrainé la naissance d'un ordre missionnaire aux vertus intimidantes, tandis qu'un Pape franciscain - Clément XIV - a brisé cette immense entreprise si étroitement soumise à la papauté !

Le premier volume se conclut sur cette surprise. Le second s'ouvre sur d'autres paradoxes. Durant sa traversée du désert, la Compagnie est sauvée par Frédéric de Prusse et Catherine de Russie, jaloux d'affirmer leur autonomie et leur pouvoir de souverains face à l'Eglise romaine. A la Restauration, les choses rentrent dans l'ordre : le Pape Pie VII, à peine réinstallé à Rome, fait lire la bulle *Sollicitudo omnium ecclesiarum* qui, après quarante et un ans d'ostracisme, rétablit la Société de Jésus dans ses privilèges. Mais le conservatisme de l'Ordre au cours de cette période paraît, aux yeux de Jean Lacouture, un nouveau paradoxe : "les Pères... qui, de Kagoshima au Rio de la Plata en passant par les collèges parisiens, s'étaient faits les pionniers de l'humanisme occidental à travers trois continents ; qui avaient su inventer... l'échange culturel égalitaire et le respect de l'"autre", les voici mués en fourriers du conservatisme bourbon et romain, en militants de l'alliance du trône et de l'autel, en propagandistes de la Restauration, en gardiens de l'ordre établi au Congrès de Vienne" (11). Et d'ajouter qu'il est curieux de constater que les Jésuites aient si facilement épousé la cause de ces Bourbons qui

avaient entraîné leur perte, en dépit des excès révolutionnaires. Charles X ne sacrifie-t-il pas à son tour les pères de l'Ordre, pour des raisons de politique intérieure, en les chassant de l'enseignement en 1828 ?

Les premiers chapitres du second volume sont marqués par cette déception. Pour autant, Jean Lacouture analyse sans complaisance la formation de la légende des "hommes noirs". Ainsi rend-il justice des *Monita Secreta* (Instructions Secrètes) de l'ancien père jésuite Zahorowski : un tissu de mensonges et de calomnies. Les chansons de Béranger traduisent l'esprit du temps imprégné de voltairianisme. Les leçons de Michelet au Collège de France donnent le ton. Le professeur s'adresse aux Jésuites en ces termes : "D'où venez-vous ? par où avez-vous passé ? La sentinelle de France ne veillait pas bien cette nuit à la frontière car elle ne vous avait pas vus. Gens qui voyagez de nuit, je vous avais vu le jour ; je ne m'en souviens que trop, et de ceux qui vous amenèrent : c'était en 1815 ; votre nom, c'est... l'étranger" (12).

Derrière ses lignes caricaturales surgit une vérité : au XIX^e siècle comme auparavant, les Jésuites sont fidèles à leur tradition cosmopolite, appuyée sur le lien ultramontain qui les unit au Souverain Pontife. Dès lors, le parallèle qu'esquisse l'auteur entre le *Juif errant* d'Eugène Sue et les *Protocoles des Sages de Sion* n'apparaît pas trop forcé.

De l'époque du Syllabus et du Concile de Vatican I jusqu'à la fin du XIX^e siècle, cette alliance du conservatisme et de l'attachement aux intérêts de la Papauté ne se dément pas chez les Jésuites. En témoignent la naissance de la revue romaine *Civiltà Cattolica* et, dans une moindre mesure, celle de la revue française *Etudes*. On devine aisément où vont les sympathies de Jean Lacouture dans les débats qui opposent, au cours de cette période, les intégristes et les libéraux au sein de l'Eglise, par exemple au sujet de l'infailibilité pontificale proclamée par le Concile. Avec les débuts de la III^e République en France, l'évidente hostilité du parti laïc rend les positions des différents protagonistes plus naturelles pour le biographe : "Ce que Georges Clemenceau a si bien appelé le "discordat", c'est la confrontation idéale... entre cléricisme monarchiste et République laïque. Ni en 1789, ni en 1830, ni en 1848, le face-à-face n'avait revêtu ce caractère frontal, irréductible. Pour que l'un vive, il faut que l'autre meure, ou se dilue dans la masse" (13). L'assaut de la République laïque se déroule en deux vagues. D'abord, l'interdiction de participer à l'enseignement libre ou a fortiori de diriger un établissement d'enseignement pour ceux qui appartiennent à un ordre ou à une congrégation religieuse non autorisée. Cette disposition de la loi du 16 mars 1879, repoussée par un Sénat encore dominé par les conservateurs, fut reprise un an plus tard dans un décret qui visait explicitement la Société de Jésus. Jules Ferry avait pris soin de préciser lors d'un discours prononcé à Epinal : "Ce que nous visons, ce sont uniquement les congrégations non autorisées et parmi elles, je le déclare bien haut, une congréga-

tion qui non seulement n'est pas autorisée, mais qui est prohibée par toute notre histoire, la Compagnie de Jésus. Oui, c'est à elle que nous voulons arracher la jeunesse française" (14). La seconde vague de l'offensive est marquée par la célèbre loi du 1^{er} juillet 1901 sur la liberté d'association soumettant les congrégations au contrôle de l'Etat, qui dispose d'un pouvoir discrétionnaire pour les autoriser en fonction de leur "utilité" et peut les dissoudre par décret. Les Jésuites refusèrent d'obtempérer et, comme une vingtaine d'années auparavant, les commissaires de police firent assurer "l'ordre républicain". Le résultat ? "On estime que neuf cents membres de la Compagnie restèrent en France après la mise en application de la loi de 1901, dont six cents prêtres - environ le tiers des effectifs de la branche française de la société à cette date", écrit Jean Lacouture (15). Quelques années après, la loi de séparation de 1905 fera rentrer les Jésuites dans l'ordre commun du clergé qui n'aura plus d'autres têtes qu'à Rome. N'est-ce pas un hommage involontaire rendu à la Compagnie par ses plus implacables adversaires ? Ces événements surviennent alors qu'une trentaine d'années auparavant les effectifs des vingt-neuf collèges d'enseignement secondaire jésuites représentaient 55 % des jeunes gens (près de onze mille) échappant à l'enseignement public et que la Compagnie était en passe de contrôler la formation des élites dirigeantes.

A la fin du XIX^e siècle la Compagnie, dont l'influence sur la Papauté n'a jamais été aussi grande, est largement dominée par les pères français. "En 1878, près d'un Jésuite sur trois est français, et davantage encore dans l'action missionnaire", note Jean Lacouture (16). La convergence de l'influence française et du renouveau de l'élan missionnaire n'est évidemment pas un hasard. La III^e République française n'était pas le seul pays européen à se lancer dans un nouveau mouvement de colonisation, mais elle le fit, plus encore que ses voisins, avec les pères Jésuites en dépit de ses préventions à leur égard sur le sol métropolitain. L'auteur retrouve des accents sévères pour décrire cette collaboration : "Tant d'art à mettre des moyens composites au service d'une fin sublime condamnait-elle d'emblée la Compagnie de Jésus à n'être que la branche dévote de la grande vague impérialiste déclenchée au cours de la dernière décennie du XVI^e siècle... ?" (17). En dépit de commentaires élogieux sur le développement de la "missiologie", définie comme une réforme de l'apostolat à la lumière de l'anthropologie, par le père Charles qui fut un des plus énergiques contempteurs du racisme au sein de la Compagnie, il n'a pas de mal à montrer que ce renouveau missionnaire s'inscrit dans un contexte de divorce de l'Eglise avec le monde moderne. Il ne retrouve les accents enthousiastes du premier volume de sa biographie que pour vanter l'entreprise du père de Smet chez les Indiens d'Amérique. Et pourtant les efforts de ce dernier furent impuissants à enrayer l'appétit des chercheurs d'or et les visées hégémoniques du jeune Etat Fédéral sur l'ensemble du continent nord américain.

On retrouvera de tels accents dans l'évocation de la

"science jésuite" qui tient un peu la place, dans le second volume, de l'œuvre conquérante de la Compagnie avant son éclipse de 1713. Après l'époque des grands fondateurs, suit un mouvement d'intériorisation de l'expérience jésuite du monde. Les grands noms sont alors Henri de Lubac, Karl Rahner, Michel de Certeau et bien sûr Teilhard de Chardin. Des hommes de notre siècle. Pourtant, tout commence mal avec la condamnation de Galilée à laquelle, semble-t-il, la Compagnie prit une part déterminante. En dépit de la renommée de Clavius, salué à l'orée du XVII^e siècle comme le nouvel Euclide, Jean Lacouture met en évidence la tension à l'œuvre, dès la création de l'Ordre, entre le respect de l'orthodoxie religieuse et de la hiérarchie ecclésiastique d'une part, et la soif de connaître d'autre part. Est-ce pour cette raison que les Jésuites boudèrent longtemps Descartes et se réfugièrent dans l'étude des mathématiques pures, fuyant les conséquences de leur application à l'astronomie ou à d'autres disciplines scientifiques ? L'Eglise ne leur a certes pas facilité la tâche. L'anathème prononcé contre Galilée ne fut abandonné qu'en 1822 et, cinquante ans plus tard, une des constitutions conciliaires (*Dei Filius*) proclame : "Si quelqu'un dit qu'il est possible que les dogmes proposés par l'Eglise se voient donner parfois, suivant le progrès de la science, un sens différent de celui que l'Eglise a compris et comprend encore, qu'il soit anathème !" (18). On imagine de quelle manière le biographe juge de telles proclamations. Son enthousiasme pour l'œuvre de Teilhard de Chardin a pour pendant la sévérité avec laquelle il juge le traitement réservé à l'illustre Jésuite par son Ordre et par l'Eglise. Pourtant, force est de constater que les aspects essentiels de l'œuvre de celui-ci - la défense de l'évolutionnisme bien sûr, mais aussi une forme de panthéisme - heurtent de plein fouet les canons de la foi. Le prouve par exemple la controverse autour du dogme du péché originel à l'occasion d'une conférence prononcée par Teilhard de Chardin en 1925 et qui se solda par son exil en Chine. D'une manière plus générale, l'encyclique *Humani Generis* (1951) apparaît comme une condamnation du teilhardisme. Laissons Jean Lacouture conclure pour sa part : "Tout porte l'auteur de ce livre à admirer l'héroïsme d'une tentative qui consiste à faire converger la science moderne et la foi chrétienne, l'humanisme profond qui sous-tend cette entreprise, l'optimisme qui l'anime" (19).

On ne saurait rendre compte de son ouvrage dans une revue comme *France-Forum* sans évoquer avec lui la réaction des Jésuites face au nazisme et à la collaboration : "Si l'on compare son attitude à celle de l'épiscopat, on peut soutenir que la Compagnie de Jésus (comme l'Ordre des Dominicains) manifesta plus d'éloignement et un refus plus ferme de la collaboration et de toutes les formes de collusion avec l'occupant..." (20). L'effervescence intellectuelle des années trente, au cours desquelles le père Fessard publie *Pax nostra*, véritable réquisitoire de la conscience chrétienne contre le fascisme, et les voyages de certains Jésuites outre-Rhin préparèrent les meilleurs esprits et les hommes les plus résolus à la résistance. L'étude systématique des origines du chris-

tianisme, dont témoigne la fondation de la collection *Sources chrétiennes* par les Pères Victor Fontoynt et Henri de Lubac, favorisa également le rapprochement entre la culture chrétienne et le monde juif qui allait être si cruellement éprouvé. Pour un Norbert de Boynes, nommé intérimaire au moment d'une vacance de pouvoir à la tête de la Compagnie et dont le comportement fut au moins aussi flou que celui de Pie XII, Jean Lacouture n'a pas de mal à citer de nombreux membres de l'Ordre, parmi lesquels se distinguent particulièrement certaines figures. Le père Fessard, déjà cité, qui fournit le texte du premier *Cahier du Témoignage chrétien* où, sous le titre "France, prends garde de perdre ton âme", il dénonce la collaboration et revient sur l'incompatibilité radicale entre les principes du national-socialisme et le message évangélique. Le père Chaillet, fondateur de ces *Cahiers*, envoyé par le bureau du contre-espionnage en zone d'influence germanique au début de la guerre, animateur des réseaux d'entraide en faveur des juifs par la suite et directeur du Comité des œuvres sociales de la Résistance, de 1943 jusqu'à la Libération. Le père de Montcheuil, qui est la figure la plus émouvante : prédicateur indigné face à la persécution des juifs dès novembre 1940, ce théologien poursuit une activité de résistance qui le conduira en mission dans le maquis du Vercors. Il sera exécuté par les nazis après avoir subi les interrogatoires de la Gestapo. Donnons-lui le dernier mot : "Il y a une intensité et une qualité d'existence plus grande dans l'acte de mourir pour être fidèle au devoir, que dans une longue vie comblée, sauvée par la lâcheté".

Jean Lacouture retrouve une nouvelle fois son enthousiasme - et sa sévérité à l'égard de la réaction pontificale - pour décrire l'action du général Arrupe dans le climat post-conciliaire de Vatican II, si différent de celui de Vatican I. La constitution *Gaudium et Spes* réconcilie l'Eglise avec le monde et la science. L'auteur force-t-il le trait en faisant du Père Arrupe "le quasi-sosie" d'Ignace ? Il est basque comme le fondateur de l'Ordre et nul doute, en tout cas, qu'il fut saisi d'une volonté très déterminée de réorienter en profondeur l'action de la Compagnie par l'option en faveur des pauvres et par le désir de rompre ses relations privilégiées avec les puissants et les riches. Une vaste enquête "sociologique", menée auprès des trente cinq mille jésuites alors recensés dans le monde, montre que cette volonté emporte une large adhésion. La trente-deuxième congrégation de la Société de Jésus, réunie en 1974, élabore le "décret 4" qui exprime cet esprit nouveau, diffusé notamment par les représentants d'Asie et d'Amérique Latine. C'est l'époque où la théologie de la libération se répand à partir des appels lancés des bidonvilles de ces contrées déshéritées. Une "guerre des générations" secoue également la Compagnie où les plus jeunes, souvent encore non prêtres, revendiquent plus de responsabilités à l'encontre des anciens, dans une ambiance qui n'est pas sans rappeler celle qui a saisi la société occidentale dans son ensemble après 1968. Si Jean Lacouture montre que les relations entre Paul VI et le général Arrupe furent souvent au bord de la rupture - il semble même que Paul VI envisagea la

dissolution pure et simple de l'Ordre - il reconnaît également que cette nouvelle orientation n'avait pas l'assentiment de tous les Jésuites. De fait, les effectifs sont ramenés à 25 000 personnes en 1990.

L'avènement de Jean-Paul II - un homme que ses origines ne prédisposaient certes pas à la moindre compromission avec le socialisme - n'arrange évidemment pas les choses. Lors de la maladie du père Arrupe, le Souverain Pontife n'hésite pas à substituer au vicaire général choisi par celui-ci un délégué personnel, fait sans précédent dans l'histoire de la Compagnie. L'élection du Père Kolvenbach à la tête de l'Ordre marque une pause. Mais l'orientation donnée par son prédécesseur est demeurée vivace et certaines blessures sont profondes. C'est pourquoi l'auteur esquisse un avenir très ouvert pour la Compagnie. Acceptera-t-elle en son sein un certain pluralisme ? Ou connaîtra-t-elle une forme de diaspora ? C'est sur cette interrogation que se conclut une enquête passionnante dont les dimensions politiques, géographiques, historiques et spirituelles forcent l'admiration des lecteurs. Ceux qui se sont toujours sentis proches des Jésuites en sortiront confortés, même s'ils ne partagent pas toujours le détail des analyses de Jean Lacouture. Ceux qui en sont plus éloignés et ceux qui portent d'une manière générale peu d'intérêt à la vie de l'Eglise et au mystère de la Foi s'en rapprocheront. C'est du moins le souhait que l'on peut formuler.

Nicolas QUILLET

- (1) *Jean Lacouture, Jésuites, 1 Les conquérants, Seuil, Paris, 1991.*
- (2) *Jean Lacouture, Jésuites, 2 Les revenants, Seuil, Paris, 1992.*
- (3) *Opus cité, T 1, p. 8.*
- (4) *Opus cité, T 1, p. 134 : extrait de la Correspondance de François Xavier cité par Jean Lacouture.*
- (5) *Op. cit., p. 133-134.*
- (6) *Op. cit., p. 165 : extrait de la Correspondance de François Xavier cité par Jean Lacouture.*
- (7) *Opus cité, T 1, p. 279 : propos cité et traduit par J. Gernet dans Chine et Christianisme.*
- (8) *Op. cit., p. 298 et sq.*
- (9) *Op. cit., p. 314 : extrait de Voyages et Missions, d'Alexandre de Rhodes.*
- (10) *Opus cité, T 1, p. 404.*
- (11) *Op. cit., T 2, p. 47-48.*
- (12) *Opus cité, p. 103 : Extraits des œuvres complètes de Jules Michelet cité par Jean Lacouture.*
- (13) *Op. cit., T 2, p. 204-205.*
- (14) *Op. cit., p. 215-216.*
- (15) *Opus cité, p. 233.*
- (16) *Op. cit., T 2, p. 206.*
- (17) *Op. cit., p. 289.*
- (18) *Opus cité, T 2, p. 276.*
- (19) *Op. cit., p. 404.*
- (20) *Op. cit., p. 357.*

L'ÉGLISE ET LES CHRÉTIENS A L'AUBE DU III^e MILLÉNAIRE

par Jean et Blandine CHÉLINI

Sous la signature conjointe de notre ami et collaborateur, Jean Chélini - professeur d'histoire à l'Université d'Aix-Marseille III et directeur de l'Institut de droit et d'histoire canoniques d'Aix-en-Provence, spécialiste de l'histoire de l'Eglise au Moyen-Age et dans la période contemporaine - et de sa fille, Blandine Chélini - agrégée d'histoire, qui achève une thèse sur les relations du Saint-Siège et des Etats-Unis - les éditions "Centurion" publient "Histoire de l'Eglise. Nos racines pour comprendre notre présent".

René Rémond en a écrit la préface.

France-Forum est heureux de présenter à ses lecteurs, en bonnes feuilles, de larges extraits des conclusions d'un livre qui s'inscrit opportunément dans la recherche de repères et de mémoire dont le besoin est si manifeste dans notre société en quête de racines. De surcroît, les passages choisis ayant trait à la place et au rôle des Eglises dans le monde d'aujourd'hui aident à mieux connaître et

comprendre celui-ci. A ce titre, leur intérêt et leur portée débordent les limites de l'histoire religieuse stricto sensu.

L'ÉTAT DES ÉGLISES DANS LE MONDE

En France, en Europe, en Amérique, dans une grande partie de l'Afrique, nous vivons dans l'ère chrétienne. Malgré une petite erreur sur la datation de la naissance du Christ, la volonté de nos ancêtres de vivre dans le temps du Christ ne fait aucun doute. Notre semaine de sept jours s'accomplit dans le dimanche, *dies dominica*, le jour du Seigneur, jour du repos et de rassemblement communautaire et familial. Noël, Pâques, Pentecôte, et les autres grandes fêtes scandent l'année et la structurent. Même si pour certains ces repères chronologiques n'ont guère de signification religieuse, ils s'imposent à tous comme faits de société. En France, des enfants de familles musulmanes

immigrées demandent à leurs parents de fêter Noël comme leurs petits camarades de classe, ou de se déguiser comme eux pour le carnaval de l'école.

Disparition de la chrétienté, mais recul des facteurs sociopolitiques antichrétiens...

Pourtant la chrétienté, c'est-à-dire la société chrétienne cimentée par la religion comme nous l'avons vue vivre dans le Moyen Age occidental et à Byzance jusqu'en 1453, et survivre sporadiquement jusqu'au XIX^e siècle, n'existe pratiquement plus. A la religion d'Etat a succédé dans les pays chrétiens la liberté religieuse. Le concile Vatican II l'a proclamée. Depuis, en Espagne et en Italie, l'Eglise catholique a renoncé au statut privilégié des concordats en vigueur. Les dernières discriminations ont sauté au cours des décennies les plus proches, celles à l'égard des catholiques en Scandinavie ou en Suisse, celles à l'égard des protestants en Espagne et au Portugal. L'orthodoxie, il est vrai, défend jalousement ses prérogatives officielles en Grèce. Mais il faut aller dans certains pays d'Islam comme l'Arabie Saoudite pour voir subsister l'intolérance contre tout ce qui n'est pas musulman, au point d'interdire tout édifice religieux en dehors des mosquées ou de faire surveiller les hôtels, le jour de Noël, pour qu'aucun signe de la fête chrétienne ne puisse être arboré !

Le laïcisme combattant a reculé partout en Europe et dans le monde. Le Mexique, qui connaissait, malgré son héritage catholique, la plus rigoureuse des séparations entre l'Eglise et l'Etat, envisage sérieusement de changer de législation. En France, sous la pression des nécessités et des circonstances, l'aménagement progressif du régime de séparation a renoué les liens indispensables entre la société civile et les communautés religieuses. L'Etat finance l'enseignement libre sous contrat depuis les débuts de la V^e République, et il entretient et rémunère les services d'aumônerie dans l'armée et les hôpitaux. La République accorde un statut de reconnaissance légale aux congrégations religieuses, longtemps exclues du bénéfice de droit commun.

L'effondrement du communisme, imprévisible dans un délai aussi court et une mesure aussi complète, a libéré les pays de l'Est de l'Europe de la tutelle pesante des offices des cultes, qui régissaient toute la vie religieuse, et rendu aux Eglises la liberté de s'organiser et de présenter leur message. A la persécution a succédé la concurrence entre les religions, chaque Etat ou région retrouvant la situation religieuse d'avant 1945 et sa religion dominante. Si l'endoctrinement marxiste avait privé les citoyens de toute formation religieuse, il n'a pas tué pour autant la curiosité pour Dieu et l'appétit des réalités spirituelles.

Une société séculière dominée par l'économie

Tous ces aspects seraient plutôt positifs. Mais ils ne doivent pas nous faire oublier le développement en Occident d'une société séculière réglée par les impératifs d'une économie libérale, soucieuse avant tout de pro-

duire et de vendre. La société de consommation ignore les normes des Eglises et les aspirations religieuses des hommes. Le besoin de consommer a marginalisé les préoccupations spirituelles, réduit la disponibilité des individus absorbés par leur travail et par des loisirs organisés pour occuper leur temps libre. Il ne leur en reste pas beaucoup pour la prière, les offices, la retraite ou la simple réflexion.

Peu à peu, la part du religieux, toujours importante pour la plupart des hommes jusqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, s'est rétrécie dans la vie quotidienne, l'enseignement, les loisirs. En France, jusque vers 1960, les garçons des milieux populaires allaient au "patro" et à la colonie du "patro", encadrés par les vicaires de leur paroisse. Aujourd'hui ils partent en week-end ou vont au ski, au mieux avec leurs parents et la plupart du temps en bandes d'amis ou avec des organismes sociaux laïques, sans aucun environnement religieux.

La perte du patrimoine culturel chrétien

L'ignorance religieuse a grandi depuis 1960 dans les pays sécularisés comme la France, au point que beaucoup d'adultes ignorent jusqu'au vocabulaire élémentaire du christianisme, le sens des cérémonies, le déroulement de l'année liturgique ou le contenu des sacrements. Il ne s'agit plus de perte de la foi, mais d'un appauvrissement plus radical encore, l'évanouissement du patrimoine culturel chrétien qui constitue le fond de la civilisation des pays européens et de l'Amérique du Nord. L'instruction religieuse n'est pas meilleure en Amérique latine, mais la religiosité du peuple et sa docilité relative par rapport à l'Eglise rendent la situation très différente de celle de l'Europe.

Là où l'ignorance religieuse atteint un degré très élevé, on assiste à la naissance d'une véritable aliénation culturelle chez de nombreux individus devenus étrangers à leurs racines profondes, phénomène qui menace l'identité même de la nation, au point de préoccuper les hommes d'Etat au pouvoir, même si beaucoup refusent de se rattacher à une confession chrétienne. Le problème n'est plus religieux, ce n'est pas la religion qui menace l'indépendance de l'Etat, mais bien plutôt l'irréligion radicale qui menace la substance même de la mémoire collective de tout un peuple.

En définitive aujourd'hui, il n'y a plus de situation religieuse homogène dans aucun pays. Dans les terres catholiques d'Europe, à côté d'une minorité fidèle, on retrouve une majorité de baptisés détachés de la pratique, des gens sans rattachement religieux précis, une minorité d'athées convaincus ou d'adeptes de nouvelles religions et sectes variées. Le choix religieux est devenu personnel, d'ordre privé, il peut à tout moment être remis en cause et la conduite de chacun varier en conséquence. Face à ce risque général de désagrégation socio-religieuse, les Eglises ont d'abord réagi en ordre dispersé, chacune sur son terrain, avec ses moyens et ses traditions.

Géographie actuelle du christianisme

Parmi les confessions chrétiennes, l'Eglise catholique demeure la plus nombreuse et la mieux organisée avec près d'un milliard de baptisés, 4 300 évêques, 100 000 séminaristes et un million de religieuses. Les protestants se partagent environ 400 millions de fidèles, les églises orientales près de 130 millions. La répartition est inégale selon les continents et les pays. Majoritaire à plus de 90 % en Italie, en Espagne, en Pologne, en Irlande et en Amérique latine, à environ 80 % en France, en Belgique, en Autriche, partageant ses effectifs à peu près à égalité avec les Eglises issues de la Réforme en Allemagne ou en Hollande, l'Eglise catholique reste minoritaire aux Etats-Unis par rapport à l'ensemble des dénominations protestantes et des sectes, mais elle est numériquement la première des confessions chrétiennes.

Dans certains pays la situation varie fortement d'une région à l'autre. En Tchécoslovaquie, les Slovaques sont quasi unanimement catholiques et pratiquants ; en Bohême, les Tchèques conservent une minorité protestante et une forte tradition anticléricale, liée aux courants politiques de gauche. On retrouve une situation proche en Hongrie. Dans l'ancienne Fédération yougoslave, les Croates sont très majoritairement et profondément catholiques, les Serbes presque unanimement orthodoxes, comme leurs voisins les Bulgares.

De même dans la CEI, les Etats nés sur les débris de l'URSS, une seule République, une des plus petites, est très majoritairement catholique, la Lituanie. La quasi-unanimité des Arméniens adhère à l'Eglise arménienne grégorienne ; en revanche, les Ukrainiens se répartissent actuellement entre une Eglise orthodoxe rattachée à Moscou, une Eglise orthodoxe autocéphale porteuse des aspirations nationales, tout comme l'Eglise gréco-catholique unie à Rome, et qui représente 5 à 6 millions de fidèles.

La grande République de Russie abrite une diaspora catholique et de nombreuses missions baptistes, mais les Russes qui adhèrent à la foi chrétienne le font pour une très grande majorité au sein de l'Eglise orthodoxe russe dépendant du patriarcat de Moscou ; faute de statistiques officielles, on dénombrerait 40 à 50 millions de croyants orthodoxes.

L'Extrême-Orient en revanche, si l'on met à part les très catholiques Philippines (avec néanmoins une forte minorité musulmane), ne compte que de petites minorités catholiques. Quelques dizaines de milliers au Japon, une dizaine de millions en Chine et aux Indes, 3 ou 4 millions au Viêt-nam. Ailleurs les catholiques constituent une diaspora, le plus souvent étrangère comme en Thaïlande ou en Birmanie. L'Indonésie compte d'actives minorités catholiques, très surveillées par un pouvoir favorable à l'islamisation totale du pays.

Même situation de diaspora pour le Maghreb ou dans les pays arabes en général. L'Egypte compte une très forte minorité copte difficile à évaluer, mais qui se situe

entre 5 et 10 millions de baptisés. Les coptes unis à Rome, très dynamiques, sont très minoritaires, environ 100 000. Un peu plus au Sud, au Soudan, les musulmans du Nord persécutent les populations chrétiennes du Sud. En Afrique noire, le christianisme progresse fortement, malgré ses handicaps par rapport à l'Islam, la monogamie des laïques et le célibat des clercs. Dans les pays du Sahel, l'Islam domine comme au Mali et au Sénégal. En revanche les catholiques l'emportent au Zaïre, au Ruanda et au Burundi, au Congo-Brazza, en République de Centre Afrique, au Bénin, en Côte-d'Ivoire et au Gabon. L'immense Nigéria entretient une forte majorité musulmane, sauf en pays Ibo où la communauté catholique intelligente et active constitue la force essentielle du pays. Au Cameroun, coexistent catholiques, protestants et musulmans mais, contrairement à l'opinion répandue, les musulmans, même dans le Nord du pays, sont devenus minoritaires. Les anciens territoires portugais, l'Angola et le Mozambique, demeurent majoritairement catholiques malgré le douloureux intermède communiste. En Afrique du Sud, sauf le petit Lesotho majoritairement catholique, les populations blanches sont pour la plupart protestantes, les Boers pratiquant un calvinisme d'origine hollandaise particulièrement conservateur. A Madagascar coexistent catholiques, les plus nombreux, et protestants, persécutés pendant les vingt dernières années par le régime marxiste du président Ratsirak.

Maintien de la persécution dans les lambeaux du monde communiste

Si aujourd'hui on recherche les régimes où le christianisme demeure persécuté, il n'en reste plus beaucoup en dehors des lambeaux du monde communiste : la Chine, où Pékin maintient la fiction d'une Eglise nationale séparée de Rome, le Viêt-nam, où Hanoï continue à faire peser sur le clergé et les fidèles un contrôle tatillon et vexatoire, tout comme Cuba. Sur ce qui se passe en Corée du Nord, nous ne savons pratiquement rien sinon que, dans les années d'installation du communisme, le clergé avait été massacré, les fidèles emprisonnés et que toute forme de culte avait été éradiquée. Il semble cependant qu'il s'agisse là de situations certes douloureuses mais provisoires : le communisme et sa politique antireligieuse ne peuvent guère se maintenir longtemps dans ces pays, alors qu'ils ont disparu du reste du globe et que l'énormité de leur échec leur a ôté à la fois leur dynamisme et leur crédibilité.

Le rôle des Eglises dans la libération des pays de l'Est

En effet dans l'affrontement idéologique et culturel que conduisait le communisme avec son système économique et politique, le camp adverse a remporté une victoire éclatante. Est-ce à dire que les forces spirituelles et notamment le christianisme ont gagné ? Ce serait aller vite en besogne. Il faut distinguer. L'économie de marché et la démocratie politique l'ont emporté totalement et sans appel sur le socialisme étatique et planifié, et sur la dictature du parti communiste. Partout où le communisme a été éliminé, à travers une période d'anarchie plus ou moins violente, se mettent péniblement en place le

système de la libre entreprise et de la démocratie pluraliste.

Simultanément les Eglises ont retrouvé leur liberté de témoigner et une partie de leur audience ; mais les peuples ne sont pas redevenus automatiquement chrétiens ! Beaucoup demeurent sans religion et certains restent profondément athées, pour des motifs scientifiques ou politiques. Mais le défi lancé au christianisme, sur le plan culturel, celui de la conception de l'homme, de l'anthropologie, a été relevé victorieusement par les chrétiens, surtout grâce à l'effort puissant et systématique de Jean-Paul II qui, ayant vécu en pays communiste, savait l'investissement fait par les marxistes dans le domaine culturel et qui a eu l'intuition de combattre le communisme sur son propre terrain, celui de l'homme, de sa nature et de son destin.

Le modèle de l'homme communiste, travailleur et serviteur de l'Etat, entièrement absorbé dans sa collectivité, a volé en éclats. Il ne peut plus séduire, d'autant qu'il a aussi échoué sur le plan économique. Le personnalisme chrétien, celui qui fait de chaque homme non seulement un individu autonome, mais encore une personne unique, irremplaçable, dotée de droits imprescriptibles, inscrits dans sa nature de créature faite à l'image de Dieu, ce modèle l'a explicitement et clairement emporté, de l'aveu même des anciens dirigeants communistes, qui ont renié le vieux modèle pour adopter le modèle personnaliste. Dans cette victoire fondamentale pour l'homme, les Eglises catholique, réformées, et, dans une moindre mesure, les Eglises orthodoxes ont joué un rôle déterminant !

HISTOIRE IMMÉDIATE DU CATHOLICISME

Il est difficile à la fois, d'observer le présent et d'en faire l'histoire. La fascination de l'actualité, l'absence de recul, enlèvent au tableau que l'on brosse la sérénité que peut atteindre l'histoire de périodes plus reculées. Mais, quitte à le déchiffrer imparfaitement, il est bon de décrire, puisque le but de ce livre est d'essayer de comprendre notre présent à la lumière de notre patrimoine chrétien.

Les caractères originaux du pontificat de Jean-Paul II

Après les trente jours de règne de Jean-Paul 1^{er}, "le pape du sourire", l'élection d'un Polonais, le cardinal-archevêque de Cracovie Karol Wojtyla, sur le trône de Pierre provoqua une extraordinaire surprise. Pourtant, pour bien marquer sa solidarité avec ses prédécesseurs, il avait adopté le nom de Jean-Paul II et s'était adressé à la foule romaine dans un italien familier. C'était le premier non-Italien élu pape depuis la désignation en 1522 du Hollandais, Adrien Florensz, sous le nom d'Adrien VI. Ce choix constituait donc une nouveauté radicale dans l'Eglise, mais il était aussi perçu comme tel dans l'opinion internationale qui y vit une volonté d'ouverture de l'Eglise au monde.

Lors de son élection, le 16 octobre 1987, Jean-Paul II, à la différence de ses prédécesseurs, bénéficie d'une jeunesse relative - il a 58 ans - et d'une santé robuste. Sportif, taillé en force, Jean-Paul II est alors un homme solide, longtemps entraîné, à la fois d'une grande résistance physique et d'une grande souplesse. Ce capital physique s'épuisera avec les années, mais il lui a permis de surmonter les blessures très graves reçues lors de l'attentat du 13 mai 1981 et la fatigue des innombrables déplacements qu'il s'est imposé d'accomplir depuis son élection. Longtemps cette force mise au service de l'Eglise l'a particulièrement redynamisée.

Une nouvelle manière de faire le pape

Dès le départ, Jean-Paul II s'est refusé à considérer la papauté comme un métier de bureau, un gouvernement à travers les dossiers, comme l'avait pratiqué Pie XII ou comme l'âge y avait contraint Jean XXIII, puis Paul VI après 1970. Certes il remplit pleinement sa fonction d'autorité. Il décide et tranche sur les affaires qu'on lui présente, et nomme les hommes qu'il croit le mieux aptes à recevoir l'épiscopat et les responsabilités d'Eglise. Il repère ceux qu'il choisira au cours de ses rencontres et de ses conversations. Pour le détail de l'administration, il s'en décharge sur ses collaborateurs et la Curie.

Il partage le reste de son temps entre la préparation de ses textes - homélies, discours, encycliques ou catéchèse des audiences du mercredi - et la rencontre des hommes et des femmes. Il reçoit beaucoup, même à sa table, et se fait rendre compte directement des situations concrètes : il envoie chaque fois que nécessaire des observateurs sur le terrain.

Un pape pèlerin

Mais il est le premier pape à voyager sans cesse. Le métier de pape est à ses yeux un métier d'apôtre. Jean-Paul II a décidé de revenir à la racine même de la vocation de la papauté, de lui rendre son apostolicité, c'est-à-dire sa mobilité, son itinérance. Le pape n'est pas un chef administratif, c'est un apôtre. Jean-Paul II a pris le chemin du monde, les routes de l'Italie dont il est le patriarche et les rues de Rome dont il est l'évêque ! "Evêque pour vous, prêtre avec vous", aime-t-il répéter aux prêtres qu'il reçoit ; et il s'efforce, malgré ses charges, de demeurer un prêtre pieux très attaché à remplir, même symboliquement, ses fonctions de prêtre : il baptise, il marie et, une fois par an, le Vendredi saint, il va confesser dans Saint-Pierre !

Un grand dessein

C'est dans la profondeur de ses convictions et de sa vie qu'il puise la force pour mener à bien son grand dessein : libérer son pays natal et les pays de l'Est du joug communiste et faire triompher sur l'idéologie marxiste la conception personnaliste de l'homme dans sa dimension spirituelle et l'exercice de tous ses droits. En douze ans, avec une énergie peu commune, il a contribué de façon décisive à la libération de la Pologne et à la désagrégation du monde communiste. La visite de Gorbatchev au

Vatican en décembre 1989 a symbolisé la reconnaissance par l'univers soviétique de l'existence et de la force des valeurs chrétiennes qu'il avait jusque-là combattues et rejetées comme des superstitions désuètes et réactionnaires.

Libérer l'homme

Ce n'est pas en homme politique qu'il a mené à bien cette entreprise de libération, mais en guide spirituel. Au-delà de sa tâche de chef de l'Eglise catholique, Jean-Paul II adresse son enseignement à tous les hommes. Il veut unir mission d'Eglise et service de l'homme. L'homme doit être libéré de toutes les oppressions, pour pouvoir assumer librement son destin d'homme : la privation de liberté, la guerre, la faim, mais aussi les aliénations morales, la recherche systématique du plaisir, la désagrégation de la famille, le mépris de la vie à travers la pratique de l'avortement et de l'euthanasie. A chacun de ses voyages, il répète aux jeunes auxquels il consacre une rencontre particulière, comme il l'a fait en France à Paris, au Parc des Princes en 1980 ou à Lyon en 1986 : "la permissivité morale ne rend pas les hommes heureux !"

Les limites d'une audience

Beaucoup d'observateurs voient en ce domaine les limites de l'audience de Jean-Paul II ; en matière de morale, les foules l'écouteraient sans l'entendre, pas plus que les Etats-Unis et leurs alliés n'ont voulu tenir aucun compte de ses réserves au moment de la guerre du Golfe, en janvier 1991. De même Israël, qui réclame sa reconnaissance par le Saint-Siège, se refuse à tenir compte des positions de Rome sur Jérusalem ou sur les droits des minorités ethniques et religieuses.

Ecouté lorsqu'il parle des droits de l'homme, applaudi

lorsqu'il défend les libertés, Jean-Paul II l'est beaucoup moins lorsqu'il rappelle les devoirs des hommes et le respect qu'ils se doivent à eux-mêmes. Son message comme celui de l'Eglise est filtré au crible de la morale séculière, que la plupart des chrétiens des nations développées partagent avec le reste de l'humanité.

La télévision a renforcé l'autorité du pape

Mais l'histoire de l'Eglise ne peut se réduire à celle de l'action pontificale. Il y a la parole des évêques, celle des prêtres, l'exemple des laïques. En fait les médias, la télévision en particulier, ont télescopé les distances dans l'Eglise. Le petit écran a popularisé la figure du pape et désormais les téléspectateurs voient et entendent le pape, plus qu'ils ne voient et n'entendent ce que dit le curé de leur paroisse qu'ils rencontrent et écoutent épisodiquement, même s'ils sont pratiquants.

L'image télévisée du pape tend à l'identifier à l'Eglise tout entière et sa répétition très fréquente a affirmé son autorité universelle, beaucoup plus efficacement que la constitution *Pastor aeternus* sur l'infailibilité pontificale ! Ainsi c'est à juste titre que l'on accorde dans ce chapitre tant de place à Jean-Paul II, car ce mouvement né des médias et identifiant l'image du pape à celle de l'Eglise, commencé sous Pie XII, développé sous Jean XXIII et Paul VI, a atteint sous Jean-Paul II un point de non-retour. Si son successeur refusait les caméras ou passait mal sur le petit écran, il en résulterait une occultation très dommageable pour l'Eglise.

Ainsi, la télévision a démultiplié le rôle du pape dans l'Eglise et dans le monde en popularisant son visage, en rendant évidente sa fonction de chef de l'Eglise, mais aussi en opérant un rôle réducteur sur le contenu de l'enseignement : ne passe bien que ce qui peut être traduit en images, à savoir les cérémonies, la liturgie, les rassemblements de foule. Mais la morale est difficile à traduire en images, ceci explique pourquoi la partie éthique du message passe si mal !

Collégialité et centralisme romain

Certains s'irritent de cette publicité faite au pape, ils dénoncent même la papolâtrie dont Jean-Paul II serait l'objet. Au lieu de développer la collégialité, Rome réaffirmerait de plus en plus fortement la centralisation de l'Eglise et compromettrait ainsi l'œuvre du concile. Même s'il était démontré, ce mouvement serait explicable. Depuis le Moyen Age dans l'Eglise se manifestent deux courants. L'un, le conciliarisme, tend à faire gouverner l'Eglise collégialement sous des formules diverses, par exemple par la convocation à date fixe d'un concile œcuménique, comme l'avait prévu le décret *Frequens* adopté par le concile de Constance en 1417 lors de la liquidation du grand schisme d'Occident. L'autre tendance, centralisatrice, veut concentrer à Rome les pouvoirs de gouvernement dans l'Eglise et tend à récupérer les concessions faites à la collégialité. Ainsi Martin V (1417-1431), Eugène IV (1431-1447) et Nicolas V (1447-1455) profitèrent des dérives du concile de Bâle pour rétablir la plénitude de leur autorité.

Lech Walesa, un fidèle de Jean-Paul II : de la libération de la Pologne à la désagrégation du monde communiste.

La mise en œuvre de la collégialité

Par comparaison, il est difficile de dire que dans ce domaine l'œuvre du concile Vatican II ait été abandonnée. Les conférences épiscopales nationales fonctionnent bien ; les évêques s'y expriment librement et décident ensemble des mesures et des déclarations à adopter pour leur pays. Le synode des évêques se réunit régulièrement à Rome : la majorité de ses membres est désignée par les évêchés locaux. Le thème en est choisi par Rome, par exemple le cinquième en 1980 fut consacré à la famille, et les conclusions promulguées par le pape sont publiées par le Secrétariat permanent du synode que le pape a désigné. Mais dès le départ cette collégialité a été voulue mitigée par Paul VI, et dans la tradition catholique elle ne peut pas être conçue comme celle qui s'exprime dans un synode oriental, réunissant des évêques ou des patriarches sur un pied d'égalité.

Dans la même perspective Jean-Paul II a mis en place une collégialité à deux vitesses en convoquant, sans périodicité régulière, le conseil des cardinaux sur des problèmes touchant au fonctionnement de l'Eglise, par exemple celui des ressources du Saint-Siège. Ainsi une commission cardinalice a été constituée pour assainir le système et appel a été fait à des banquiers professionnels pour diriger collégialement l'IOR (1).

Suivent des développements sur "les courants et aspirations au sein de l'Eglise" et "la nouvelle évangélisation" qui se terminent ainsi :

..... Le retour de la religion dans la société

Si, à la différence des intégrismes qui confondent la société civile et la communauté religieuse, le christianisme distingue bien le religieux du politique et laisse à chaque sphère d'activités son autonomie, il refuse une société entièrement séculière, réduisant la religion à une activité individuelle et privée. Il refuse aussi une religiosité vague, comme celle qui règne dans la société américaine et que véhicule le *New Age**, cette mouvance actuellement en vogue aux Etats-Unis. Au sein du tissu social, l'Eglise et les chrétiens doivent annoncer l'Evangile et témoigner de valeurs spirituelles et morales authentiques.

En effet ce que l'on appelle de façon un peu rapide le retour du religieux ne signifie pas obligatoirement le retour du christianisme. Comme la mauvaise monnaie chasse la bonne, sectarisme* et syncrétisme* envahissent

le marché du religieux. Dans l'ignorance religieuse, la métempsychose* est confondue avec la résurrection des morts annoncée par la Résurrection du Christ et la réincarnation devient une variante plausible de la vie éternelle ! La conversion chrétienne est plus contraignante que l'adhésion à un credo composite et en général sans exigence morale, sauf dans quelques sectes rigoristes.

La nouvelle évangélisation doit être une réponse accessible à cet appétit de religieux noté par tous les observateurs. Au lieu d'aller puiser dans le folklore des mythologies orientales ou de s'inspirer des religions exotiques, il faut que les chrétiens aident les hommes et les femmes de leur société à se ressourcer dans le patrimoine chrétien. Ensemble il faut retrouver nos racines.

Jean et Blandine CHÉLINI

LEXIQUE

Métempsychose ou migration des âmes : théorie selon laquelle l'âme des défunts se réincarne autant de fois qu'il est nécessaire pour atteindre la pureté et le repos, dans les religions orientales.

New Age : Courant gnostique (gnose, en grec connaissance) originaire de la côte Ouest des Etats-Unis et qui tend à fondre des éléments provenant du christianisme, des dernières connaissances scientifiques et des philosophies orientales. Le *New Age* avec ses pratiques corporelles se veut la sagesse et le genre de vie du XXI^e siècle !

Pentecôtisme : Renouveau religieux d'origine américaine destiné à rendre les chrétiens disponibles à l'action de l'Esprit saint, comme aux temps apostoliques. A côté de formules sectaires, ce renouveau a suscité en Amérique comme en Europe des mouvements d'Eglise de type charismatique.

Sectarisme : Le fait d'appartenir à une secte ; en termes absolus, extrémisme religieux.

Syncrétisme : Ensemble de croyances mêlant des éléments d'origine diverse, chrétiens et païens par exemple. En Amérique latine et en Afrique fourmillent les syncrétismes.

(1) Institut pour les œuvres de religion créé par Pie XII en 1942. C'est un établissement financier privé où les ecclésiastiques travaillant au Vatican, les congrégations religieuses et les divers services du Saint-Siège ont leur compte. L'institut fonctionne comme une banque d'affaires et fournit au pape les ressources exceptionnelles pour ses interventions imprévues. Ce n'est pas l'organisme financier officiel du Vatican, qui est l'APSA, l'Administration du patrimoine du siège apostolique, véritable ministère des finances du Saint-Siège.

Faites connaître "FRANCE-FORUM"
CARREFOUR DE L'HUMANISME DÉMOCRATIQUE

LES CENT JOURS AVANT LE GOUVERNEMENT BALLADUR (vus à travers la presse)

par René PASCAL

Avec les journaux on a tenté de composer une suite évocatrice - on l'espère - des 100 jours (environ) qui précéderent le séisme de mars 1993.

Avec l'idée qu'il sera bien divertissant ou - sait-on jamais ? - instructif de les relire la prochaine fois... En 95 ? En 98 ?

EN JANVIER : AU-DELÀ DU "GRAND BLUFF"

Comme toujours, quand l'année commença, on causa. A table, le Premier Janvier, notamment. De quoi donc ? Souvenez-vous.

Amèrement, souvent, on se demanda à quoi tenait que Pierre Bérégovoy ait refait de Bernard Tapie un ministre. Comme cela parut étrange ! Certes, avec un sérieux impayable, d'aucuns avaient expliqué : "Le premier ministre a pensé qu'il aurait tort de se priver des quelques rares atouts dont dispose encore la gauche en vue de la campagne législative" (M. 25/12/92) (1). Autrement dit, on a les sauveurs que l'on peut !

On glosa sur le style inimitable de la nouvelle Excellence : "Méfiez-vous des matchs qu'on dit perdus d'avance. On est dans un monde de fous où tout peut arriver. Chirac qui distribue déjà les postes, ça me gonfle" (Libé 24/12). Jaurès qu'en dis-tu ?

Puis, les sapins éteints, 1993 commença son cours. "L'année nerveuse" la qualifiait, dans son premier

numéro de l'année, *Le Courrier international* (7-13/1/93) :

"Rarement, nouvelle année aura été accueillie avec autant de morosité. Licenciements en masse, chômage en hausse, prévisions de croissance revues à la baisse, les sujets d'inquiétude ne manquent pas. Pourtant, 1993 sera décisive pour le reste de la décennie. Les chemins que choisiront l'Europe - et particulièrement l'Allemagne -, les Etats-Unis, l'Amérique latine, la Russie ou le Japon, dessineront le monde du XXI^e siècle..."

"Europe à deux vitesses ou Europe diluée ? Quelle reprise américaine ? Protectionnisme ou libre-échange ? Quelle croissance pour l'Asie ? Régression ou renaissance russe ?..."

Bien sûr, il y avait quand même des lueurs dans l'évolution planétaire. "MM. Eltsine et Bush signent le traité Start 2... Le plus grand accord de désarmement de l'Histoire" (M. 3-4/1/93). Oui mais... "l'acceptation du plan de paix par les Serbes est assortie de conditions" (M. 22/1), la planète est sillonnée par "les nouvelles routes de la mafia" (M. 26, 27, 28, 29, 30/1), etc.

Dans notre cher et vieil Hexagone - bof ! - nul n'a le cœur à faire campagne ! *Le Nouvel Obs* (7-11/93) publie un sondage déconcertant (pour les siens). Si "incroyable" qu'il n'ose pas l'annoncer sur sa couverture consacrée aux "bons côtés de la crise". Elle ne perd pas le sens du pratique la "Gauche Caviar !".

Quoiqu'il en soit, il y a de quoi s'exciter : "Le RPR,

champion de la réforme ?” Brr ! : “Le constat est rude, très rude pour le pouvoir socialiste : Chirac et son parti apparaissent aux Français comme les plus aptes à proposer des réformes, loin devant Rocard, Delors... et Giscard”... Le sacré Nanard, Tapie, l'avait bien dit : “On est dans un monde de fous !”

A la question : “La gauche est au pouvoir depuis 1981. Tout compte fait, considérez-vous qu'en manière de réforme le bilan est : très positif ou plutôt positif ? 26 % ; plutôt négatif ou très négatif ? 68 %. Parmi les sympathisants de gauche : 46 %”.

“Parmi les personnalités politiques suivantes, quelle est celle qui vous semble le plus capable de proposer des réformes ? J. Chirac : 32 % - J. Delors : 26 % - Michel Rocard : 16 % - V. Giscard d'Estaing : 14 %”.

Parmi les domaines suivants, dites-moi ceux où vous pensez que les réformes sont les plus urgentes : l'éducation et la formation ? 48 %, la Sécurité sociale et le financement des retraites ? 47 %, l'immigration ? 41 %, le fonctionnement de la justice ? 41 %...”

On comprend que Tonton gronde : “Je demande que l'on préserve toutes les conquêtes sociales” (M. 7/1) “J'espère que personne ne songe à s'attaquer à nos acquis sociaux” (M. 3-4/1). “Acquis sociaux”, “acquis sociaux”, la défense des “acquis”, est-ce tout ce que le socialisme ait à proposer ? Jaurès a-t-il, désormais, l'âme d'un notaire ? Même *Le Monde* regimbe à cette grosse ficelle très Front Popu : “Le piège des “acquis sociaux” : ...dans un pays où plus d'un actif sur dix est désormais au chômage, l'acquis social essentiel est devenu d'avoir un emploi” (3-4/1). Toc !

En cette situation, on pourrait imaginer que les tenants de la future majorité ne se tiennent pas de joie. Il n'en est rien. Dans *Le Fig Mag*, Louis Pauwels (2/1/93) se plaint “de la difficulté d'adresser des vœux à la France : en mars 93, au terme d'une campagne qu'il n'aura pas même osé faire sous son nom, le parti socialiste connaîtra la déroute. Ce n'est pas un vœu, c'est une haute probabilité. Mais c'est moins la droite qui aura gagné que M. Mitterrand qui aura achevé son propre parti. Parmi les ruines matérielles et mentales laissées par cette déroute, les vainqueurs par défaut se sentiront bien mal à l'aise, sous la présidence de l'auteur du désastre. Il est sans doute nécessaire de procéder à la liquidation définitive du socialisme. Mais ne nous réjouissons pas sans réserve. La perte d'une grande idée est une perte pour tout le monde. Là droite libérale a besoin de croire singulièrement en elle-même pour combler le vide. C'est une grâce qu'on lui souhaite. Ah, voilà un vœu”.

A se flinguer, à considérer que toutes les forces sont dans des impasses ? Non, faut pas aller jusque là ! A la fin du mois, *Le Nouvel Obs* trouve de quoi espérer : “Après mars, la guerre des droites” (21-27/1) et de quoi s'émouvoir : “Du jamais vu ! Pour lutter contre le chômage les Français paraissent prêts maintenant à accepter ce qu'ils avaient refusé jusque là : le partage des revenus” (id) Ouf ! En outre, un sociologue le dit : “*Déprimés les*

Français ? Au contraire... jamais leur vitalité n'a été si grande” (id).

Et puis *Paris-Match*, nous arrache à la prosaïcité en nous présentant : “Mes héros du cœur” (7/1/93) : “Place aux prophètes de la paix ! Trois hommes de cœur et une même source, une même énergie, une même foi au-dessus de toutes les fois qui récusent le désespoir”. Vous l'avez noté, n'est-ce pas ? Ce n'est plus la “foi” qui sauve. C'est la “foi au-dessus des “fois”. Révélateur de l'esprit du temps ! Bref ces trois “leaders de la révolution universelle” sont : “l'abbé Pierre ou 50 ans de coups de gueule et d'amour pour les autres”, “Kouchner (qui a) imposé le pouvoir de l'indignation jusque dans les camps de Bosnie”, le Dalai-Lama qui “sillonner la planète pour répéter que l'altruisme et la responsabilité universelle sont la clé de notre survie”.

Comme si nous n'avions pas assez de soucis, en ce janvier 93, il nous a fallu en plus dire si la monarchie a joué un rôle positif ou négatif. 37 % ont dit positif, 39 % négatif, 24 % ont refusé de répondre. L'important, c'est que le roi le plus populaire, c'est Henri IV, “lou nouste Henric”, comme on dit “chez nous” (P.M. 28/1).

Et puis, pour oublier la misère du monde, il y eut “Diana, plus belle que jamais dans les vagues des Caraïbes” (P.M. 14/1).

FÉVRIER... À EN RESTER BLEU !

Matisse tient le haut du pavé. Au Centre Pompidou, et non moins dans les gadgets. Ah ! “le bleu Matisse” “Dense, éclatant, ce bleu qui résume la passion de Matisse pour les couleurs nues” et qui se doit “décliner en formes dépouillées” (Fig Madame 27/2).

Pendant que les masses françaises s'étirent sur la piazzetta Beaubourg, ça saigne rouge en Bosnie : “Les mille souffrances de Sarajevo” (4/2/93) ; tandis que “de Genève au siège de l'ONU”, ça cause : “Les négociations sur la Bosnie vont reprendre à New-York” (id). Et les citoyens en sont bleus de tant d'impuissance !

Idem, les infos les laissent bleus. Le Président s'agite : “M. Mitterrand s'engage personnellement dans la campagne des législatives” (M. 18/2) “Sans prendre position sur la durée du mandat présidentiel, le Comité consultatif propose un important renforcement des pouvoirs du Parlement” (M. 16/2), “La France rendra hommage aux victimes des crimes de Vichy” (5/2/93), etc. L'opposition (d'alors) publie son programme, tout cela semble irréel en ce février. Bizarre.

Parce que, dès le début du mois, “la cause paraît entendue : la droite, au soir du 28 mars, aura plus de 400 sièges à l'Assemblée”. Et que, même si ce sera “avec un pourcentage de voix plus faible que lorsqu'elle avait été écrasée par la gauche en 81”, même s'il s'agira “d'un raz de marée en trompe l'œil” (N. Obs. 4-10/2), les choses seront celles-là.

Pas exactement. En fait, c'est le climat général, la tornade des scandales qui laisse bleus les citoyennes et les Français. L'un n'attend plus l'autre. Ils atteignent même

“le plus célèbre journaliste de France” (N. Obs. 18-24/2) : PPDA. Ce qui permet à la Gauche de se récrier : “Affaires : le grand air de la corruption. Des scandales en série, des magistrats à l'affût, la gauche désavouée... La droite pavoise. Elle a tort : c'est dans ses rangs que l'on compte le plus de condamnés” (id).

Un peu inexact ce texte. La droite ne pavoise pas. Elle n'est pas mécontente. Mais elle n'ignore pas ses faiblesses. A propos du programme, le Fig Mag est insatisfait : “L'extrême prudence, pour ne pas dire la frilosité et le flou qui dominent le projet de l'opposition...” (Fig Mag 20/2).

C'est partout en Europe “sale temps pour la gauche” (C.I. 4-10/2) : “La semaine dernière a vu simultanément se dérouler des épisodes apparemment très éloignés du drame de la gauche européenne : en France, le gouvernement Bérégovoy subissait une avarie de taille avec le brutal déménagement de la société américaine Hoover... Dans le même temps le Parti socialiste italien de Bettino Craxi... se dégonfle comme une baudruche... A un moindre degré qu'outre-Alpes des scandales de même nature altèrent l'image des socialistes français, mais aussi à présent espagnols... et même allemands” Ah ! si “même les Allemands...” !

On se rassure comme on peut : “Balladur à Matignon ? C'est compter sans les barons du RPR et sans le réveil d'un partenaire nommé Chirac” (N. Obs 28/1-3/2). JJSS était mobilisé. Il revenait sur la scène pour rappeler que Chirac avait roulé pour Mitterrand. Il y avait, aussi, le réconfort venu des Français de vingt ans : “Les rêves des ambitieux : ...ils veulent être président de la République, directeurs d'entreprise ou enseignants. Mais ils se veulent plus altruistes, moins durs que leurs aînés” (N. O. 28/1-3/2). Hurrah ! Vive la “nouvelle vague” ! Toujours pure et dure ! Quand même, il y avait quelque chose de cassé à Paris. D'ailleurs “Madonna à Paris, amoureuse mais seule dans son lit”. (P. Match 13/2).

Et c'est alors ! C'est alors ! Que Zorro est arrivé ! “Invitant les militants à livrer une “bataille de la Marne du socialisme”, M. Michel Rocard appelle à la naissance d'un “vaste mouvement ouvert et moderne” (M. 19/2) “Le Big-Bang ? Enfin !” (N. Obs 25/2-3/3). Et comme il va de soi, c'est le grand fracas. Les uns sont sensibles au côté destructif : “Le Parti socialiste a été enterré en une brumeuse soirée du 17 février à Montlouis-sur-Loire, dans la banlieue lointaine de Tours” (M. 19/2). Comme quoi, au *Monde* aussi, on sait avoir l'écriture magique ! Les autres sont sensibles au côté “renaissance”.

A l'avant-garde de ceux-ci, Le Nouvel Obs qui retrouve ses transports rocardiolâtres des années 70. D'ailleurs, comme par hasard dans ce numéro, on se demande : “C'était comment avant Mitterrand ?” quand le monde allait “sans sida” et “quand la grande affaire était rien moins que changer le monde !”

Jean Daniel se réjouit : “Une lueur, enfin !... Ne bouillons pas cette lueur qui apparaît, à défaut de lumière. C'est la première initiative qui puisse faire espérer que la

gauche survive au déclin du Parti socialiste”. Quant à Jacques Julliard, il est au septième ciel : “Une quatrième vie pour la gauche. C'est de son propre succès que la gauche sort exsangue. Elle se meurt d'avoir remporté ses trois batailles essentielles et successives : pour la République, pour la laïcité, pour la *question sociale*. Autrement dit, la gauche a tout fait, en France ! Mine de rien, l'intolérance éternelle du Militant ! “Elle ne renaîtra que si elle sait inventer de nouvelles armes pour réaliser son ambition fondatrice : maîtriser le progrès” (N. Obs 23/2-3/3).

Plus posé le *Financial Times* soulignait que “la stratégie adoptée par M. Rocard est très risquée”. Et puis, et puis, on lisait : “1993 : la Communauté européenne converge... vers le chômage” (*Courrier International* 25/2). Et même, et même, si, pour certains, Djack “a gardé la fougue des premiers jours” (M. 21-22/2), d'autres l'avaient trouvé décevant chez Pivot. “On souffrait pour lui”. Et l'audace venant, on osait friser l'impertinence : “Mais où sont les œuvres ? avait-on envie de lui demander gentiment. Où sont les films, les pièces, les tableaux marquants de ces dix ans ? Et surtout, où est le public ?” (M. 23/2).

A en rester bleu, vous dis-je !

AVANT LES IDES (DE MARS) : “LA FRANCE PATRAQUE”

Forcément, un big-bang n'épuise pas ses effets avec une fin de mois. La preuve, Louis Pauwels ironise, début mars (Fig Mag 6/3) : “Tout ce qui fait bang n'est pas big... Cependant parlons de chef-d'œuvre. Le chef-d'œuvre de Michel Rocard fut de proclamer qu'il accomplissait un big-bang politique. Le mot fit aussitôt fortune. Son utilisation aussi. Qu'est-ce que le big-bang ? Une hypothèse de haute physique... Appliquer cette expression et la vision qu'elle implique au ramassage des résidus du parti socialiste est évidemment grotesque. Mais nous sommes dans une époque où la communication assure aux mots une jolie carrière dans le non-sens. Il n'est plus question que du big-bang de la gauche...”

Pas faux ce diagnostic sur les mots-fous. Cependant, on ne parlait pas que de ça. On lisait aussi : “*Les Serbes poursuivent la purification ethnique dans le nord-est de la Bosnie*” (M. 4/3). “*Parmi ces bébés de Zagreb, certains sont nés du viol et abandonnés*” (P. Match 4/3/93).

D'aucuns cherchaient à traiter des grands problèmes : “l'interminable chômage” (M. 20/3 et svts). D'autant que le chômage était devenu oppressant en ces mois où l'on cachait que les trois millions étaient dépassés. “Le partage de l'emploi devient le principal sujet de division entre droite et gauche” (M. 2/3). “Education : la droite sans complexe... Longtemps l'éducation a été la chasse gardée de la gauche... Pour la droite gouvernementale, l'éducation est devenue un enjeu décisif” (M. 11/3). Un peu simplet ce constat, au demeurant ! “Libre-échange : les écolos contre. Quand le protectionnisme se met au vert. Les militants écolos représentent une nouvelle

menace pour la libéralisation du commerce” (C.I. 11-17/3). On pourrait citer bien d'autres enquêtes. Mais elles ne retenaient que faiblement l'attention.

“Un côté fin de règne” (Journal du Dimanche 7/3) dominait cette fin de campagne. “Qu'elle soit devenue “officielle” cette semaine n'y change rien : la campagne législative n'arrive décidément pas à prendre la forme de questions au (prochain) gouvernement. Même le célèbre Forum de l'Expansion, jeudi, avec trois ténors politiques, Delors, Barre et Rocard, devant les patrons, n'a pas relancé de grands débats fondamentaux... Certes la droite est porteuse de l'espoir d'un petit mieux... mais les Français ne semblent plus guère se faire d'illusions sur l'efficacité de telle décision plutôt que de telle autre. Comme il n'y a plus rien sur les murs, rien sur les écrans - des candidats se décommandent à la télé ; on n'a jamais vu ça ! - pour fixer l'attention, le fond de l'air est plutôt fait de ces déballages politico-juridiques qui, en temps normal, peuvent être utiles à la démocratie. Mais là, ils ne font que souligner le côté fin de règne de l'époque : des écoutes téléphoniques, commandées depuis l'Elysée, un ministre des Affaires étrangères empêtré dans une affaire de scanner offert en Dordogne par une fondation syrienne... et puis une liste interminable de nominations d'amis du pouvoir. Tous les régimes ont toujours remercié leurs amis. Mais là le nombre de ces “amis” bat tous les records”.

Mais pourquoi donc “Dieu” se serait-il gêné ? “L'affaire des écoutes téléphoniques est accueillie avec un cynisme tranquille par l'opinion et les responsables politiques” (M. 6/3).

Ce “cynisme tranquille” expliquait l'ampleur du vote refus qui se préparait. A la question : “En votant comme vous le faites, voulez-vous manifester... votre refus des autres partis ?”, les réponses étaient les suivantes : Ecolos : 52 %, Front National : 51 %, PC : 36 %, UDF : 31 %, RPR : 28 %, PS : 24 %” (Libé 6-7/3). Cette atonie de l'opinion était, non moins, le produit de la conscience que tout était joué. Le 1^{er} mars Le Figaro annonçait : taux de participation : 70 %, 418 sièges pour l'opposition (212 RPR, 201 UDF).

Enfin, les débats étaient comme paralysés par la prudence des experts. “Le vrai bilan des années Mitterrand ?” Simon Nora le dressait mi-figue mi-raisin (N.O. 18-24/3) “Depuis 1973, tous les gouvernements se sont efforcés, avec des succès inégaux, d'adapter la France à cette nouvelle donne. Y ont-ils réussi ? On ne peut les juger que sur longue période. Ce n'est pas chaque vague qu'il faut qualifier... Le pays aurait-il accepté d'un gouvernement de droite ce que lui a imposé la gauche depuis 1983, en continuant à lui parler la main sur le cœur ? La gauche elle-même aurait-elle pu mener “cette politique si elle n'avait fait, de 1981 à 1983, la démonstration de l'échec de l'autre logique”. Ah ! Sirius ! Que c'est comode de jouer Sirius !

Encore plus balancé, Jacques Lesourne (M. 20/3) : “D'où le paradoxe d'un bilan contradictoire : une gestion

honorable des affaires publiques (et qui sera certainement saluée comme telle par les historiens futurs) mais qui coexiste depuis quelques années avec une conduite désastreuse des problèmes relevant du politique. Qu'il s'agisse des relations avec ceux qui avaient donné une âme à la gauche, avec l'ensemble des jeunes qui vivent intensément les interrogations nouvelles de la société ou avec l'opinion publique dans sa diversité” Hum ! Hum ! Les politiciens ne sont pas seuls à parler une “langue de bois”. Et, bonne gestion du public du *Monde* l'exigeant, le directeur du *Monde* d'ajouter : “Après avoir qualifié d'honorable le bilan de la gestion du pays par le Parti socialiste, il ne convient pas non plus de jeter a priori l'anathème sur la politique d'une nouvelle majorité”. Sans bulgare !

Et si, avant d'aller voter, on voulait savoir ce que l'on pensait ailleurs : “Où va la France ? A trois semaines des élections la presse européenne s'interroge sur la dynamique réelle de cette société, la nôtre... La France intrigue, elle agace, elle séduit encore. Intrigue le futur programme d'une droite déjà donné pour victorieuse et qui, comme le note le correspondant du *Die Zeit*, s'apprête à reprendre le pouvoir la peur au ventre... Agace l'engagement de la France, tous partis confondus, en faveur de la protection tant de ses industries de haute productivité que de ses agriculteurs marginalisés... Mais la France séduit encore par la variété de ses controverses intellectuelles dont s'amuse nos voisins et - fait nouveau - par certains aspects de la modernité de notre société” (CI 4-10/3).

Sur fond de magouilles politiciennes et partisanes, aux feux croisés des discours contradictoires, à la lumière clignotante des experts soucieux de ménager la chèvre et le chou, il restait au peuple souverain - comme disent les juristes doctement - à trancher. Il n'avait que l'embarras du choix : “Candidatures : l'inflation. Plus de 9 candidats par circonscription. Record battu : 5 169 postulants” (Fig. 2/3).

“BELOTE”...

Cette soirée du dimanche 21 mars fut dure. Pour certains travailleurs, surtout ! Imaginez ! “Pour les braves animateurs des chaînes de télévision ; l'épreuve était difficile. Dès 19 h, ils s'efforçaient de créer le suspense alors qu'il n'y en avait pas... Lorsqu'à 20 heures, les hérauts des chaînes, graves comme des huissiers des palais nationaux, commencèrent à jongler avec les chiffres, tout juste s'ils réussirent à créer une petite émotion” (Fig. 22/3). Après une campagne comme aucune autre, une soirée pas comme les autres.

“L'information tenait en quelques lignes : les socialistes étaient battus, les communistes demeuraient souffrants, les écologistes (malgré le tintamarre médiatique) avaient manqué leur opération, le Front national se maintenait, l'UPF gagnait la bataille comme prévu par les sondeurs. Il n'y avait plus qu'à éteindre son poste” (id). Sacrement désacralisateur, Georges Suffert. Mais le vrai peut n'être pas épique !

Néanmoins "misère des travailleurs, il fallait tenir les antennes... Alors ce fut le défilé des vainqueurs et des vaincus. Sans grande surprise..." Suffert exagère. *Le Monde* dit mieux : "Paix des droites, tocsin de la gauche. Tout au long de leurs interventions sur les différentes chaînes de télévision, les dirigeants de l'ex-opposition ont minimisé une écrasante victoire, tandis que dans l'ex-majorité on s'efforçait de transformer la défaite du PS en catastrophe nationale" (M. 23/3). Normal, l'égo des Militants de gauche ne peut et ne pourra que se prendre pour le nombril de l'humanité, son alpha et son omega !

Mais retour au *Figaro* : "Quelques bons moments tout de même ; franchement comiques. Par exemple Ségolène Royal se jetant sur Sarkozy, étonné. Elle rageait, dénonçait... Le vainqueur de la soirée : Jack Lang. Comme d'habitude... Il est en ballottage, certes. Mais il n'a même pas employé le mot". De fait, quel numéro d'acteur !

Aussi la télé, inhabituelle mais terne. Le lendemain matin, en revanche, flamboyantes, les "unes" des quotidiens nationaux ! En ce 22 mars (pas 68 !).

"Lessivés", c'est le titre choc de *France-Soir*. "La gauche étranglée", exulte *Le Quotidien*. Plus modéré : "Le rejet franc et massif" (Fig.). Oui mais, en dernière page, "Bérézina dans la Nièvre". "La tristesse de Michel Rocard. Il est blessé", "A Droite toute !" "*Le Parisien*" "31 % d'abstentions. L'UPF profite de l'effondrement du PS. Raz de marée. Les Français ont massivement choisi l'alternance. Jamais sous la V^e République, une majorité sortante n'avait subi pareil effondrement. Le rejet des socialistes et l'effet amplifiant du scrutin dessinent, pour la future assemblée, une majorité de droite écrasante qu'un sursaut de l'électorat de gauche au second tour ne saurait que très partiellement limiter". Et *Libé* d'ajouter : "La gauche a été licenciée de la fonction qu'elle occupait avec une brutalité qu'atténue à peine le préavis qui lui était significé depuis des mois".

"L'effondrement des socialistes assurera à la droite une majorité écrasante à l'Assemblée", dixit *Le Monde* (23/3). Et toutes ses "grandes plumes" y vont de leurs considérations. "Pour la gauche, il ne pouvait y avoir de "big bang" sans "big crunch". Eh bien nous y sommes ! C'est la fin d'un monde que les électeurs ont enregistré..." (Colombani). "Usures... Ce qui aura usé les socialistes, en douze ans, ce n'est pas seulement le pouvoir ni les fatalités du temps. C'est l'incapacité dans laquelle ils auront été mis - ou se seront parfois mis - de donner un sens renouvelé au concept qui les réunissait (le mot socialisme, qui fut porteur et leur est devenu un fardeau calamiteux) et de moderniser l'espérance qui les avait promus" (Bruno Frappat) "Le renouveau nécessaire... Une époque prend fin, celle de la bipolarisation, que le gaullisme, puis le "giscardisme" et le "mitterrandisme" avaient fait vivre... Pour le PS, tout est à reconstruire. Pour l'opposition devenue majorité, beaucoup reste à faire" (Thomas Ferenczi).

"L'Elysée en état de choc" (Fig 23/3) ? Peut-être bien

que oui. Encore que, plutôt, le maître mot semble y être de "résister" (M. 26/3). Extraordinaire ce mot à la "une" du *Monde* ! Eh quoi, la France est-elle menacée d'une nouvelle occupation ? Etrange cette fantasmagorie socialiste et mitterrandienne ! En tout cas, en attendant d'entrer en résistance, on joue la dernière classe : "Les sanglots longs de l'Elysée... Les gorges se sont nouées, les yeux ont rougi... Les longues envolées du président de la République... Les forces de droite sont toujours là ; il y aura toujours des "riches" qui en veulent plus ; des "faibles" qui doivent en supporter les conséquences... Les "forces de la vie" sont les plus fortes", etc (id). Salut les anges purs et radieux !

Les Bien-Pensants ne sont pas, toujours, où l'on croit ! Ne serait-ce pas, précisément, cette ultra-bonne conscience de Militant de Gauche qui l'a fait glisser vers des compromissions troubles ? C'est ce que suggère, avec pertinence Pierre Rosanvallon : "En même temps qu'elle a toujours affirmé historiquement l'importance de la dimension morale de la politique, la gauche a aussi implicitement considéré que son statut de défenseur des opprimés lui conférerait une légitimité morale supérieure à celle des autres... D'où, du même coup, une propension à se considérer comme affranchie d'un certain nombre de règles... De là procède à gauche ce que j'appellerais la propension à une *confusion militante* du privé et du public, de l'individu et des fonctions"... (L'Histoire. Mai 1993). Voilà une piste de recherche lumineuse et à explorer par le menu.

Tandis que, dans le salon Murat, on entend "éclater les sanglots", qu'on s'apprête à le transformer en "lieu de résistance" (M. 26/3) - il y en a des militants au *Monde* ! -, au *Nouvel Obs*, c'est l'émoi des grandes heures de l'Histoire : "Ce que la Droite prépare" Brr ! Jean Daniel soi-même est dans tous ses états : "Une France sans gauche. Que sera cette France sans gauche ?" (N. Obs 30-31/3). "Les socialistes méritaient une sanction ? Pas celle-là !" Ah ! l'orgueil du Militant de Gauche ! Il est indestructible. "On n'avait pas mérité ça", pleurniche-t-on tous azimuts ! "L'histoire sera beaucoup moins sévère que ne l'ont été les électeurs", pontifie Françoise Giroud (id). Qu'en sait-elle ? Il est vrai qu'elle ajoute : "Mais la question n'est pas là..."

Heureusement, Jacques Julliard est là pour euphoriser : "Même lorsque la droite gouverne, les valeurs de la gauche continuent à dominer la scène". Au fin fond, ce sacré Julliard n'en finit plus de répéter, sous un mode laïcisé : "Hors de l'Eglise point de salut" ! Ce que les curés l'ont marqué ! Et d'ajouter : "Le déblayage préalable étant fait - et bien fait -, la période n'est pas aussi mauvaise qu'il y paraît pour une reconstruction de la gauche. Autrement dit, si dans l'immédiat la situation est désespérée, à terme elle n'est pas si grave" (id). La divine surprise, en somme ! Merci, les Françaises et les Français, de nous avoir battus.

Au *Fig Mag*, on n'est pas en état de choc. Plutôt on attend. Quoi donc ? Les uns, le score final : "On verra bien... Les socialistes obtiendront-ils, selon la prédiction

de leur chef, qui est en même temps président de la République, 22 % des suffrages ? Ce qui est en cause demain, ce n'est pas la victoire des adversaires du socialisme à la française. C'est l'ampleur de la victoire" (J. d'Ormesson 20/3). D'autres reviennent, une fois de plus, sur leur idée fixe : "Encore faut-il interpréter ce qu'après le socialisme veulent les Français et pas seulement ceux qui traditionnellement votent à droite. Veulent-ils la revanche, la révolution, le statu quo ? Rien de tout cela. Mais ils souhaiteraient adhérer à un projet collectif enthousiasmant, un idéal qui mobilise les initiatives et réveille la nation". Et d'avertir : "Le RPR et l'UDF... ont une stratégie de gouvernement sur cinq ans. Or, ils n'ont pas cinq ans..."

...“ET REBELOTE” !

“Avancez vos montres d'une heure”, conseillait *Le Journal du Dimanche*, le matin de ce Jour du Seigneur pas comme les autres (28/3). Rien à voir avec la politique, bien sûr, cette recommandation ! Et sur sa “une”, des nouvelles aux tonalités diverses : “Papin sauve les Bleus contre l'Autriche” - Hurrah ! “Williams-Renault domine les essais (de la Formule 1 au Brésil)” - Satisfaisant ! “Morillon, dernière chance pour la paix en Bosnie” - Hallucinant ! “Elsine : Nous risquons de faire exploser la Russie” - Ça devient banal !

Surtout, bien entendu : “Mitterrand attend le raz de marée”. Avec la question : “A l'issue du second tour des législatives, la majorité passera-t-elle la barre des 500 ?” Des 500 ? Oui, des 500 ! De quoi demander à Edouard Balladur qui affichait “sérénité” : “500 députés ? La mariée ne serait-elle pas trop belle ?” - “Seuls les hommes peu sûrs craignent une mariée trop belle”. Il fallait la trouver cette jolie réponse !

On attendait un second tour, ce fut un “séisme” (M. 7/4). Poursuivant son imagerie lessivante, *France-Soir* (29/3) résumait : “Essorés. La Droite rafle plus de 8 sièges sur 10. Si Bérégovoy, Fabius et Lang s'en tirent, d'autres témoins de la gauche disparaissent : entre autres, Rocard, Dumas, Jospin, Mermaz...” Jouant le ton de “la droite (qui) a le triomphe modeste”, *Le Figaro* se contentait de constater : “Droite : la victoire confirmée”. *Le Parisien* personnalisait : “Seul, face à la grande marée, François Mitterrand se retrouve isolé”. “Au bonheur des Droites. En remportant plus de 80 % des sièges au second tour des législatives, l'union des droites donne au pays la plus large majorité conservatrice depuis 1815” (Libé 29/3). Ah ! 1815 ! “Faute de sursaut significatif, la gauche essuie son plus cinglant échec. Les communistes, avec plus de 20 députés, sauvent leur groupe parlementaire, et le PS garde la possibilité de déposer des motions de censure” (id). Le pire n'était pas quand même arrivé.

Aussi bien, pour se rassurer face à l'énergique “A cheval !” du *Quotidien de Paris*, *L'Humanité* soulignait-elle : “Il y aura un groupe communiste à l'Assemblée. Un pôle de renouveau et de rassemblement” - Ouf ! Tandis que le fait que “le gouvernement RPR-UDF disposera à l'Assemblée de la plus forte majorité depuis 1958” sem-

ble plonger *Le Monde* dans une infinie tristesse. Accrue par le spectacle “d'un Laurent Fabius, brusquement vieilli par la déroute du parti qu'il dirige” et celui “d'un Nicolas Sarkozy, prudent” - même s'il y avait de la vertu dans cette “prudence inhabituelle et remarquable (chez) les vainqueurs” - oui mais... il y avait eu “l'abbé Pierre”, “élu des exclus” “qui était le plus en phase avec la demande de renouvellement de l'opinion”. Et quelle joie de voir les Politiques “baissant la tête, silencieux, soudain mal à l'aise”. Comme si l'Abbé Pierre vengeait les journalistes !

Pourquoi cette défaite du PS ? Parce qu'il y eut une “grève des électeurs de gauche” (Libé 29). Selon un sondage réalisé entre les deux tours l'échec du PS est, pour 67 % des sondés, dû à la montée du chômage, tandis que 29 % avancent les “affaires politico-financières”. Parmi les raisons du vote RPR-UDF, le rejet à l'égard des socialistes atteint 49 %. Quant à l'échec des Ecolos, pour 43 % il tient “à leur crédibilité modérée en dehors des problèmes d'environnement”. Pas fous les citoyens ! Mais, à cette heure, radioscopier est prématuré et il serait trop long d'affiner.

Après, tout alla vite : “Mitterrand : va pour Balladur” (*France Soir* 30/3) “Balladur, forcément” (*Le Quotidien* 30/3 et *Libé* 30/3). Tout alla “Au pas de charge” (*Parisien* 31/3). Edouard Balladur présenta “une équipe pour affronter la crise” (Fig 31/3). “La bonne dose” jugea *Le Quotidien*. “Balladur engage au centre”, résuma *Libé*, non sans ajouter “A rebrousse-poil d'une partie de son électorat sinon de ses troupes parlementaires sur le plan social et européen, il aura des gages à donner dans d'autres domaines.

En tout cas “la deuxième cohabitation a débuté de manière très convenable” (M. 31/3). Voire en “lune de miel” (Libé 31/3), à voir Simone Veil, entourée, sur les marches de son nouveau palais, de MM. Teulade, Kouchner et Tapie, aussi euphorique elle qu'eux. A cette photo (Libé 1/4), l'Abbé Pierre dut, encore davantage, “être fier d'être Français !” Mais vraisemblablement est-ce en contemplant cette même photo que Louis Pauwels se mit à se demander : “Mais demain, le gouvernement aura-t-il un courage à la hauteur de sa puissance ?” (Fig. Mag 27/3).

Et la suite ? Sera-t-elle consensuelle ? Certains le conjecturent. D'autres annoncent : “Les prochains mois seront shakespeariens” (QP 29/3). Comment ne pas citer Victor Hugo : “L'avenir, Sire, l'avenir est à Dieu !” ? A Dieu dans les deux sens du mot... “Dieu” !

René PASCAL

(1) M = *Le Monde*

Libé = *Libération*

P.M. = *Paris Match*

N.O. - N. Obs. - *Le Nouvel Obs* = *Le Nouvel Observateur*

Fig Mag = *Le Figaro Magazine*

Fig Madame = *Le Figaro Madame*

C.I. = *Courrier International*

Q.P. = *Le Quotidien de Paris*

LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

Europe n° 1

CE QUI MANQUE A LA RUSSIE : UN ÉTAT

En d'autres temps, la rencontre Eltsine-Clinton à Vancouver aurait éclipsé tout événement de politique intérieure, dans n'importe quel pays du monde. C'est que la paix ou la guerre en aurait dépendu.

Aujourd'hui, le Président des États-Unis, seule grande puissance militaire mais pays criblé de dettes, rencontre le Président de Russie, dont on ne sait s'il sera encore là dans un mois.

Le chef de toutes les Russies est venu demander à l'Occident capitaliste un peu de considération et un peu d'argent pour faire ses échéances.

Jusqu'à ce jour ni les États-Unis - ni le Japon - n'ont dépensé beaucoup d'argent pour aider la Russie. C'est l'Europe qui a payé le prix fort et, en Europe, c'est l'Allemagne. Celle-ci paye sa réunification deux fois : une fois à la Russie, une autre fois à ses provinces orientales.

Tout le monde se demande, d'ailleurs, si cet argent est vraiment utile. On a de bonnes raisons de penser qu'une grande partie se perd dans les circuits mafieux et chez les hobereaux locaux qui se partagent le pouvoir réel en Russie. Mais comment faire autrement ? Après tout, le marché noir est un marché. La propriété commence par le vol (on sait cela depuis Proudhon), puis elle se discipline et se moralise.

La Russie en est là. C'est un conglomérat d'entités précapitalistes et prédémocratiques. Tout son problème est d'avancer et non pas de reculer.

Pour cela, il lui faut, d'abord, reconstruire une monnaie (le rouble n'en a plus que l'apparence), une fiscalité (ou bien l'impôt n'est pas perçu, ou bien il est confisqué) et des lois. Autrement dit un État.

Voilà bien le problème de fond. Il n'y a pas de développement, pas d'économie de marché, pas de libre-échange, sans État, c'est-à-dire sans règles, sans contrôles, sans sanctions.

Le libéralisme ne peut pas fonctionner sans État. Sinon c'est une jungle, une prise au tas, une foire d'empoigne. La droite, en France, l'a bien compris. Elle vient de mettre à la tête du gouvernement, un grand commis de l'État.

5/04/93

OÙ VA L'ITALIE ?

L'Italie est en crise. Crise politique avec une rafale de référendums (notamment sur le mode de scrutin). Crise morale avec plus de 2 000 dirigeants politiques et hommes d'affaires impliqués dans des histoires de pots de vin. Crise économique avec une monnaie dévaluée de 30 % en six mois, une dette publique supérieure à la production nationale d'une année (trois fois plus que chez nous), une production stagnante et un chômage supérieur au nôtre.

D'où viennent ces crises ? Pour l'essentiel, de la faiblesse de l'État. On a dit que l'Italie était une nation sans État. La classe politique se comporte comme si les affaires publiques étaient ses affaires privées. Tout le

monde en profite, depuis le citoyen de base qui obtient, à coup de piston, un logement, un téléphone ou une commande, jusqu'au sommet de l'État. L'Italie est riche avec un État pauvre. Le citoyen ne paye pas ses impôts. En conséquence de quoi l'État doit emprunter pour financer son déficit. Il le fait à des taux mirobolants qui enrichissent les épargnants. Un jour arrive où il faut solder les comptes. On y est.

En Italie, voler l'État n'est pas voler. Aussi n'est-ce pas par hasard que le récent cathéchisme universel (universel mais rédigé à Rome), dénonce comme un péché la fraude fiscale.

L'État italien a commencé de se reconstituer, il y a quelques années, quand les brigades rouges ont menacé l'existence même de la nation. Pour en venir à bout, il a fallu renforcer la police, consolider la justice. Tout Etat commence par là. Aujourd'hui les juges sont respectés. Ce sont ceux qui ont déclenché la grande opération "mains propres" qui fait trembler toute la classe dirigeante.

Mais l'Italie avec un Etat minimum a su se moderniser. Elle est devenue la cinquième puissance économique du monde, à égalité avec la Grande-Bretagne. Ce n'est plus seulement un musée fait de vieilles pierres et de misère. Elle crée. Elle exporte. Elle achète. Elle n'est plus obligée d'exporter sa main d'œuvre pour survivre. Il lui faut des mains propres, certes, mais il lui faut des mains. Et quand elle rêve d'un De Gaulle italien, il ne faut pas souhaiter qu'elle se réveille avec un Mussolini.

19/04/93

L'EUROPE EN CRISE DANS LE MONDE EN FORME

Nous vous l'avons souvent dit ici, la crise n'est pas mondiale. Si l'Europe de l'Ouest va moins bien ; si l'Europe de l'Est met du temps à sortir de l'économie bureaucratique ; les Amériques du Nord et du Sud vont mieux. L'Asie s'envole. L'Afrique est toujours à la traîne mais avec quelques espoirs au Nord et au Sud. Le Moyen-Orient se remet de ses guerres. Au total, le monde n'est pas un trou noir dans lequel on s'enfoncerait sans retour.

Les derniers chiffres sur l'économie mondiale publiés par le Fonds Monétaire International confirment ce diagnostic. Certes, ce n'est pas fameux en Europe. Les experts du FMI prévoient une croissance zéro à l'Ouest et une nouvelle baisse de la production (environ -9 %) à l'Est. Précisons. En Europe de l'Ouest, l'Allemagne enregistrerait une baisse de sa production (de 1,3 % et ce pourrait être plus) ; la France serait stagnante (en réalité, la production pourrait baisser). L'Italie serait également proche d'une croissance zéro. En revanche l'économie britannique redémarre nettement (après trois ans de récession).

Ailleurs, ça repart aussi. Aux Etats-Unis, malgré quelques chiffres récents décevants, les experts prévoient une croissance de plus de 3 %. De même au Canada. Au Japon, la reprise n'est pas encore là mais elle est attendue

pour la rentrée grâce à l'énorme programme de relance décidé par le gouvernement (l'équivalent de 700 milliards de francs).

L'ensemble de l'Asie progresserait encore de près de 7 %. Le Moyen-Orient de 5 %. Même l'Afrique, de près de 3 % (avec des résultats prometteurs au Maroc, en Tunisie et peut-être en Afrique du Sud).

On ne peut pas, à la fois, proclamer que notre sort dépend du reste du monde et ne pas se réjouir que les autres aillent mieux quand nous avons des soucis. Nos confrères du Financial Times écrivaient récemment : "L'Europe occidentale a peut-être été trop gâtée, installée confortablement dans l'ordre mondial douillet où sa destinée était entre les mains de l'Union Soviétique et des Etats-Unis. Elle se retrouve seule et elle manque de largeur de vue et de volonté politique". Quand on pense que c'est un Anglais qui nous fait cette leçon...

28/04/93

LES ALLEMANDS EN GRÈVE

On s'étonne et on s'inquiète de la grève des métaux d'Allemagne orientale qui paralyse depuis quelques jours les grands centres de production dans cette région. Or il ne faut pas s'en étonner. Ni même, peut-être, s'en inquiéter.

Pas s'en étonner. Comment pouvait-on imaginer que l'intégration, dans une économie de marché surproductive, de régions entières figées dans l'économie bureaucratique sous-productive, se passerait sans heurts, ni conflits ? Impensable. Sauf à transférer toute la population d'Allemagne de l'Est en Allemagne de l'Ouest - ce qui était impossible et, d'ailleurs, pas souhaitable (c'est même pour éviter cela que le chancelier Kohl a précipité la réunification) -, il était inévitable qu'on ferme des usines obsolètes et que le chômage s'accroisse. Dans ces conditions, l'étonnant n'est pas qu'il y ait des grèves aujourd'hui. C'est qu'il n'y en ait pas eu plus tôt.

Aujourd'hui, la raison principale de ces grèves est le refus du Patronat de tenir la promesse - démagogique, il faut le dire - du gouvernement Kohl d'aligner les salaires de l'Est sur ceux de l'Ouest, dès l'année prochaine. Cela exigerait une augmentation de salaires de 26 % cette année, ce qui achèverait de ruiner ce qui reste viable dans les usines orientales. Leur productivité est encore trop faible pour qu'elles puissent payer de tels salaires.

Cette grève, qui n'est pas étonnante, n'est pas non plus, nécessairement, inquiétante. C'est la première depuis plus d'un demi-siècle dans cette partie de l'Allemagne : c'est donc un symbole essentiel du retour à la démocratie. Un pays où il n'y a jamais de grève, c'est comme un pays où le gouvernement ne fait jamais de reproche à la presse ou à la télévision. C'est un pays totalitaire.

D'une certaine manière, il faut donc se réjouir de ce qui se passe en Allemagne : c'est un signe de bonne santé démocratique.

6/05/93

LE BILAN

De quoi le rapport présenté par le groupe d'experts nommé par Edouard Balladur, est-il le bilan ? Celui de la gauche, celui de Bérégovoy, celui de la France, celui de l'économie mondiale ? En réalité, il est le bilan de tout cela.

Les chiffres publiés ne sont pas différents de ceux qui étaient déjà connus. Le total des déficits publics et sociaux atteint 477 milliards de francs. Mais ils sont rassemblés, présentés d'une manière solennelle et, par là, impressionnants. Leur but est d'ailleurs d'impressionner. C'est-à-dire de préparer l'opinion à ce qui va suivre : impôts supplémentaires, réductions de dépenses.

Tout cela pose deux questions. La France aurait-elle pu faire mieux, avec un autre gouvernement ? Quelle est sa marge de manœuvre dans ces conditions ?

Elle aurait pu faire mieux, c'est-à-dire un peu moins de déficit, si elle avait eu la sagesse d'enregistrer des excédents durant la période de vaches grasses, à la fin des années 80, comme l'ont fait les Japonais - lesquels peuvent, aujourd'hui, utiliser ces réserves pour relancer leur propre croissance. Mais cette erreur de gestion est partagée entre Pierre Bérégovoy et Michel Rocard, lequel était alors Premier ministre.

En 1992, il était trop tard pour éviter le dérapage. La proximité des élections n'arrangeait rien. L'Assemblée a voté, fin décembre, à la fin de la législature, un budget 93 qui reposait sur des hypothèses économiques que tout le monde savait absurdes. Au lieu d'une croissance prévue de 2,6 %, nous aurons une baisse de la production de -1 % en 1993. Manque à gagner pour les caisses publiques et sociales : 120 milliards de francs, un quart du déficit global affiché dans le rapport Raynaud.

Cela, c'est le passif du bilan auquel il faudrait ajouter, naturellement, le chiffre inquiétant du chômage. Mais il y a aussi un actif : malgré tous ces déficits, la France reste l'un des pays occidentaux où la dette publique est la plus faible ; notre monnaie est solide (d'ailleurs nos taux d'intérêt diminuent) ; notre commerce extérieur est équilibré ; nos prix, sages.

Si le gouvernement a une petite marge de manœuvre, c'est grâce à cet actif.

7/05/93

POURQUOI UNE BANQUE CENTRALE INDÉPENDANTE ?

Le changement de statut de la Banque de France est une sorte de révolution dans la société française. On en parle depuis longtemps. La ratification du Traité de Maastricht et la perspective d'une monnaie unique en Europe ont accéléré le processus.

Ce n'est pas une mesure de droite puisque la gauche avait le même projet. C'est tout de même une mesure d'inspiration libérale puisque c'est une autre façon de désengager le pouvoir politique de la gestion des affaires.

Désormais la Banque de France ne prendra plus ses ordres au ministère des Finances pour fixer ses taux d'intérêt et définir sa politique monétaire.

Quoi qu'on dise cette réforme a été exigée par nos amis allemands qui nous ont dit : pas question de monnaie commune sans une Banque centrale européenne indépendante, à l'image de la Banque fédérale d'Allemagne ; faites la preuve que vous êtes d'accord en changeant la Banque de France.

Présentement, ce changement nous arrange parce qu'il confirme notre détermination à maintenir la stabilité de la monnaie, ce qui doit décourager la spéculation et contribuer à la baisse des taux d'intérêt. Le ministre de l'Economie, Edmond Alphandéry, a raison de mettre en avant cet argument ; mais reconnaissons qu'il n'est que conjoncturel.

On ne peut pas nier qu'en dissociant la politique monétaire (attribuée à la Banque centrale) des autres outils de la politique économique (le budget notamment), on réduit les moyens d'action du gouvernement. Il est vrai que cela a réussi à l'Allemagne. Mais n'oublions pas que ce pays est une fédération d'États régionaux (les Länder) et que c'est l'opinion publique - en souvenir de la grande inflation des années 20 et des excès de l'hitlérisme - qui a imposé la stabilité des prix et l'indépendance de la Banque. La véritable autonomie de la Banque de France ne viendra pas de son statut, mais de la volonté d'une opinion qu'elle aura elle-même contribué à forger. Au fond on lui demande d'apprendre aux Français ce qu'est une monnaie afin que les Français, à leur tour, lui imposent de la défendre, fût-ce contre le gouvernement.

13/05/93

LE "OUI" DANOIS

Soulagement dans toute l'Europe après le "oui" danois au Traité de Maastricht. Les Danois ont plus nettement dit "oui" cette fois qu'ils n'avaient voté "non" il y a un an. Il est vrai qu'ils ne se sont pas prononcés sur les mêmes textes. Leurs partenaires avaient expurgé la version qui leur était présentée : ni union monétaire, ni politique militaire, ni citoyenneté européenne. C'est un "oui" qui ne les engage pas à grand'chose, eux. Mais c'est un "oui" qui devrait permettre aux autres de mettre en œuvre le Traité dans son intégralité. A condition que les Anglais - qui seront les derniers à se prononcer - ne disent pas non. En réalité, ce que les Danois viennent de dire, c'est qu'ils ne veulent pas sortir de la Communauté. Car en disant "non" à Maastricht, ils se seraient mis pratiquement en dehors de l'Europe. Or celle-ci leur apporte beaucoup, notamment à leurs agriculteurs.

Mais il ne faut pas se tromper. Ce n'est pas le Traité de Maastricht qui retarde l'Europe, aujourd'hui, ni les Danois, ni les Anglais. Ce qui freine la construction européenne, c'est la crise. Avec 17 millions de chômeurs (11 % de la population), les pays européens se demandent ce que l'unité leur apporte. Au lieu de l'effet d'accé-

lération attendue, ils voient que la production diminue - pour la première fois depuis 1975.

C'est si vrai que le Traité de Maastricht avait institué des critères chiffrés auxquels chaque pays devait satisfaire pour prétendre à la monnaie unique. Inflation, dette publique, stabilité monétaire, taux d'intérêt : un seul pays, aujourd'hui, satisfait à ces critères, le Luxembourg (lequel n'a d'ailleurs pas de monnaie propre puisque c'est la même que celle de la Belgique). Or, pourquoi ces chiffres ne sont-ils pas respectés ? Parce que nous sommes en récession économique.

Voilà bien la difficulté. Pour faire l'Europe, il faut sortir de la crise. Et pour sortir de la crise, il faut faire l'Europe. Un seul exemple : les Douze ont décidé, à la fin de l'année, une relance de l'activité dont le montant ne représente qu'un demi-point de leur production. Les Japonais, pendant ce temps-là, lancent un plan de relance qui représente 5 points de leur production (on ne sait d'ailleurs pas si cela suffira). Si nous ne sommes pas plus hardis, aujourd'hui, aucun Traité de Maastricht ne pourra nous sauver demain.

19/05/93

LE DOLLAR ET LE BIG MAC

On n'a pas fini de parler du GATT, du commerce international et de la concurrence étrangère. Mais il y a quelque chose de surréaliste dans tous ces débats, si l'on ne parle pas de la valeur des monnaies.

Quand le dollar américain valait dix francs (ce n'est pas si vieux, c'était en 1985) on n'était pas tenté d'acheter des produits aux Etats-Unis. Aujourd'hui, il ne vaut même pas 5,50 francs. Tout se passe comme si les produits américains arrivaient chez nous, moitié moins cher, sans qu'on ait touché à aucune règle du commerce international. La même remarque vaudrait pour des concurrents européens qui ont, récemment, dévalué leur monnaie.

Autrement dit le dumping monétaire est infiniment plus répandu que le dumping social ; or il concerne des pays industrialisés comme nous, à la différence du dumping social qui bénéficie à des pays pauvres, lesquels payent encore des bas salaires et s'efforcent ainsi de sortir de leur sous-développement.

D'un côté le dumping monétaire, celui des riches. De l'autre, le dumping social, celui des pauvres. Le premier est plus dangereux que le second - et moins justifiable - alors qu'on en parle beaucoup moins. Une des raisons pour lesquelles il faut faire une monnaie unique en Europe, c'est que celle-ci rendra impossible tout dumping monétaire dans la Communauté.

Reste le problème du dollar. La monnaie américaine était certainement trop chère à 10 francs. Mais elle est au-dessous de son cours normal à 5,50 francs. Nos confrères britanniques de *The Economist* ont calculé récemment la valeur réelle des monnaies en comparant les prix en monnaie nationale du Big Mac de chez McDonald's. C'est une façon amusante d'établir le pou-

voir d'achat des monnaies. Combien faut-il de francs pour acheter le même Big Mac à Paris, que celui qui vaut deux dollars un quart à New York ? Et bien, il faut 18,50 francs. Ce qui met le dollar à un peu plus de 8 francs, c'est-à-dire très au-dessus des 5,40/5,50 actuels. Pour revenir à une saine concurrence, le dollar doit encore prendre de la valeur. Beaucoup de valeur.

20/05/93

BALLADUR : APRÈS LE FREIN, L'ACCÉLÉRATEUR

Edouard Balladur va donc appuyer sur l'accélérateur après avoir présenté un premier collectif budgétaire qui constituait plutôt un coup de frein.

Que s'est-il passé ? Le gouvernement est-il en train de changer de cap sans oser le dire ?

Il y a incontestablement un peu de tangage dans la conduite de la politique économique. Rappelons l'enchaînement des faits.

1 - La nouvelle majorité se fait élire pour enrayer le chômage en relançant les affaires.

2 - En ouvrant les tiroirs lorsqu'il arrive au pouvoir, Edouard Balladur trouve une situation financière plus dégradée que prévu : près de 500 milliards de francs de déficits divers.

3 - Il faut, de toute urgence, trouver de l'argent pour payer les retraites et les indemnités de chômage. C'est le collectif budgétaire qui ponctionne plus d'impôts qu'il ne remet de crédits. Au total, une cinquantaine de milliards sont prélevés dans le portefeuille des Français.

4 - Mais, grâce à cette rigueur, la France peut enfin se lancer dans la baisse des taux d'intérêt. Le franc n'est plus attaqué. Le crédit est moins cher. Seulement voilà : une entreprise n'emprunte pas parce que le crédit est moins cher ; elle emprunte si elle a des commandes qui justifient d'investir dans de nouveaux produits et dans de nouvelles machines.

5 - Pendant ce temps la demande étrangère se dérobe : l'Allemagne accuse, sévèrement, le coup de la réunification ; l'Europe du Sud freine ses dépenses et dévalue ses monnaies (ce qui handicape les ventes françaises à l'étranger) ; les Anglais vont un peu mieux mais ils se lancent dans une dévaluation compétitive.

6 - Conclusion : il faut essayer de relancer la demande intérieure. D'où l'idée de l'emprunt d'Etat pour dégeler l'argent bloqué dans les SICAV monétaires, et financer des investissements publics. En réalité, cette opération est principalement politique et psychologique, car l'Etat n'a nul besoin de lancer un grand emprunt dans le public pour se faire prêter de l'argent. Il peut le faire, directement (et moins cher), auprès des intermédiaires financiers en France et à l'étranger.

Mais il ne s'agit pas, ici, de soigner les caisses. Plutôt de soigner les âmes, qui sont tristes.

25/05/93

Il vient de nous quitter. Ou plutôt il ne nous quittera jamais.

Jean LECANUET (1920-1993)

REPÈRES BIOGRAPHIQUES

Issu d'une famille modeste (son père était représentant de commerce), Jean Lecanuet est né le 4 mars 1920 à Rouen. Après d'excellentes études secondaires et supérieures, il est reçu, en 1942, premier, ex-aequo avec Maurice Clavel, à l'agrégation de philosophie. Il enseigne à Douai et à Lille. Il s'engage dans la Résistance et entre dans un réseau franco-anglais. Arrêté par les Allemands, il réussit à s'évader.

A la Libération, il choisit d'adhérer au Mouvement Républicain Populaire (M.R.P.) qui répond à son attachement aux valeurs chrétiennes et à celles de la République. Renonçant à une carrière universitaire, il ne quittera plus désormais la politique, même si elle n'est pas pour lui le tout de la vie. Très vite, il devient le collaborateur de plusieurs ministres M.R.P., notamment Pierre-Henri Teitgen, Jean Letourneau, André Colin, Pierre Abelin. Il milite pour réaliser l'implantation du M.R.P. dans son département et, en 1951, il est élu député de Seine-Maritime.

En 1955, il est Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil dans un gouvernement Edgar Faure. Il perd son siège de député en 1956.

En 1957, Jean Lecanuet, secrétaire général adjoint du M.R.P., participe à la création de la revue "France-Forum" avec Etienne Borne, Joseph Fontanet, Maurice-René Simonnet, Henri Bourbon ; il fait partie de son comité de direction jusqu'en 1963.

Au moment des graves événements de 1958 il est directeur du cabinet de Pierre Pflimlin, Président du Conseil ; il le demeure lorsque Pierre Pflimlin est nommé Ministre d'Etat du gouvernement De Gaulle, dernier gouvernement de la IV^e République.

En 1959, Jean Lecanuet est élu Sénateur de Seine-Maritime et devient en 1960 Président du groupe M.R.P. du Sénat, puis en 1963 Président National du Mouvement Républicain Populaire.

En 1964, en qualité de Président du M.R.P. il est conduit à rechercher un accord de coopération avec les socialistes, dans le cadre d'un "Comité des Démocrates" ; les pourparlers échouent à cause de divergences notables, parmi lesquelles la question de l'enseignement libre.

Il se présente en 1965 à la première élection présidentielle au suffrage universel sous la V^e République ; "candidat démocrate, social, européen", il obtient 15,8 % des voix face au Général de Gaulle et à François Mitterrand ; c'est le ballottage du premier tour. Il donne ainsi une impulsion décisive au centrisme. Jean Lecanuet crée avec ses amis, en 1966, le Centre Démocrate et en assume la présidence.

Réélu Sénateur en 1968, il devient en 1971 Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat.

Elu Maire de Rouen en 1968 et Président du Conseil Général de Seine-Maritime en 1974, il exercera ces deux mandats jusqu'à sa mort. De 1973 à 1974, il est Président du Conseil Régional de Haute-Normandie.

Jean Lecanuet soutient en 1969 la candidature d'Alain Poher à la Présidence de la République. En 1971 il collabore avec Jean-Jacques Servan Schreiber et d'autres pour lancer (sans succès) le mouvement des Réformateurs. En 1973 il est élu à nouveau député de Seine-Maritime.

Pendant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, pour lequel il avait fait campagne à l'élection présidentielle de 1974, il est Garde des Sceaux, Ministre de la Justice dans le Gouvernement Chirac (1974-1976), puis Ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire dans le premier Gouvernement Barre (1976).

Les militants centristes choisissent, en 1976, Jean Lecanuet comme Président du Centre des Démocrates Sociaux (C.D.S.) qui résulte de la fusion du Centre Démocrate et du Centre Démocratie et Progrès (C.D.P.). Il le reste jusqu'en 1982.

Après cette date, il continue de participer activement aux réunions des instances nationales du C.D.S. et de proposer des orientations fermes, nuancées et rationnelles à ses Congrès.

En mars 1977 il quitte le gouvernement. Il est réélu Sénateur de Seine-Maritime cette même année et Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées en 1983.

En 1978 Jean Lecanuet est à l'origine de la création de l'Union pour la Démocratie française (U.D.F.), mouvement dont l'intitulé évoque le titre d'un ouvrage du chef de l'Etat "Démocratie Française" et qui réunit en une Confédération des partis conservant leur identité respective (Centre des Démocrates Sociaux, Parti Républicain, Parti Radical, Parti Social Démocrate) ainsi que des adhérents directs. Il demeure Président de l'U.D.F. pendant dix ans. A l'élection présidentielle de 1988, il soutient Raymond Barre au premier tour et Jacques Chirac au second tour.

En 1979, puis en 1984, Jean Lecanuet est élu membre du Parlement européen et siège au groupe démocrate-chrétien (Parti Populaire Européen).

Après avoir été élu en Mars 1986 député de la Seine-Maritime, il retrouve le Palais du Luxembourg à la fin de l'année 1986. Sénateur, Jean Lecanuet présidera jusqu'en 1993 la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées de la Haute-Assemblée. Malgré l'épreuve d'une longue et douloureuse maladie, il fait face jusqu'à l'extrême limite de ses forces à la totalité de ses responsabilités politiques, locales, départementales et nationales.

Pendant trois décennies Jean Lecanuet a incarné, en France, le courant de la démocratie sociale d'inspiration chrétienne et du centrisme, avec un talent oratoire exceptionnel, une combativité qui n'excluait ni la tolérance, ni l'humour, une fidélité inébranlable à ses convictions.

Rénovateur, ce centriste démocrate chrétien, a mis beaucoup d'obstination et de patience dans la mission qu'il s'était donné de rassembler les partisans d'une démocratie libérale et sociale, respectueuse des valeurs éthiques et satisfaisant, selon sa propre définition, à une double exigence, "moraliser l'économie qui ne saurait être livrée aux seules lois du marché, moraliser la politique qui ne saurait être réduite au seul rapport des forces".

Chef de parti, il le fut avec passion ; sectaire, il ne le fut jamais. Il s'efforçait de ne pas dissocier enthousiasme et perspicacité. Chaleureux, il avait le goût du dialogue et du débat. Son humanisme était essentiellement démocratique et nourri de valeurs spirituelles ; il se référait au personnelisme communautaire. Jean Lecanuet appréciait les essayistes politiques des années 30 et des années 50 ; il craignait un peu que les courbes, les graphiques, les statistiques, les sondages ne tendent dans l'avenir à se substituer à la pensée authentique. Il était préoccupé par tout ce qui relève de la détérioration de la conscience civique et de la subversion de la culture.

On a pu dire de Jean Lecanuet qu'il était l'homme des intuitions justes et des analyses sans complaisance. Il s'est voué à faire en sorte que le "centre" ne soit pas synonyme d'opportunisme ou d'ambiguïté. Il a donné la mesure de son esprit

d'ouverture et de son intelligence aiguë dans sa manière d'appréhender les problèmes de notre époque, et de sa lucidité dans la place qu'il attribuait au centrisme pour réaliser une recombinaison politique raisonnable. Il a voulu convaincre les Français qu'entreprendre d'organiser démocratiquement l'Europe en une Communauté de Nations pacifiques constituait une chance historique de mieux affronter les défis du futur. Dans son action municipale à Rouen, il a su admirablement associer tradition et modernité.

Ce militant des luttes politiques était aussi un charmeur. Spontanément bienveillant, il savait toutefois prendre des accents d'un brillant polémiste. Ses traits d'ironie ne manquaient pas de saveur. La gaieté et la tendresse étaient naturelles à cet amoureux de la vie dont la sensibilité faisait leur part à l'inquiétude et à la tristesse. Attentif aux autres, il trouvait les mots qui touchent le cœur. Son souci du progrès social était inséparable de l'écoute qu'il portait aux plus défavorisés et aux plus démunis.

Les termes choisis pour rendre hommage à Jean Lecanuet aussi bien par ses amis que par ceux qui ne partageaient pas ses options politiques définissaient à la perfection les qualités qui ont fait de lui une personnalité marquante de la vie publique de son temps : droiture, fidélité, générosité, rigueur, courage, dignité. A ces hommages se sont joints les témoignages d'émotion, d'estime et de reconnaissance de tout le peuple rouennais qu'il aimait et pour lequel il a ardemment travaillé. Et l'on songe à l'invocation de Rainer-Maria Rilke : "O mon Dieu, donne à chacun sa propre mort, Donne à chacun la mort née de sa propre vie"... Jean Lecanuet appartient maintenant à notre histoire...

Henri BOURBON

"Qu'une action politique essaie de s'inspirer des valeurs fondamentales du christianisme et se réfère à la pensée démocratique d'inspiration chrétienne, certes oui ! Mais en France, compte tenu de notre Histoire, il n'est pas dans notre tradition de prendre le christianisme comme étendard politique".

Jean Lecanuet, 1979

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SÉNART

Les Nouvelles de **Paul Morand**. - La correspondance de **Roger Martin du Gard**. - Les Mémoires de **Marcel Schneider**. - **Jacques Chessex** : La Trinité. - **Michel del Castillo** : Le crime des pères. - **Philippe Labro** : Quinze ans. - **Daniel Boulanger** : Ursacq. - **Philippe Sollers** : Le secret. - D'André Tardieu à M. Alain Juppé. - Post-scriptum pour un bicentenaire.

“**P**ourquoi ai-je tant aimé la nouvelle ?” demande Paul Morand dans sa préface au *Prisonnier de Cintra* publié en 1958. “C’est, laisse-t-il entendre, par réaction contre la surproduction romanesque moderne. Il fallait “faire rare, bref et serré” - j’ajouterais, contre la dégénérescence d’un genre qui, dans le schéma évolutionniste de Brunetière, *fin*it la littérature comme la démocratie *fin*it l’histoire. Absorbant tous les autres genres littéraires, le roman n’est-il pas l’équivalent de cette république universelle dans laquelle toutes les nations viendront se fondre ? Il y a dans l’amour de Paul Morand pour la nouvelle une profession de foi réactionnaire, particulariste et élitiste. La nouvelle ne joue qu’avec la difficulté. “C’est plus qu’un tour de main, dit-il, mais plutôt un tour de force. C’est un saut périlleux”. La nouvelle condamne et réprime tout ce que le roman - “fourre-tout”, selon la définition de Huet au XVII^e siècle - tolère, la facilité, le laisser-aller, l’acceptation des compromissions avec le lecteur. La nouvelle est une déclaration de guerre à toutes ces formes de lâcheté littéraire. La véritable réponse à la question posée par Morand dans sa préface au *Prisonnier de Cintra*, elle est dans une lettre adressée à Edmond Jaloux le 28 mars 1945. “J’ai écrit mes premières nouvelles en 1922 pour frapper un coup”. Morand a dit ailleurs : “Publier un livre, c’est chaque fois tirer un coup de canon”. Il a aimé la nouvelle, comme Louis XIV, la guerre. Il l’avoue sur le ton, lui aussi, de la confession, mais sans repentir. La publication par M. Michel Collomb dans la bibliothèque de la Pléiade de l’ensemble des nouvelles de Paul Morand, de *Tendres stocks* et des *Nuits à Fin de siècle* et au *Dernier dîner de Cazotte*, permet d’embrasser dans un ample coup d’œil tout ce champ de bataille (1).

En écrivant en 1922 *Ouvert la nuit*, en 1923 *Fermé la nuit* et en 1925 *L’Europe galante*, Paul Morand a voulu “frapper un coup” non seulement en littérature, mais dans le siècle. L’Europe, victime des traités de Versailles et de Trianon, agonise. Morand dit dans sa lettre à Edmond Jaloux qu’il chante dans ses nouvelles un *de profundis*. On y entend, plutôt qu’une psalmodie funéraire, le crépitement de la mitrailleuse. L’Europe est la cible de Morand. Il s’acharne sur elle. Le bruit de son tir domine le tohu-bohu de l’époque. C’est un bruit sec, net et dur. Quand il en eut fini avec l’Europe, Paul Morand, ressentant dans l’odeur de pourriture de ce cadavre un commencement d’asphyxie, s’est élancé autour du monde. Ne voulait-il que changer d’air ? En 1928, il est à Bangkok, mais il écoute avec nostalgie au fond d’une jonque *Sous les ponts de Paris*, et qu’a-t-il fait dans ce périple, sinon “surveiller la désorganisation du monde” pour en tirer peut-être des leçons ? “Le voyage, s’écrie-t-il, est mon stupéfiant”. C’est pour donner le change sur sa véritable mission. Dans sa *Nuit de Charlottenburg*, il avait laissé le junker prussien Von Strachwitz “s’abandonner à des folies”, mais avec le dessein, lui, d’en rester le maître. Morand n’oublie pas qu’il est fonctionnaire. Les récits qu’il ramène des antipodes sont des rapports. On a appelé Morand “l’homme pressé”. Après Valéry Larbaud qui a introduit dans la littérature le sleeping-car, il y introduit l’avion. Morand, revenu en France, écrira en 1937 *Apprendre à se reposer*. Il change de rythme et de souffle. C’est l’époque où il écrit *Monsieur Zéro*, *Milady*, des nouvelles qui sont de petits romans. Dans la courte nouvelle, manquait-il d’air ? La longue nouvelle aura désormais ses faveurs. On y met tout, “même le désespoir, dit-il, mais pas la philosophie du désespoir”. Morand reste un homme de bonne compa-

gnie. Dans *Parfaite de Saligny*, plus tard, il mettra une bataille. Avec *Hécate et ses chiens*, il annexe, au monde tout en surface qu'il a décrit, certaines profondeurs, en se gardant bien, cependant, de s'y embourber, en ménageant, autour du mystère, un glacis protecteur.

"La nouvelle se porte bien" déclare Morand éclatant de santé au lendemain de l'après-guerre, celle des années 50, quand il apparaît dans une période de soldes littéraires, après la faillite de l'existentialisme, la valeur-or, la valeur-refuge par excellence. Les Nimier, les Laurent, les Michel Déon, toute la jeune littérature d'avenir mise sur lui. C'est l'écrivain qui "monte". Il a cultivé l'exceptionnel, mais c'était, il l'a confié jadis à Frédéric Lefèvre dans une interview des *Nouvelles littéraires*, pour atteindre le permanent. Il a découvert, en faisant le tour du monde, que l'homme ne bougeait pas et que c'était le monde qui tournait autour de lui. Il le dira dans son recueil de souvenirs, *Venises*. L'homme, dans un monde à la dérive, est le seul point fixe où s'attacher. Y a-t-il discontinuité entre le voyageur impressionniste des années folles et le moraliste classique ? Morand n'a fait, d'une époque à l'autre, en appliquant à l'élaboration de son œuvre ce qu'il a appelé une méthode laconique et sélective, que s'approfondir, s'affiner, se décanter. Jusqu'au point où, paradoxalement, il est arrivé dans l'un de ses derniers écrits, *Tais-toi*. Lui qui a fait un usage immodéré des mots, il ose dire qu'il n'aime ni les prolixes, ni les bavards. "Ecrire, c'est dire non". Il a une formule pour définir son style : "C'est la contraction de l'huître sous le citron". Au même moment, lui qui, durant toute sa vie, a ouvert largement les yeux sur le monde - n'a-t-il pas intitulé un recueil de ses nouvelles, *Nouvelles des yeux* ? - il fait dire au héros de l'un de ses ultimes récits, Cazotte : "C'est quand on ne peut plus regarder que l'on commence à voir". C'est ce Morand contracté dans le silence, les yeux clos, dont on gardera l'image.

*
* *

Le tome VII de la *Correspondance générale* de Roger Martin du Gard établie par MM. Pierre Bardel et Maurice Rieuneau s'étend de 1937 à 1939 (2). Nous avons laissé Martin du Gard, à la fin du tome VI de sa Correspondance, partant pour Rome où il allait vivre, disait-il, ses "dernières belles heures d'Occidental". Il avait terminé son roman *L'Été 1914* dans sa retraite de Nice, ce qu'il appelait sa "neutralité niçoise", en essayant de fermer ses oreilles à tous les bruits d'armes d'une Europe à la veille d'une nouvelle guerre, mais l'événement était venu le traquer dans son refuge neutraliste et le roman qu'il écrivait, le roman dans lequel il s'efforçait de ressusciter l'atmosphère de juillet 1914 en se retranchant du temps présent, l'y ramenait inexorablement. Il avait écrit *L'Été 1914* en s'avançant au milieu des clameurs vers le nouvel été tragique dont les orages s'accumulaient. C'est pour échapper à ces funestes saisons confondues qu'ayant achevé son roman, il s'était précipité dans la Ville éternelle, non pas pour y trouver les conditions de l'ordre et de la paix, mais simplement pour s'offrir ce que Gide appelait "une extraordinaire vacance" et ce qu'il

nommait, lui, en s'exposant au soleil sur un banc du Pincio, dans une heureuse hébétude, une "cure de désintoxication". Gide lui conseillait de lire les *Élégies romaines* de Goethe, il répondait : "inappétence totale, incoercible, tout effort intellectuel me donne la nausée". Il n'avait besoin dans son incognito que de solitude et de silence. Caché dans un taudis du Transtevere, Martin du Gard a vécu à Rome ses "dernières belles heures d'Occidental" dans un bonheur tranquille et mesquin.

Le tome VII de sa Correspondance le voit revenir dans son cher Tertre, à Bellême. Ayant fait le vide en lui, il peut maintenant se livrer à l'inventaire de sa vie et commencer à penser à donner une fin aux *Thibault*. C'est dans l'allée de ses tilleuls bicentennaires où circule l'air dont son œuvre s'est trouvée maintes fois revigorée, qu'il sent passer à nouveau le souffle qui les portera dans un dernier élan vers leur conclusion, ou, s'il n'y a pas de conclusion, au seuil des temps qu'il espère, ou plutôt qu'il appréhende. La même hantise que pour *L'Été 1914*, aussi bien, se fait jour. Finir les *Thibault* ce sera encore une lutte de vitesse contre l'Histoire en train de s'accélérer. Tout ce tome VII s'inscrit dans le pressentiment et sous le signe de l'été 1939. 1937-1939, saison brève, mais tragique. En Espagne, communisme et fascisme s'affrontent. Mussolini, rejeté par les sanctions de la S.D.N. vers l'Allemagne, réclame la Tunisie, la Corse, la Savoie. Hitler annexe l'Autriche. Puis, ce sera la crise tchécoslovaque où la paix du monde manquera de sombrer. "Tout plutôt que la guerre" clame Martin du Gard. Il est résolument "munichois". "Fallait-il pour défendre ce paradoxal Etat tchèque faire sauter l'Europe ?" demande-t-il à Jean Blanzat en octobre 1938. André Gide, après l'accord de Munich, crie "victoire". "La force a dû céder à la raison, écrivait-il à Martin du Gard. C'est une défaite d'Hitler. Il a ce qu'il voulait certes, mais il a dû tout de même obtempérer, mettre les bouts. Somme toute, c'est à la fermeté de l'Angleterre et de la France qu'a cédé Hitler, c'est à la menace armée". Alors qu'un autre "munichois", Charles Maurras, dit dans son journal qu'il faut, à la faveur de ce qui n'est qu'un répit, "armer, réarmer, surarmer" pour l'inévitable explication sur le terrain, Martin du Gard, baignant toujours dans ses illusions pacifistes, place son espoir dans une négociation générale. Cependant, il a, à l'occasion d'un voyage en Europe, découvert le visage "hideux" de la nouvelle Allemagne. Le temps n'est plus où "un certain accent de sincérité" chez Hitler réclamant la Rhénanie, l'avait ému. Il est bouleversé par ce qu'il a vu. Où est l'Allemagne libérale et staëlienne à laquelle il était "naturellement porté à faire crédit" ? L'Allemagne est folle et le monde est fou. Mais Martin du Gard s'interroge-t-il sur les causes de la crise européenne ? Elle ne suscite en lui aucune réflexion politique sérieuse. Il faut lire à cet égard le chapitre consacré à *Martin du Gard et la politique* sous la signature de M. Pierre Bardel dans les Actes du Colloque international de Nice en 1990 publiés dans les *Cahiers Martin du Gard* (3). Martin du Gard garde la nostalgie de la "juste paix wilsonienne". A Vienne, capitale de l'ancienne Europe détruite par le puritain Wilson

et le jacobin Clémenceau, il respire dans le climat annonciateur de la catastrophe un reste de la douceur de vivre. Il est séduit, ayant quitté Berlin, par cette grâce inimitable de vieille civilisation.

Les années 37-38-39 sont celles de tous les périls, mais ce sont celles aussi où le succès de l'auteur de *L'Été 1914* s'affirme. Le prix Nobel lui apporte la gloire. A Stockholm où il est allé recevoir sa récompense, partout où il se présente, dans n'importe quel café ou théâtre, il est accueilli par la Marseillaise. On le hisse sur un piédestal. Modeste, il veut à toutes forces en descendre. "Je ne suis qu'un pauvre bougre, paresseux, tout à son plaisir... un écrivain simplement honorable". Il est décoré de la rosette. A Jean Zay, le ministre de l'Éducation nationale, il explique pendant une heure qu'il ne veut la Légion d'honneur que pour ne pas la porter. Jean Zay ne comprend pas. Nous non plus. Les pages les plus attachantes de cette Correspondance sont celles où Martin du Gard, se détournant du monde et de ses vanités, écrit à des jeunes gens pour leur apprendre le métier d'écrivain et de romancier. On retrouve là le probe artisan, le maître d'œuvre, le maître d'école. "J'aime parler métier" dit-il et il pourrait ajouter : "j'aime enseigner". Il y a chez lui une vocation d'instituteur des lettres, soucieux du bon style, mais aussi, tout anarchiste qu'il se veuille dans son comportement personnel, respectueux de la morale traditionnelle. On veut mettre entre les mains des écoliers un livre de morceaux choisis des *Thibault*. "Je n'ai cessé de vous dire, écrit-il à son ami l'instituteur communiste Lallemand, combien me choque un livre de classe où il n'est question que de révolte contre les parents, les maîtres, l'État, la Patrie". Martin du Gard a atteint dans l'armée en 1918 le grade d'adjudant. Il y a dans cet écrivain "honorable" un maître d'école d'autrefois, mais aussi un reste de bon sous-off ne barguignant pas avec les règles élémentaires de la morale du devoir.

Son devoir d'État, son "pensum", c'était, en cette saison tragique, *L'Épilogue des Thibault*. Lorsque Martin du Gard en a terminé, il est à nouveau ressaisi, comme en 1936 à Nice, quand il eut achevé *L'Été 1914*, par le désir de "tout planter là". Mais sous l'été 1914, monte l'été 1939. Est-ce le moment de "fuir" la France ? "Fuir", le mot est de Gide dans une lettre du 24 février 1939. Martin du Gard s'en explique. "Il devient vraiment impossible d'être soi-même en Europe. Je me sens dévoré par l'Espagne, par Mussolini (il en oublie Hitler), par tous ces problèmes insolubles. Lâcheté peut-être. Tant pis, je vais pratiquer quelques mois le complet absentéisme". Il ajoute : "Je n'ai pas voulu cette Europe-là. Elle s'est faite contre moi, contre tout ce que je pense et écris depuis trente ans. Je ne peux rien contre elle, je lui tourne le dos, pour trois ou quatre mois, sans remords". Ces lignes sont extraites d'une lettre à André Gide du 16 février 1939. Martin du Gard a vécu à Rome en 1936-37 ses "dernières heures d'Occidental". Fuyant l'Occident, il aborde en 1939 à la Martinique, dans un matin de création de nouveau monde. Il est enthousiaste. C'est le paradis terrestre, mais il garde l'obsession de l'Europe, et

un goût amer de revenez-y. Fuir ? Déserter ? Il reviendra en France à la fin de 1939.

*
* *

Le quatrième volume des Mémoires de M. Marcel Schneider, *Le Goût de l'absolu* (4), est un adieu au monde. Mondain, se donnant l'air de la frivolité, cultivant une esthétique du dandysme, M. Schneider explique qu'il n'arborait qu'un masque et que la société aristocratique où il se plaisait, parce qu'elle est le conservatoire de la politesse française et de la douceur de vivre, ne lui servait que de refuge pour abriter, dans le monde démocratique et totalitaire d'aujourd'hui, le commerce qu'il entretient depuis son enfance, dans l'intimité de son âme, avec le monde invisible qui est pour lui le monde réel. Ainsi est-il entré, comme en dansant, sur la scène où s'est joué, "après la tragédie des années 40-45", "l'opéra-bouffe" de l'après-guerre, "après Wagner, dit-il, Rossini". Il a raconté cette brillante saison dans le *Palais des mirages*, troisième volume de ses Mémoires, mais en nous rappelant ce qu'il avait déjà dit dans un précédent volume, *Innocence et vérité*, qu'en étant présent au siècle, il n'en avait pas moins été toujours présent à soi, dans son for intime. M. Marcel Schneider, congédiant aujourd'hui le monde, déclarant qu'il s'en est "détaché", se retrouve sans s'être jamais quitté.

Mais ne nous trompe-t-il pas quand il nous dit, comme en cherchant une excuse, qu'il ne s'avance "masqué" dans le monde que pour mieux se cacher à nos yeux ? Ce masque de mondain, n'est-il pas l'un de ses visages même ? Ne dissimule-t-il pas en fait l'ambiguïté et la gémellarité de sa nature, liée à la dualité de ses origines, présentant "tantôt une face souriante et mondaine sous son aspect français, tantôt une face troublante et sauvage sous son aspect germanique" ? André Fraigneau que Maurice Barrès avait envoyé, tout jeune homme, en Allemagne pour y recevoir son baptême littéraire dans les eaux du Rhin - "allez vous tremper au grand fleuve" - et avec qui il communiait dans la même passion wagnérienne, lui disait : "Il n'y a qu'avec toi que je peux parler de l'Allemagne. Personne ne sait le rôle qu'elle a joué dans la formation de mon moi". Elle a joué le même rôle dans celle de Marcel Schneider. L'aspect français de son double génie apparaît dans son goût de la féerie. Versailles, a-t-il dit dans son *Histoire de la littérature fantastique*, est le haut lieu classique de la féerie française, un palais de conte de fées, c'est le palais des mirages où il a poursuivi, de châteaux en salons, les figures de lumière qui hantent son rêve de civilisation exquise et raffinée. Mais l'autre aspect de son génie exprime son attrait atavique pour la profonde et nocturne forêt germanique. Si l'Allemagne humaniste et goethéenne de Thomas Mann a contribué à façonner son esprit, son âme était en sympathie avec Novalis, Hoffmann, Arnim, Wagner.

"Rentre dans la forêt de toi-même et tu y trouveras tes dieux", lui avait dit Georges Dumézil. Ce maître de sa jeunesse l'a entraîné au royaume des dieux Odin et Thor,

et nous l'avons accompagné dans ce pèlerinage dans le premier volume de ses Mémoires, *L'Éternité fragile*. M. Marcel Schneider esquissant un pas de danse sur le tumulus où gisent les restes de ces dieux, revendiquait le statut gobinien de "fils de roi". C'est sur les traces du Gobineau des *Religions et philosophies de l'Asie* qu'il poursuit dans *Le Goût de l'absolu* l'exploration des origines sacrées de l'humanité. Il évoque brillamment, dans ce livre de souvenirs, des figures contemporaines (Jean Genet, Henri Sauguet, Pierre Boulez, Alain Robbe-Grillet...), mais il ne faut pas nous laisser détourner de la route tracée, à travers quelques zigzags, vers le sommet où il nous conduit et qui est, au centre du désert de l'Anatolie, le mont Nemrut sur lequel le roi Antiochos de Commagène a élevé, il y a trois mille ans, d'énigmatiques statues géantes. "Un rêve devenu pierre". M. Marcel Schneider nous renvoie au livre de M. Yves Berger, *La pierre et le saguado* (5). Il faut lire ou relire dans le même état d'esprit religieux les admirables invocations de ces deux pèlerins de l'absolu au désert immense et éternel, que ce soit celui de l'Amérique ou celui de l'Asie.

M. Marcel Schneider nous emmène sur sa route, de la forêt germanique à "la montagne d'Orient". Il gravit ce mont magique, après avoir franchi l'Euphrate, véritable Styx qui le fait aborder à un autre monde. Un pas de plus, et il eût atteint le pays où Saint Yves d'Alveydre a retrouvé les archives souterraines de l'histoire du monde dans les flancs de l'Himalaya, comme il l'a raconté dans *Regards sur l'Inde*. "Je me suis mis en route à six ans, écrit M. Schneider, quand je croyais être l'enchanteur Merlin". De la forêt de Brocéliande au plateau d'Anatolie en traversant la profonde forêt germanique, M. Schneider a effectué un parcours initiatique. Est-ce en touriste spirituel ? Ou cette marche à l'Orient, cette "marche à l'étoile" comme il dit, procède-t-elle d'un désir mystique de perfectionnement et d'accomplissement ? "Je suis, écrit-il, mon chemin de perfection". On peut se demander s'il ne manifeste pas dans un rêve de croisé légendaire une volonté impériale d'embrasser l'univers. M. Schneider a la nostalgie du Saint Empire romain germanique, de son pouvoir universel. Mais ce Saint Empire est une puissance "immatérielle", régnant sur un territoire illimité, et c'est ce qui explique la possibilité de son extension indéfinie dans la direction de l'Orient où aucune frontière ne le borne, même pas celle de l'horizon. Du côté de l'Occident, tout est fini, et le génie classique de M. Schneider ne peut trouver d'échappatoire que dans la scintillante féerie "versailleuse". Le Saint Empire, au contraire, est largement ouvert sur l'Orient et la nuit, du côté où il n'y a pas d'obstacles pour le libre génie de M. Schneider et sa conquête de l'Absolu.

*
* *

Il y a dans *La Trinité* de M. Jacques Chessex (6) une comédie classique à trois personnages, le mari, la femme, l'amant, qui pourrait au premier abord paraître assez vulgaire et un peu perverse. Le mari est un vieillard en train de mourir d'un cancer dans une clinique élégante à

Montreux, au bord du lac. Il offre sa jeune femme à des hommes de passage, dont le narrateur. De son lit, où il gît dans la nuit, les yeux ouverts, Gousenberg imagine, met en scène le spectacle d'amour auquel on pourrait croire qu'il doit se distraire. Mais il n'y a dans *La Trinité* aucun voyeurisme. Ce qui se passe dans cet étrange roman n'est pas ce qui est donné à voir, mais ce qui est dérobé à la vue, comme derrière le rideau d'un théâtre.

C'est derrière ce rideau, j'allais dire cette *iconostase*, dans quel secret, que se noue entre les trois personnages, mari, femme, amant, le lien d'amour qui convertit la triplice érotique en trinité mystique et fonde la comédie libertine en drame théologique. Mais n'y a-t-il pas dans ce roman une parodie blasphématoire du mystère divin ? Sarah Gousenberg, la petite juive Sarah, dont le mari fait don, peut-être par générosité, et qui, elle, ne se donne qu'en expiation de la Création et, pour en faire honte à Dieu, proclame qu'elle *Le* déteste. Cette haine de Dieu n'est que la face inversée de l'amour. S'il y a blasphème, s'il y a parodie, ils sont formulés dans une anti-louange qui est une manière de reprocher au Créateur de n'être pas assez parfait. Le premier roman de M. Jacques Chessex, *La confession du pasteur Burg*, mettait, dans son calvinisme exigeant et intransigeant, le Bien au dessus de Dieu.

Cette anti-louange s'exprime tout naturellement dans ce que M. Chessex appelle le langage apostolique dans lequel son enfance a appris à parler ; elle répand sur ce roman, dans le feu de l'été, une lumière pure et froide où les êtres et les choses revêtent un aspect intemporel. "Je suis provisoirement vivant parmi les ombres", dit le narrateur. Les paysages du bord du lac de Genève le sollicitent de toutes leurs grâces. Il est entraîné dès la première ligne de sa narration dans une promenade au cours de laquelle il "remonte la côte de Montreux", et ces seuls mots nous plongent dans une musicale rêverie rousseauiste. Mais que voit-il dans ce roman où tout, pourtant, semble *regard* ? Valmont, la clinique où se déroule le drame, où a vécu Rainer Maria Rilke et qui exerce son pouvoir de fascination sur tous ceux qui l'approchent, il nous dit qu'il l'a "peu vue". Ce roman ne s'adresse-t-il pas surtout à l'oreille ?

Le narrateur entend, nous fait entendre, une musique qu'il nous invite à "écouter en profondeur", et c'est en écoutant cette musique, en effet, que l'on peut s'enfoncer dans l'épaisseur du mystère où s'opère la conversion de la comédie érotique en drame mystique, et ce serait en continuant de l'écouter que l'on pourrait, à la suite du narrateur, qui ne sait ni qui ils sont, ni d'où ils viennent, découvrir la vérité sur les époux Gousenberg. Mais ce serait un autre roman. Lorsqu'ils sont morts, le narrateur revient à Valmont, et c'est, alors qu'il entre dans "l'allée des arbres qui conduit à la porte principale", à la dernière ligne du roman, que l'on comprend qu'il va pénétrer dans le "royaume des morts" que symbolise la fascinante villa, s'y enfoncer à la découverte de son mystère. Valmont, que le narrateur a "peu vue" et qui n'est pas qu'un décor de théâtre, apparaît soudain dans sa

réalité surnaturelle. Tout le roman de M. Chessex baigne dans son aura poétique. Il en tire toute sa subtile et troublante magie. Sans Valmont, *La Trinité* ne serait qu'un jeu d'ombres.

*
* *

“Vivre, c'est se raconter” dit M. Michel del Castillo dans un roman intitulé *Le crime des pères* (7), mais il dit aussi qu'il n'écrit que “pour éviter de vivre”. On pouvait croire ce roman, autobiographique. Où trouver M. del Castillo ? Il s'est “réfugié dans les mots”. Comme Sartre découvrant, en écrivant lui aussi ses *Mots*, qu'il pouvait “être vrai en peignant de vrais objets, avec de vrais mots tracés par une vraie plume”. Un jour, cependant, il a pressenti que, pour être vrai, il fallait mentir. M. del Castillo, emplissant, dit-il, avec des livres le vide de son existence, invente-t-il sa vie ? L'autobiographie nous ramène au roman. N'est-il pour l'écrivain de véritable vie que dans la littérature ?

Il y a chez M. del Castillo quêtant une identité perdue en remontant le temps à travers une jeunesse jalonnée d'énigmes, une ambiguïté fondamentale. Il est né espagnol, mais il hait l'Espagne. Il ne continue à porter son nom que pour mieux se rattacher à la haine que lui a insufflée sa race avec les premiers mots qu'il a entendus d'elle dans les fureurs de la guerre civile. Il se veut français, mais n'idéalise-t-il pas la France ? Il a choisi la langue française comme un onguent à passer sur les brûlures de sa chair, mais *le Crime des pères* reste, il l'avoue, “un récit très hispanique fondé sur la haine et le ressentiment, l'amertume et la dérision”. Qu'est-ce que le crime des pères ? La jeunesse de M. del Castillo a baigné dans l'existentialisme sartrien. “Il n'y a pas de bon père”, a dit Jean-Paul Sartre, qui juge que “le lien de paternité est pourri” et qu'il faut “le trancher”. M. del Castillo, lui, veut le renouer. Abandonné par son père, il en cherche un. Il croira le trouver dans Anton, l'ancien chef phalangiste dont il brosse un portrait où il a concentré toute son intelligence de l'Espagne. Il croit de même avoir trouvé une famille dans la maison de cet Anton. “Je me coulais dans une fable édifiante, celle des familles unies dont je rêvais depuis l'enfance”. Mais ce n'était qu'une fable. Famille, patrie, jeunesse, toutes les assises de son identité s'effondrent sous lui. Il n'est qu'un étranger de passage. Il n'a, comme le petit Sartre, sa place *nulle part*.

M. del Castillo a un recours pour rétablir en lui une unité perdue dans le déchirement qui n'est pas seulement celui de sa personnalité brisée, mais celui de toute une génération engendrée dans les catastrophes de l'Histoire, c'est le recours des mots. “J'ai tenté, écrit-il, d'effacer le récit inscrit dans ma chair pour lui en substituer un autre”, “Les mots, ajoute-t-il, c'est tout ce qui me reste. Eux aussi possèdent la force de donner ou de redonner la vie”. Mais quelle vie ? Les mots déroulent leur procession entre le réel et l'imaginaire, dans un monde où la vie ne pose que des énigmes. Elle n'est pas à raconter, mais à déchiffrer. M. del Castillo apporte-t-il dans *le Crime des pères* une réponse ? Ce beau “roman” recomposé de

souvenirs et de rêves débouche sur ce qu'il nomme une “perplexité douloureuse”, mais dans une lumière où la joie d'écrire, en le transfigurant, lui procure son achèvement.

*
* *

M. Philippe Labro, dans une suite romanesque où l'autobiographie ne semble être mélangée qu'à très faible dose à la fiction, nous a ramenés de la lointaine Amérique de *L'Étudiant étranger* au *Petit garçon* dont il a raconté l'enfance à Montauban dans les années de la guerre et de l'Occupation. Le petit garçon, dans le nouveau roman de M. Philippe Labro, a, c'est le titre de ce livre, *Quinze ans* (8). Il est “monté” à Paris avec sa famille à la fin de la guerre. Paris, c'est le lieu, pour l'adolescence, de toutes les fascinations et de toutes les découvertes. Le narrateur auquel M. Labro prête sa plume y subit la fascination d'un camarade de lycée au nom “flamboyant” d'Alexandre Wichnievsky-Louveciennes, aristocratique garçon russe dont l'étrange charme s'étend sur toute la cour des grands au milieu de laquelle il se tient enveloppé dans son ample manteau, le cou entouré d'une écharpe vert émeraude. Le garçon a une sœur Anna, tout aussi énigmatique et fascinante que lui. Ils forment ensemble dans leur chambre-tanière du XVI^e arrondissement un couple à la Cocteau. Le narrateur va, évidemment, à travers Anna, découvrir l'amour, mais, tenu à distance par la hautaine jeune fille, il rêvera d'étreintes qui se limiteront à des effleurements, et, au plus, à des attouchements. Avoir eu quinze ans en 1950 présente en 1993 un intérêt pour l'histoire des mœurs. Sans doute, la manière de “faire l'amour”, comme on dit crûment aujourd'hui, n'a pas dû changer beaucoup mais le détail, les fioritures, les préliminaires, toutes les démarches qui entourent l'antique cérémonie offrent à M. Labro l'occasion de prendre, dans un éclairage désuet, des points de vue pittoresques (ou émouvants) sur un moment de la sentimentalité juvénile que le souvenir, seul, peut ranimer.

M. Philippe Labro ne ranime pas dans *Quinze ans* que des sentiments, il nous entraîne sur les pas de ses trois jeunes gens dans de nostalgiques mais bien vivantes promenades à travers un Paris oublié où il y a encore des cinémas de quartier avec leur décor d'anciens théâtres, où l'on se serre sur les plates-formes d'autobus, où l'air du *Troisième homme* est la scie du jour, où les acteurs à la mode sont Gregory Peck, Gary Grant, Humphrey Bogart, où l'uniforme des jeunes filles comme il faut est le kilt écossais avec le blazer bleu marine, et la vespa, l'indispensable accessoire de leurs chevaliers servants. Il y a une bien jolie description du cimetière de Passy, ce “plateau posé au dessus de la ville”, comme détaché du réel, où les jeunes gens de M. Labro se réunissent sur la tombe d'une vieille amie pour ce qui n'est pas “un instant de tragédie et de désespoir”, mais un moment “agréable, doux et unique, fragile, impalpable”.

Le roman de la quinzième année serait incomplet s'il ne venait s'y mêler au parfum des premières amours une

fièvre de début dans la vie qui est, ici, celle qu'apporte au narrateur, à l'occasion d'un concours organisé par le *Figaro*, la découverte du monde des journaux. "A peine entré dans l'hôtel du Rond-Point, écrit M. Philippe Labro, je découvrais avec une stupeur ravie qu'il existait un métier que l'on pouvait pratiquer avec la même gaieté qui présidait à nos ébats sous les préaux de la cour des grands. Ces hommes qui faisaient un journal semblaient ne pas connaître l'ennui et vivre dans une sorte de récréation permanente, et je m'étais interrogé : pourquoi sont-ils aussi heureux ? Est-ce parce qu'ils aiment ce qu'ils font ? Etait-ce la clé d'une vie réussie ?". C'est un gracieux hommage au journalisme. Le journalisme a appris à M. Labro les recettes du "savoir voir et écrire clair", mais l'a mis aussi a une école de facilité où on le prend à se laisser aller à des négligences de style, voire à des incorrections ou à des barbarismes que le critique qui ne veut pas jouer au régent d'école ne relèvera pas. Il y a un commandement de l'information qui a marqué M. Labro : "ne pas tricher". Est-il toujours respecté aujourd'hui ? N'y a-t-il pas aujourd'hui une presse de "désinformation" ? Passons.

Le dernier mot de *Quinze ans* est "partir". C'est celui que le jeune Philippe Labro a entendu prononcer avec impatience et ferveur par les grands reporters qu'il a approchés et qui, dans les dernières pages de ce roman-mémorial de l'adolescence, se substitue dans ce que le narrateur nomme "le parfum annonciateur de la réussite" au mot "aimer". Partir... L'Amérique appelle le jeune homme qui juge prématuré de se mesurer à Paris dans le défi de Rastignac. *Quinze ans* nous introduit à *L'Etudiant étranger*.

*
* *

Il y a dans tout ce qu'écrit M. Daniel Boulanger, sous la gaieté, un fond de gravité. Dans *Ursacq*, M. Boulanger nous fait toucher ce fond (9). D'Arles où il nous avait entraînés dans son dernier roman, *Un été à la diable*, pour écouter le chant des cigales auxquelles il était dédié et danser sous les platanes d'un clair été provençal, il nous emmène en Auvergne, l'Auvergne volcanique et noire, à Ursacq, ville "grave", dit-il, au centre d'un cirque de monts, le mont Velu, le Pic noir, la Montagne aux fées. Ursacq a "la sévérité naturelle du granit et de la lave". M. Boulanger nous invite à en admirer "les porches, les mascarons, les façades austères où l'on devine que les prières ont dû avoir un sérieux d'arithmétique". Ursacq, ville pascalienne et janséniste; avec son plateau des Morts et sa fontaine du Saint-Esprit, n'est exhumée de ses cendres par M. Boulanger que pour y retomber. Si le point central de cette ville et du roman qui en reproduit la photographie est un bordel, n'est-ce pas pour attirer sur elle le feu vengeur du ciel ?

Il y a beaucoup de bordels chez M. Boulanger. Ce sont généralement de paisibles maisons, des refuges para-familiaux où la gaudriole sent le pot-au-feu et où tout ce qu'une ville compte d'âmes tendres vient se décharger de ses rêves et s'approvisionner en ce qui lui manque de

sentiments. Ils tiennent, dans un ordre moral auquel M. Boulanger ne veut porter nulle atteinte, une fonction de complémentarité et de subsidiarité. Le bordel d'Ursacq présente un peu de ce caractère. Madame Henriette est plus mère que maquerelle et le vieux garçon solitaire qu'est Monsieur Louis y cherche auprès de Divine paix et joie. Mais attention ! Monsieur Louis, employé du commissaire-priseur, "petit homme tiré à quatre épingles, cheveu blanc, fine moustache, œil de glace, voix soignée" n'est pas de "ceux dont on découvre l'intérieur à la première rencontre". Il ne va pas au bordel "pour le motif courant", dit Divine, une femme sans chair qu'il traite en "pur esprit". Monsieur Louis et Divine mettent en commun leurs souvenirs. Divine écrit ses mémoires où elle ne récapitule que des gestes, et, pour Monsieur Louis préposé aux procès verbaux de la salle des ventes, il n'y a d'autre mémoire que celle des objets qu'il a dispersés. Rares sont les visages qui traversent ces souvenirs. Aussi Ursacq, sur laquelle on prend vue de la chambre de Divine, ne paraît peuplée que d'automates, ou d'ombres. Elle préfigure l'enfer, et c'est un démon que Monsieur Louis qui, à travers Divine, de son regard froid, ne vise, discret et dominateur, qu'à prendre possession de cette ville "dans ses trente-deux positions". Observatoire, la chambre de Divine est un oratoire. Monsieur Louis suggère à son amie d'intercaler une prière entre chacun de ses chapitres. Il y a un relent de blasphème à la Jouhandeau dans cette proposition. Divine morte à la tâche, vaincue par le temps, Monsieur Louis, dépossédé de la mémoire qu'il chérissait, erre dans une ville vidée de tous les objets qu'il a dispersés et dont il ne reste plus rien, étranger à soi-même. Le ciel s'alourdit sur Ursacq, dit M. Boulanger, et les ténèbres s'épaississent. Seul, léger, flotte Monsieur Louis dans un nuage de cendres, s'élevant sur la montagne aux fées pour attendre quoi... le jugement dernier.

Est-ce par M. Boulanger qu'il avait donné à Divine écrivant ses mémoires comme sous sa dictée ce conseil d'écrivain : "Tout est si gris. N'ayez pas peur d'embellir, d'exagérer" ? Habituellement, en effet, on peut compter sur M. Boulanger pour les brillants excès de plume. Ici, sage, tempéré, il ne dit pas un mot plus haut que l'autre. Il a des éclats de gaieté, mais vite réprimés par la gravité du sujet. La dernière phrase du roman de M. Boulanger est : "D'Ursacq montent les fumées". Il a écrit ce livre dans cette teinte cendreuse, en mineur, dessinant d'un liseré rougeoyant, sur la cendre même, des figures aspirant, entre ciel et terre, à l'éternité, mais qui s'éteignent et s'effacent.

*
* *

M. Jean-Edern Hallier réglant un arriéré de comptes avec M. Philippe Sollers dans *Je rends heureux*, livre où il a évoqué la figure de Jean-René Huguenin (10), l'accuse d'avoir "couru après toutes les modes, structuralisme, maoïsme, formalisme, papisme,..." Maoïste devenu papiste, M. Sollers a-t-il suivi la mode ? S'est-il bien mis dans le vent ? Papolâtre, il pousse dans *le Secret*

(11) le papisme jusqu'à la provocation en proclamant "pape plus ultra" Pie IX, le pape du Syllabus, de l'Immaculée conception et de l'infailibilité pontificale. De *Portrait d'un joueur* et de *Cœur absolu à La Fête à Venise*, il nous a entraînés dans un nouveau voyage au bout de la nuit par un itinéraire zigzagant entre Bordeaux, sa ville natale où il est allé se recharger de son sang, Genève où il a fait une embardée anti-calviniste et Venise "à cause de la lutte contre les Turcs", pour parvenir au pôle de toute lumière qu'est la Rome des papes. Il l'a atteinte dans *le Secret* après avoir terminé (?) son périple autour de ce que Paul Morand appelait "la désorganisation du monde". Rome est le point d'où l'on peut le mieux la "surveiller". M. Philippe Sollers y a installé un observateur dans la personne du narrateur de son roman. Membre d'un réseau de renseignements, il a rédigé une note d'information à l'occasion de l'attentat perpétré contre Jean-Paul II précisément par un Turc, mais cette note a été perdue ou volée, et *le Secret* en est le commentaire par son auteur.

Qu'est-ce que ce "secret" qui donne son titre à ce livre ? N'est-ce pas le "fin fond des choses" que, dans son roman, *Femmes*, M. Philippe Sollers avait prétendu, dans une grande parade de style publicitaire, vouloir dévoiler à la curiosité publique ? Il cite ici Matthieu (10, 26) : "Il n'est rien qui ne doive être dévoilé, rien de secret qui ne doive être connu, ce que je vous dis dans les ténèbres, vous le direz au grand jour". L'attentat contre le pape permet à M. Sollers d'instruire par des voies occultes le procès même du monde moderne instaurant, sous le couvert de son ordre satanique, une Anti-physis opposée aux valeurs de vie définies et défendues par le Saint-Siège. "Ma note, dit le narrateur du roman auquel M. Sollers a délégué sa plume, concentre tout et explique tout, mais à la condition de développer, de tirer chaque fil jusqu'au bout, tâche épuisante, il faudrait dix vies pour la remplir, on ne peut jeter pour l'instant que des éclairages à la hâte".

C'est assez dire que les ténèbres de Matthieu ne peuvent pas encore être éclairées par le grand jour et que l'entreprise dans laquelle M. Sollers voudrait embrasser le monde pour le récapituler dans un livre total est, comme celle de Bouvard et Pécuchet, vouée à l'échec. Alors, que lui reste-t-il à faire ? "Ecrire pour écrire, dit-il, comme si cela n'avait aucune importance". Serait-ce se condamner à n'imprimer que des signes sur le néant ? Et faut-il écrire pour rien ? Le narrateur laisse entendre qu'il écrit au moins pour son fils, le petit Jeff, sans lequel il ne serait pas intéressé aux aventures de son temps et que, s'il y a un "secret" dans ce livre, il est entre eux. Il trace ainsi dans le désordre général de notre époque cette ligne de continuité du père au fils qui assure à travers toutes les ruptures la transmission d'un héritage avec sa charge d'émotion. Un autre lien caché existe dans *le Secret* entre le narrateur et sa mère. Le dernier message de Mother est : "Le dehors n'est rien, chaos, mensonge". C'est en allant avec M. Sollers au "fin fond des choses", c'est en s'y enfonçant et en le traversant, qu'on découvre, dans ce livre de ténèbres historico-policières et dont la musique

rock est accordée aux turbulences de notre fin de siècle, en demi-teinte l'arrière-fond silencieux d'intimité et d'infériorité où peut apparaître la véritable réalité du mystérieux "secret".

*
* *

M. Alain Juppé déclare dans sa *Tentation de Venise* (12), enthousiaste ou par défi (?) : "J'aime la politique". "Meetings, dîners-débats, réunions d'appartements, permanences, porte-à-porte, cages d'escalier dans les HLM, tournées dans les rues ou sur les marchés, c'est le lot quotidien du maire ou du député". D'aucuns diront que c'est sa croix, mais M. Juppé la porte allégrement. A-t-il envie de la laisser tomber ? Se retirer dans cette petite maison entrevue dans les jardins de la fondation Cini, face à la Giudecca ? La tentation de Venise ne fait que l'effleurer, juste assez pour donner un joli titre un peu coquet, un peu trompeur, à un essai de "pratique" politique.

Ancien khâgneux de Louis-le-Grand, cacique de sa promotion de la rue d'Ulm, M. Alain Juppé nous dit que, durant des années merveilleuses, il a eu pour compagnons de vie Homère, Thucydide, Platon, Virgile, Tacite et qu'il n'aura plus jamais de "telles fréquentations". Dans la politique, certes non. Le temps n'est plus où l'on pouvait s'asseoir dans l'hémicycle à côté de Léon Bérard, de Maurice Barrès, de Léon Daudet, d'Edouard Herriot, de Léon Blum, ... La classe politique d'aujourd'hui ne comprendrait-elle que des cancre ? "Incompétents, inutiles, menteurs, voleurs... Voilà comment on nous traite". M. Juppé proteste "Ce n'est qu'une mode, elle n'aura qu'un temps". Je relis *Le souverain captif* d'André Tardieu, autre cacique de l'Ecole normale. Trois fois président du conseil, il rompit avec ce qu'il appelle "la profession parlementaire" pour pouvoir enfin agir ! Il en a eu assez de "subir le discrédit qui s'attache à la qualité de député". Déjà ? En 1936... En des temps plus anciens, Alphonse Daudet avait déclaré que "sauf exceptions, on ne voyait au Parlement que le rebut du pays, médecins sans clientèle, avocats sans cause, vétérinaires dont les animaux se méfient". Renan avait la même opinion sur le personnel de la III^e République à ses débuts.

Humaniste, M. Alain Juppé a pour idéal la République athénienne. Il cite Isocrate : "Nous avons reçu le pouvoir de nous convaincre mutuellement et de faire apparaître clairement à nous-mêmes l'objet de nos décisions... Nous avons fixé des lois ; nous avons découvert des arts ; et c'est la parole qui nous a permis de mener à bonne fin toutes nos inventions". République de rhéteurs, la démocratie athénienne, un modèle de civilisation, a vécu ce que vivent les roses et elle a sombré aussitôt avec Périclès dans le socialisme d'État. C'est un helléniste éminent qui l'a dit, Robert Cohen.

M. Juppé, élève de M. Pierre Grimal, n'a pas craint, jeune homme, de soutenir qu'il est inutile d'apprendre le grec et le latin et qu'il vaut mieux faire de l'allemand, du

russe ou du chinois, pourquoi pas du japonais. Il reconnaît aujourd'hui qu'il se trompait. M^{me} de Romilly lui fait mesurer l'ampleur du désastre de l'abandon des humanités. Mais c'est trop tard, dit-il, pour revenir en arrière. Il y a toujours chez M. Juppé la crainte d'être traité de "ringard". C'est la même crainte, liée à celle de l'implosion du RPR, qui le fait passer sur Maastricht dans le camp des "oui". Entre le non et le oui, il balance longtemps. Il ne se décide qu'au terme de stances cornéliennes dont le journal de bord de politique quotidienne qu'est *la Tentation de Venise* reproduit les anxieuses cadences. Un de ses camarades d'école lui dit : "Comment, étant ce que tu es socialement, intellectuellement, moralement, n'as-tu pas milité au P.S. ?" Dans le sens de l'Histoire ?... Mais l'Histoire a-t-elle un sens, sinon celui de l'ironie ?

L'ironie, chez M. Juppé, est un peu rêçoulée par l'enthousiasme qui reste juvénile et qui soutient son esprit de sérieux en l'exaltant. Sans doute, la tient-il en réserve pour le moment où il ira enfin s'asseoir à la terrasse du Florian, place Saint Marc. Prépare-t-il déjà sa fugue à Venise ? Rien ne presse, écrit-il à la fin de son livre. Mais il a choisi l'observatoire où l'ont précédé, d'Henri de Régnier et d'Emile Henriot à Paul Morand, d'illustres dandys. En attendant cette heure de retraite peut-être désabusée, nous le suivons sur les marchés de son XVIII^e arrondissement dans son élégante démarche de gentleman oxfordien, un peu distant, un peu réservé, mais brûlant de se rendre utile, s'inquiétant des problèmes de la ménagère.

André Tardieu a écrit dans la préface de son *Souvenir captif* : "Le mandat parlementaire est devenu la plus absorbante et la plus humiliante des professions. Le rôle de super-bureaucrate et de commissionnaire qu'il impose, les interventions de toutes sortes qu'il comporte, le soin minutieux qu'il exige pour des milliers d'intérêts particuliers qui n'ont rien à voir avec l'intérêt général... sont autant de raisons, quand on sait ce que vaut le temps, d'échapper à ses prises". Mais il n'y a pas de sot métier ! Chateaubriand, à la Chambre, ne jugeait pas indigne de lui de s'intéresser au prix des mulets, Lamartine, à celui des pommes de terre, Barrès, à celui des grains.

*
* *

La célébration du bicentenaire de la Révolution en

1989 n'a pas commémoré la fondation de la République, mais la proclamation des Droits de l'Homme et l'instauration de la monarchie constitutionnelle. Il n'y a eu aucune manifestation officielle en septembre 1992, anniversaire des massacres des prisons, pour le bicentenaire de la 1^{re} République. La librairie académique Perrin a choisi de commémorer un bicentenaire contre-révolutionnaire en inscrivant à son programme de ce début d'année *Les Grandes heures de la chouannerie* de M^{lle} Anne Bernet (13), *Monsieur de Charette* de M^{me} Françoise Kermina (13), et *les Colonnes infernales* de M. Louis-Marie Clenet (13), trois livres à lire. M^{me} Anne Brassié a publié à la même librairie une très complète biographie de Jean de la Varenne (13) avec de larges extraits d'une œuvre toute consacrée, des *Manants du roi à Nez-de-cuir* et au *Centaure de Dieu*, à l'épopée chouanne. M. Jean-Marc Varaut publie de son côté *La Terreur judiciaire* (13), mais il établit une ligne de démarcation entre "l'effort humaniste issu des lumières que représente la Déclaration des droits de l'homme et le dérapage sanglant issu de la mythologie révolutionnaire", entre les principes de 89 et les crimes de 93. Sur la Déclaration des droits de l'homme, citons le mot du comte de Narbonne, ministre de la guerre en 1792 et que Napoléon qui en fera son aide de camp disait "tout embabouiné des idées de 89" : "le plus inutile des lieux communs, le plus anarchique des symboles". Ce mot est rapporté par Villemain dans ses *Souvenirs contemporains d'histoire et de littérature*. Malouet, bon témoin du temps, acquis aux idées nouvelles, mais esprit modéré, a écrit dans ses *Mémoires* que "pour tout homme impartial, la Terreur avait commencé le 14 juillet 1789". Peut-on établir un lien de logique terroriste entre la Terreur sauvage de 1789 et la Terreur judiciaire de 1793-1794 ? Peut-on trouver, dans la déclaration rousseauiste des droits de l'homme, un passage entre les "lumières" et les "ténèbres" ?

Philippe SÉNART

- (1) Gallimard (Bibliothèque de la Pléiade)
 (2)(3)(8)(9)(11) Gallimard
 (4)(5)(6)(12) Grasset
 (7) Le Seuil
 (10) Albin-Michel
 (13) Perrin

Lire "France-Forum" c'est vivre avec son temps
Abonnez-vous à "France-Forum"

HENRI MATISSE

*"Quand je mets un vert, cela ne veut pas dire de l'herbe,
quand je mets un bleu, cela ne veut pas dire du ciel!"
Matisse*

*"Avant tout, je ne fais pas une femme, je fais un tableau"
Matisse*

Le musée d'Art Moderne de New-York (MOMA) a organisé l'an dernier la plus vaste rétrospective Matisse avec 490 œuvres ; en ces mois d'avril, mai, juin, le Centre Pompidou à Paris présente 150 œuvres des années 1904-1917, années où Matisse, admiré par Apollinaire, mais contesté par le plus grand nombre, se révèle déjà comme l'un des peintres les plus novateurs de son époque et à ce titre provoque quelque scandale : suppression progressive de la perspective, structuration de l'espace par la couleur, sensualité de la courbe, simplicité du trait, pureté de la ligne, élimination du modelé, utilisation audacieuse des couleurs pures et intenses posées en aplats.

Dès 1904 dans "Luxe, calme et volupté" et 1905 dans "La joie de vivre", Matisse s'affirme peintre du bonheur, de "la religion du bonheur". C'est le début d'une succession de tableaux prestigieux ressuscitant l'Age d'Or et où, selon l'observation de Pierre Schneider, affleure le sacré qui culminera dans la Chapelle du Rosaire à Vence.

Hier le Matisse qui construit et organise l'espace avec des couleurs choquant. Aujourd'hui sa maîtrise de l'ordonnance des formes et de l'expression par la couleur, sa science de l'accord entre la ligne et la surface colorée enchantent les foules qui, à New York, à Paris, se pressent à ses rétrospectives. Et c'est toujours le même Matisse...

De multiples études et ouvrages ont été consacrés à Henri Matisse, contribuant à étendre son rayonnement. Le génie de l'artiste est enfin reconnu par les critiques et historiens d'art les plus éminents. On n'a sans doute pas fini de découvrir tous les aspects et tous les apports de ce créateur, peintre, dessinateur et sculpteur. Il ne nous a pas semblé inutile, à l'occasion de l'exposition du Centre Beaubourg-Pompidou, de proposer à celles et à ceux qui souhaitent approfondir l'approche de Matisse quelques lectures permettant de mieux appréhender la richesse, la complexité, la subtilité de son œuvre.

- D'abord les trois numéros spéciaux de "Beaux-Arts", "Connaissance des Arts", "Télérama", qui réunissent de brillantes collaborations, et bien évidemment l'important catalogue du Musée National d'Art Moderne.

- "Matisse" par Pierre Schneider. Cette étude mérite le qualificatif de monumentale. Il s'agit d'une impressionnante Somme des travaux et des interprétations de l'auteur. 725 pages (grand format), magnifiquement illustrées, offrent l'analyse la plus profonde, la plus com-

plète, la plus savante de la démarche de Matisse. Le texte très dense montre, par delà le passionnant aspect décoratif, la puissance symbolique, la charge de spirituel et de sacré que possède l'œuvre de cet homme du Nord, séduit par l'Orient marocain, fasciné par les arts islamique et byzantin, émerveillé à jamais par la lumière méditerranéenne. Cette lumière de Nice "tendre et moelleuse malgré son éclat", cette lumière qui l'avait ébloui en Corse, à Saint-Tropez, à Collioure, à Tanger, décida de son installation sur la Côte d'Azur. Parmi les commentaires, explications et méditations de Pierre Schneider qui témoignent d'une sorte de familiarité et de complicité avec le peintre, on ne peut manquer de relever les remarques soulignant la signification de la lumière dans l'art de Matisse. Pierre Schneider estime que la lumière est pour Matisse ce qu'elle est pour Schopenhauer (1), une source de joie, le symbole de tout ce qui est bon. "C'est pourquoi, écrit-il, Matisse exige de son tableau et de son dessin qu'ils possèdent un véritable pouvoir de génération lumineuse". Et dans le cadre de l'exégèse de l'œuvre du peintre, il poursuit : "La lumière ne se laisse pas dissocier de la manifestation du sacré, elle en est le signe. La recherche de la lumière contraint Matisse à se poser la question de la religion en un temps de désacralisation... L'art selon Matisse parle de ce qui n'est pas art. Ses signes plastiques tirent leur sens de l'horizon spirituel invisible". (Edit. Flammarion. Prix : 499 F).

- "Henri Matisse" par Marcelin Pleynet. L'auteur a beaucoup et bien écrit sur l'art. Son excellent ouvrage qui fait suite à d'autres essais sur Matisse abonde en réflexions approfondies et stimulantes. Marcelin Pleynet s'attache à répondre à un certain nombre de questions essentielles qu'inspire celui qui a voulu "réunir le passé avec l'avenir de la tradition" et à déterminer la place capitale qu'il occupe dans l'art contemporain. Pour Marcelin Pleynet, "Matisse ne fut ni l'homme des diverses provocations de l'avant-garde, ni l'homme des multiples révolutionnarisation de l'art moderne ; Matisse ne fut ni l'homme de diverses conventions, ni l'homme des divers nihilismes de son siècle ; Matisse fut d'abord et essentiellement l'homme du bonheur de vivre, du libre-arbitre et de l'intelligence d'un contrat passé avec la vie, avec son art et avec la vie de son art qui fut et reste un art d'être vivant, un art de vivre". A propos de "l'Autoportrait" de 1906, où se constate la mise en place d'un "espace matissien", il formule une observation qui comblera ceux qui unissent dans une même admiration Cézanne et Matisse : "Ce visage de Matisse, qui s'impose

aujourd'hui, je dirais qu'il n'abandonne en rien la grande leçon de Cézanne sur laquelle repose toute l'œuvre du peintre, jusque et y compris la chapelle de Vence". (Edit. Gallimard - Folio. Prix : 63 F).

- "Matisse" par Jean Guichard-Meili. Cet essai chronologique décrit avec intelligence et compétence l'évolution de l'œuvre de Matisse et celle des techniques qu'il a adoptées depuis les toiles post-impressionnistes et les paysages fauves jusqu'aux prodigieuses gouaches découpées. La qualité du texte en fait une des initiations les plus substantielles et les plus claires à l'art de Matisse. (Edit. Somogy. Prix : 138 F).

- "Matisse" par Annette Robinson. Dans la collection intitulée "Tableaux choisis" l'auteur a sélectionné douze œuvres au Musée National d'Art Moderne de Paris sur les thèmes chers à l'artiste : la danse, les intérieurs, la fenêtre ouverte, les ateliers, la nature morte, les nus, les odalisques. Une bonne introduction à Matisse qui aide à mieux cerner l'originalité et à mieux comprendre l'univers de ce magicien de la couleur. "Les tableaux, disait-il, appellent des beaux bleus, des beaux rouges, des beaux jaunes, des matières qui remuent le fond sensuel des hommes". (Edit. Scala. Prix : 98 F).

- "Matisse, une splendeur inouïe" par Xavier Girard. Dans la collection "Découvertes", dont l'éloge n'est plus à faire, vient de paraître une biographie de Matisse, précise, agréablement écrite par le conservateur du

Musée Matisse à Nice, directeur des remarquables "Cahiers Henri Matisse" dont dix numéros ont paru à ce jour. Xavier Girard a établi le programme muséographique qui s'est inscrit dans l'opération de rénovation et d'agrandissement du Musée Matisse situé sur la colline de Cimiez, non loin du "Régina" où le peintre vécut ses dernières années. L'intérêt du livre de Xavier Girard est accru par le choix pertinent de textes de Matisse qui concluent ce petit volume. (Edit. Gallimard-Découvertes. Prix : 83 F).

La vie de Matisse : une vie, comme il l'a dit lui-même, sans événements marquants, mais la vie d'un artiste exigeant, d'un travailleur acharné qui refuse toute complaisance et toute facilité risquant de menacer ou de compromettre la liberté de création, la vie d'un poète des formes et des couleurs qui chante l'harmonieuse et resplendissante beauté d'un monde où s'accordent les êtres et les choses, la grâce rayonnante et voluptueuse du corps des femmes. Le mythe du Paradis terrestre, où "tout n'est qu'ordre et beauté, luxe, calme et volupté", demeure toujours présent à l'esprit de Matisse.

Henri BOURBON

(1) Schopenhauer note que "dans toutes les religions la lumière signifie le salut éternel".

Nu couché sur le dos (1936)

"Dans les années 1935-1936 Matisse peint de nombreux nus qui donnent une impression de monumentalité".

DISQUES

par Marc DARMON

**Joseph HAYDN : 6 Symphonies "Parisiennes" n° 82 à 87
12 Symphonies "Londres" n° 93 à 104**

Leonard BERNSTEIN, Orchestre Philharmonique de New York - 3 coffrets SONY "The Royal Edition" SM2K 47550, SM3K 47553, SM2K 47557

Sony réédite, en une centaine de disques ou coffrets, l'essentiel de ce que Leonard Bernstein a enregistré, principalement à la tête de l'Orchestre Philharmonique de New York, dans les années 1960 et 1970. Cette édition somptueuse, illustrée d'aquarelles de "His Royal Highness" le prince Charles, nous restitue des interprétations qui sont restées célèbres à juste titre : notamment de la musique américaine (Gershwin, Barber, Grofe, Copland, Ives...), une passionnante intégrale des symphonies de Mahler et une douzaine de disques consacrés à Haydn, proposant *la Création*, des messes et les Symphonies "parisiennes" et "londoniennes".

Les six symphonies n° 82 à 87 "Paris" furent composées en 1786. Les douze symphonies n° 93 à 104 "Londres" constituent les dernières œuvres symphoniques de Haydn et furent composées entre 1791 et 1795 à l'occasion de commandes régulières du célèbre impresario Solomon. Haydn était plus vieux que Mozart de vingt-cinq ans, et à ce titre il a largement influencé le musicien prodige (quatuors à cordes, premières symphonies). Mais il lui a survécu dix-huit ans et il a été également influencé par l'œuvre de son jeune confrère. Ceci est tout-à-fait marquant dans ces dernières symphonies.

Leonard Bernstein dirige les symphonies de Haydn avec une vitalité et une tension qui sont rares pour des interprétations avec grand orchestre symphonique. On a rencontré une telle vitalité depuis ces enregistrements à l'occasion d'interprétation sur orchestre "d'époque". Ces versions sont au même niveau que les "références" symphoniques actuelles : Karajan (DG), Solti (Decca), C. Davis (Philips), Szell (Sony).

Camille SAINT-SAËNS : Henry VIII

Philippe ROUILLON, Michèle COMMAND, Lucile VIGNON, Alain GABRIEL
Orchestre Lyrique Français, Alain GUINGAL
Théâtre Impérial de Compiègne, 1991
3 CD "Chant du Monde" LDC 2781083/85

Composé en 1882, l'opéra Henry VIII de Camille Saint-Saëns s'inspire de la pièce de Shakespeare. C'est

un opéra majeur du répertoire français, au moins du niveau de *Samson et Dalila*, pourtant beaucoup plus célèbre, et il est incompréhensible que cette œuvre ne soit pas plus souvent représentée.

La première représentation scénique depuis bien longtemps en France a été réalisée à l'occasion de l'inauguration du Théâtre Impérial de Compiègne. Cette salle d'opéra superbe a été entreprise sous Napoléon III puis est restée inachevée. Les travaux n'ont été terminés qu'en 1991.

La production d'*Henry VIII* est parfaite, notamment grâce aux chanteurs dont les voix et la prononciation sont idéales, grâce à l'acoustique devenue fameuse de la salle et grâce à une direction musicale et une direction des chanteurs qui rendent justice à la partition.

Depuis, le Théâtre Impérial de Compiègne a représenté en 1992, à l'occasion du centenaire de la naissance du compositeur et du cinq-centenaire de la découverte du continent américain, *Christophe Colomb* de Darius Milhaud, également dans des conditions optimales.

Il semble bien que le Théâtre Impérial de Compiègne soit un lieu privilégié pour la redécouverte dans les meilleures conditions des opéras français majeurs.

Anton DVORAK : 16 Danses Slaves

Katia et Marielle LABEQUE, pianos
1 CD PHILIPS 426-264-2

Les *Danses Slaves* de Dvorak doivent le jour à une commande du même éditeur que celui de *Danses Hongroises* de Brahms. Elle constituent une des œuvres les plus célèbres de Dvorak, avec la *Symphonie n° 9 "Du nouveau monde"* et le *Concerto pour violoncelle*.

L'enregistrement des sœurs Labèque présente la version pour deux pianos de l'ouvrage, bien moins connue que la version pour orchestre et pourtant bien plus dans l'esprit du compositeur (c'est aussi le cas pour les *Danses Hongroises* de Brahms).

L'interprétation est vivante, virtuose et toujours assortie aux différents types de danses slaves qu'a "restituées" Dvorak : Dumka, Polonaise, Mazur, Sousedska... C'est un excellent disque pour connaître Dvorak, avant la découverte d'œuvres moins célèbres et moins faciles d'accès mais essentielles : quatuors, premières symphonies, poèmes symphoniques...

notes de Lecture

● Une morale sans moralisme de Jean-Marie Domenach

Il faut un courage certain pour oser un livre sur la morale compte tenu du discrédit qui s'attache à ce mot.

Mélange indistinct de principes élémentaires d'éducation, de préceptes religieux dont il ne reste que la lettre, de lieux communs qui se donnent pour du bon sens, la morale évoque, au mieux, les maximes puérides inscrites sur les tableaux noirs des classes enfantines ou, au pire, un rituel de basse magie favorisant, à coup sûr, la matérialisation de la bêtise.

Il faut croire que les époques de mutations rapides qui nécessitent adaptation, compréhension, ouverture d'esprit, en un mot intelligence, sont propices au retour de pensées à armatures rigides. Elles permettent aux esprits frileux de se tricoter des cottes de mailles pour se protéger de la rigueur des temps. Aujourd'hui le fond de l'air doit être frais à en juger par la prolifération d'ouvrages ou d'articles qui fleurissent sous les rubriques de la morale, de la vertu ou de l'éthique (1).

Dans un monde où les idéologies les mieux établies se sont effondrées il est vrai que la morale - étant de l'ordre du discours et souvent du discours d'ordre - permet le recours rassurant à la langue de bois.

Ainsi le langage de la morale est-il souvent un réduit défensif, un discours du dénigrement, somme de petites aigreurs journalières qui font les neuvaines des promoteurs de l'ordre moral.

Universelle par nature, la morale est aussi une arme de stratégie destinée à assurer la cohésion ou l'unité d'un groupe, voire la conquête du pouvoir.

De quoi parle-t-on exactement ? D'une théorie des vertus ? D'une science des mœurs ? D'un traité du caractère ou d'une science de l'action ? De devoirs et d'obligations qui relèvent d'un pur formalisme, de vertus qui renvoient à la raison ou encore du plaisir que procurent la pensée et l'acte juste ? S'agit-il de la morale d'Aristote, de Platon, de Kant, de Hume (2), de Sartre, de Nietzsche ? De celle de l'église catholique ou de celle du parti communiste ? De la morale bourgeoise ou prolétarienne ? De celle des hommes d'affaires ? De celle des penseurs de droite ou des intellectuels de gauche ? S'agit-il de la morale des bien-pensants, des petits pécheurs ou des grands repentis ? Des principes inculqués aux garçons qui ne sont pas ceux inculqués aux filles ? Les morales sont partout, on en compte plus que de régimes amaigrissants.

Ecartant une approche frontale, Jean-Marie Domenach déclare d'entrée de jeu avoir posé par ce livre un "acte moral". Conscient que, dans la distance entre le bien parler et le bien agir, entre l'abstraction du discours et les réalités de l'action, se glissent l'hypocrisie et l'imposture, il choisit d'appuyer sa réflexion sur des faits - dont beaucoup sont d'une actualité immédiate -, mêlant ainsi le théorique au vécu.

Il faut "penser là où cela fait mal". Ainsi évoque-t-il, entre autres, les réseaux de soutien au FLN pendant la guerre d'Algérie, la procréation médicalement assistée, l'avortement, le drame de la transfusion sanguine, l'affaire Boudarel, l'attitude à l'égard des animaux, les prises de position des écologistes. Essayant de couvrir l'ensemble du spectre, il "procède par ricochet", allant sans cesse de la morale individuelle à l'impératif d'une morale universelle, conséquence de la réduction de notre monde et des problèmes qui se posent à l'ensemble de la planète.

Mais la morale - si tant est qu'elle soit une - est aussi difficile à appréhender que l'hydre de l'Herne à détruire. A chaque pas surgissent une ou plusieurs contradictions qui à leur tour font naître de multiples questionnements. Dans ce labyrinthe comment trouver un fil salvateur ?

Revenons sur l'attitude de certains intellectuels français, alliés et soutiens actifs du FLN, J.-M. Domenach qualifie cette attitude de "courageuse et de cohérente" tout en disant ses distances avec ce choix. Était-il moral d'aider le FLN ? Oui, selon certains, car il s'agissait d'une lutte contre le colonialisme jugé inacceptable au nom des valeurs mêmes de la République. Non, selon d'autres, car c'était aider les ennemis de la Nation - que cette cause nationale fût bonne ou mauvaise en soi - et contribuer directement ou indirectement à l'assassinat de Français. Peut-on sortir de ce dilemme ?

Cette interrogation peut en suggérer d'autres à l'infini que l'auteur aurait pu poser : fallait-il attaquer l'arrière des colonnes allemandes qui refluaient au risque de provoquer Oradour-sur-Glane ou assister passifs au départ de l'occupant ? Est-ce le résultat qui est garant de la valeur d'un acte ou faut-il ne prendre en considération que l'intention qui animait son ou ses auteurs ?

Fallait-il, au nom des grands principes, encourager les élites de certains pays colonisés à réclamer l'indépendance alors même que leur pays était dans l'incapacité de l'assumer ? Leur porter secours maintenant, n'est-ce pas une forme moderne de colonialisme et un mépris à l'égard de nos propres concitoyens en regard de la crise économique que nous vivons ? Ces questions, et bien d'autres, que suscite la lecture du livre de J.-M. Domenach laissent à penser qu'il n'y a pas de réponse définitive valable pour tous et en tous lieux, mais sans doute des attitudes subjectives à l'égard de la morale.

Tuer l'ennemi pour défendre sa patrie, son village, sa famille est un acte moral qui mérite respect, décoration, éloge. Si déserteur est immoral, refuser hautement de porter les armes, en temps de guerre, au nom du caractère sacré de toute vie humaine, se poser en objecteur de conscience et invoquer une morale plus haute, est-ce immoral même si cela conduit au poteau d'exécution ?

Qui décide du bien et du mal ? Les circonstances ? Le code de la guerre ? Si l'humanité progresse vers davantage d'humanisme par des actes individuels exemplaires chèrement payés, elle bénéficie aussi des leçons qu'elle tire de l'effondrement de systèmes politiques-modèles qui disparaissent en abandonnant l'héritage de leurs

charniers. Ce n'est d'ailleurs pas la moindre des amoralités que de voir les intellectuels qui se faisaient les chantres de ces "cités du soleil" continuer à parader dans nos médias avec une irresponsabilité qui justifie leur discrédit.

Existe-t-il des morales variables suivant les individus, et chacun ne tire-t-il pas sa grandeur du sacrifice qu'il est prêt à consentir en fonction d'une certaine conception de l'homme et de l'humanité ? Ou existe-t-il des morales variables suivant les circonstances, les familles spirituelles ou les groupes politiques ?

Y a-t-il des morales que l'évolution de l'Histoire rend, après coup, inutiles sinon dérisoires ?

Évoquer cette question sous cet angle, c'est se demander si la morale existe indépendamment du temps dans lequel elle est pensée et vécue par des individus déterminés. Accepter cette thèse conduirait à faire abstraction de la loi positive. Or, il est incontestable que toute société s'articule et se reconnaît dans un certain nombre de valeurs qui s'expriment au travers de la loi. Si J.-M. Domenach déplore la "juridification", il me semble que son importance est bien soulignée par Angèle Kremer-Marietti dans son court ouvrage sur la morale (3).

Mais évoquer la loi c'est bien sûr renvoyer à d'autres interrogations. De quel compromis est-elle l'aboutissement ? Quelle est ou quelles sont les philosophies qui l'inspirent ? L'histoire récente nous a appris que la loi pouvait être l'instrument de l'iniquité (4).

Pour J.-M. Domenach, "la morale n'est pas démocratique. La majorité électorale produit un pouvoir. La morale n'en produit aucun... Sachons que l'homme moral sera toujours minoritaire". Cette constatation désabusée conduit l'auteur à souhaiter que les instances qui légifèrent en tiennent compte et réfléchissent "sur les conditions pratiques d'une vie bonne".

Dire que l'homme moral est minoritaire renvoie au comportement individuel. Si J.-M. Domenach n'esquive pas cette confrontation qu'il analyse au quotidien, pourquoi avoir fait resurgir des mots aussi périmés, dans la relation à l'autre, que ceux de "pitié", "commisération", "charité", "miséricorde", "sollicitude" ? Est-il vraiment utile de savoir ce qui fonde la démarche vers l'autre dont rien ne dit, de plus, qu'elle remplit sa destination ? Qu'importent les pensées ou les arrière-pensées de celui qui donne et de celui qui reçoit ? Qui de nous n'a reçu en échange d'une obole un regard de mépris souriant ? Car rien ne se donne vraiment, tout se paie - et doublement - lorsque l'humiliation est un détour inévitable pour permettre l'expression de la demande et que la dignité humaine est en jeu dans l'échange qui en résulte.

La psychanalyse a depuis longtemps permis de jeter un doute salvateur sur bon nombre de ces "bonnes actions" qui sont quelquefois plus utiles à ceux qui les font qu'à ceux qui en bénéficient. Alors pourquoi ramener la morale à la virginité ou s'interroger sur la validité des réflexions de Kant ou de Kierkegaard au motif qu'ils ont

été incapables de se déterminer au mariage pour, plus loin, suggérer l'abandon de toute fixation sur la sexualité ? Pourquoi la "patience", le "dévouement", la "pauvreté volontaire", qui contribuent au succès des Japonais dans les affaires, relèveraient-ils de la morale plutôt que d'un trait de comportement de ce peuple ?

La morale peut se traduire par un conformisme en matière de mœurs, mais elle ne peut être réduite à cela. Le Christ est-il un personnage moral ? Qui peut en douter ? Pourtant ne choquait-il pas les bonnes mœurs de son temps en injuriant les pharisiens, en chassant les marchands du temple, en ne respectant pas le sabbat, en acceptant, dans sa suite, Marie-Madeleine et en refusant de condamner la femme adultère ?

L'axiome sartrien - "on ne peut être moral que si tout le monde l'est" - ou son envers kantien - "agis de telle sorte que ta maxime puisse être érigée en loi universelle" - peuvent être contestées. Comme chaque arbre donne ses fruits, chaque être humain produit des actes qui le révèlent dans sa part de lumière et d'ombre, de responsabilité et de non-dit (hérédité, éducation, expérience acquise, degré de conscience...), qu'un regard extérieur individuel ou collectif - obscurci par la même errance - située, en fonction de ses attentes, sur une échelle morale, elle-même évolutive. Certains ont été proclamés saints en leur siècle qui eussent été brûlés en d'autres temps.

On le voit, la lecture de l'ouvrage de J.-M. Domenach

ne peut manquer de susciter une intense et nécessaire réflexion. On peut ne pas accepter d'écrire Mal et Bien avec des majuscules, préférer les décliner au pluriel, ne pas évoquer le péché originel ou Satan, s'interroger ici ou là, il reste que J.-M. Domenach a écrit un livre généreux et profond.

Dans un domaine si propice aux nostalgies douteuses, comment ne pas accompagner l'homme plein de sagesse et de vie qui écrit : "premier devoir en morale : la casser en avançant, comme une banquise qui se referme indéfiniment sur la brise-glace. Etre moral par le rire, l'indignation, la colère contre les moralistes mondains, tel est le commencement ou plutôt le recommencement de la morale".

Hugues ROUVILLON

Jean-Marie DOMENACH "Une morale sans moralisme" - Flammarion - Décembre 1992.

(1) Sur l'air ambiant cf. *L'angélisme exterminateur* d'Alain-Gérard SLAMA - Grasset.

(2) Parution récente en G.F. Flammarion du tome III du "Traité de la nature humaine" de HUME consacré à la morale.

(3) "La Morale" d'Angèle KREMER-MARIETTI - PUF - Collection "Que sais-je ?"

(4) Cf. *Les lois de Vichy* de Dominique RÉMY - Editions Romillat.

● La démocratie sur la balance de Roger Quilliot

Dès l'abord, une mise en garde, si vous le permettez ! Roger Quilliot a été ministre de l'Urbanisme et du Logement entre 1981 et 1983. Parlementaire depuis un quart de siècle, il est présentement sénateur du Puy-de-Dôme. Depuis vingt-cinq ans, il est maire de Clermont-Ferrand.

On aurait, ainsi, pu s'attendre à ce que les 281 pages de ce livre nous présentent quelques-unes des situations chaudes que le décideur politique Roger Quilliot a vécues. L'important pour le citoyen est d'y voir clair sur le "fonctionnement" de ses leaders.

Ce n'est pas le genre de cet ouvrage. Aussi bien, le sous-titre l'annonce : "*Essai de philosophie et de pratiques politiques*". En vérité, davantage de "philosophie" que de "pratiques". Même s'il est de nombreuses pages sous lesquelles on sent palpiter l'expérience du vécu. Mais rarement "en direct".

Dès lors, l'intérêt de ce livre est ailleurs. Il est de nous révéler l'état d'esprit, au bout de cinquante ans "d'engagement", d'un universitaire, non seulement spécialiste d'Albert Camus - Roger Quilliot est l'homme qui a mis celui-ci en Pléiade - mais disciple de Camus intensément (1). Il est (pour dire, à peu près, à la manière de Roger Quilliot) de nous montrer comment un "diplodocus" en 1945 - tel lui, le socialiste, apparaissait à la communiste

Annie Kriegel (p. 11) - finit par se sentir, surtout, "un de ces "cuisiniers" que dénonce l'Antigone d'Anouilh" (p. 14). "Apologie des cuisiniers" s'intitule son propos final.

"Diplodocus", ou "cuisinier", en tout cas du côté des "Sisyphes de la vie publique" (p. 275), de "ceux qui ne se résignent pas, qui, même dans une histoire imprévisible, prétendent réduire le hasard ; qui tentent une nouvelle donne - un New Deal -, visent une nouvelle frontière, prennent des risques calculés pour faire reculer les inégalités, pour faire progresser la fraternité" (p. 275). Oui mais... en ayant "conscience des limites de leur action" (id.). Pas un brin de sang de Prométhée dans Roger Quilliot. Et heureux de n'en pas avoir, d'avoir échappé à cette fascination-là !

D'où ce ton de philosophie tranquille caractéristique de ces considérations sur "l'insoutenable légèreté du politique" (première partie), sur les "ressorts et limites" (deuxième partie), sur "le temps des réformes" (troisième partie). "Limites", "réforme" l'attitude est affichée. Sans complexe, sans tourment.

Du coup, sans illusion perdue, puisqu'ayant, à la suite de Camus, adopté "une pensée politique modeste", Roger Quilliot, ce n'est pas un politique déçu. Ce qui lui permet - fait rare en ces saisons - de mettre la politique à sa vraie place, sans la charger de tous les péchés des

hommes. Particulièrement intéressantes sont les pages qu'il consacre à montrer que la fameuse "société civile", ses vertus toujours célébrées, est aussi fumeuse que la politique. "La société n'est pas plus homogène que la prétendue classe politique. Elle se partage en courants..." (p. 62). Bonne dénonciation d'un mythe simple !

Pas d'illusions perdues. Approche modeste. L'un des adjectifs majeurs de cette philosophie politique est "pondéré". Approche honnête, aussi. L'autre mot-clef est l'impératif "Ne trichons pas !" (p. 182). "Je veux seulement ne pas tricher" (p. 183). Effectivement, Roger Quilliot ne manque jamais, à la Montaigne, de mettre en lumière les divers "biais" des choses de la société et de la vie. "L'argent permet de faire, de créer comme de corrompre ou de contraindre" (p. 118), "Accepter les inégalités est à la fois inévitable et inacceptable" (p. 170), "L'ordre est nécessaire... Le mouvement est non moins naturel" (p. 181). Même la "révolution conservatrice" de Reagan est jugée à l'aune de ce "Ne trichons pas !" : "A-t-il réussi ? C'est selon" (p. 185).

Sur la même lancée, Roger Quilliot sait raison garder, à l'heure où la mode est à crier tous azimuts : "Démocratie ! Démocratie !" "Ce que nous autres Occidentaux appelons, avec un peu de présomption, démocratie" (p. 100), "La démocratie - ou cette monarchie oligarchique et constitutionnelle qui en tient lieu" (p. 110) "Dans ce qu'il faut bien appeler non pas démocratie, mais démocratie pondérée ou oligarchique..." (p. 111). On croirait presque lire du François Bourricaud ! "Elu du peuple donc, l'homme politique cesse du même coup d'en être" (p. 72). Surprise ou non surprise, voici qui évoque Alain !

Comme toujours, il y aurait bien d'autres idées à glaner au fil de la vingtaine de chapitres qui composent ce livre. Tant dans celui sur les "paradoxes de l'homme public", que dans les dernières lignes de celui traitant de la "médiacratie" où sont suggérées les causes essentielles de la tension Journaliste-Homme politique : "Le journaliste a choisi l'éphémère et la dispersion ; le politique rêve, comme disait Claude Brasseur, d'éternité" (p. 142). Non moins dans le chapitre sur "les contrats sociaux". Etc.

Arrivé au bout de ce livre, au moins deux questions s'imposent.

- Pourquoi ce titre étrange "La démocratie sur la balance" ? Alors que Roger Quilliot ne considère pas que la démocratie existe réellement. Alors qu'il affirme,

in fine, que le temps de la balance est fini. Et que, l'important, c'est, désormais, "l'intégration" : "long-temps, notre vie publique s'est placée sous le signe de l'équilibre : l'équilibre, ce peut être la balance démocratique, se mouvant autour du même axe, les pouvoirs et les puissances en concurrence... L'équilibre demeure une de nos références. Mais (après) dislocation des équilibres établis... les forces en œuvre ne se contrebalancent plus..." (p. 260).

- Et le socialisme dans tout ça ? Où est-il ? D'autant que Roger Quilliot supporte mal les "intransigeants de 1968, recyclés raisonnablement dans la publicité, les affaires ou les cabinets ministériels, durs parfois comme de petits Créons" (p. 281). Certes ! N'empêche que ce sont eux qui ont sauvé le parti socialiste ! Epinay c'est eux ! En plus, le socialisme ne passe-t-il pas, désormais, par les "Verts" ? Oh ! pas tendre, Roger Quilliot, pour ces Verts "qui transfèrent leurs utopies maoïstes ou staliennes sur la nature et y apportent le même sectarisme irrationnel" (p. 40).

Cette question, au demeurant, Roger Quilliot ne l'élude pas : "Me dirai-je encore socialiste ? Ou quoi ?" (p. 14). Au fin fond la question fondamentale n'est-elle pas : "Peut-on être socialiste sans être peu ou prou prométhéen ?". L'essence du socialisme n'exclut-elle pas les Sisyphe et les "cuisiniers" ? Ceux-ci ne sont-ils pas irrémédiablement voués à être des notables rad'socs ou centristes ?

René PUCHEU

Roger QUILLIOT "La démocratie sur la balance", Ed. Belfond, 1992.

(1) Roger Quilliot lui a consacré un livre intitulé "La mer et les prisons" (Gallimard), dont Albert Camus a confié un jour à Henri Bourbon qu'il était à ses yeux l'un des meilleurs écrits sur son œuvre.

N.B. : Qui souhaite approfondir la question de la démocratie doit, assurément, lire l'ouvrage fondamental de Moisei Ostrogorski : "La démocratie et les partis politiques". Publiée, pour la première fois, en 1903, rééditée en 1912, cette "œuvre" - car c'en est une - vient de paraître (Ed. Fayard 1993).

Dans sa préface qu'il a rédigée pour le présenter, notre ami Pierre Avril a mis en lumière avec clarté les innovations de Moisei Ostrogorski et la trace profonde de ce livre sur l'évolution de ce secteur de la science politique.

On reviendra, ultérieurement, sur ce livre.

Les livres de nos collaborateurs et amis

"Les nouvelles frontières de l'Europe"

Ouvrage collectif publié par la **Fondation Robert Schuman** (Ed. Economica)
Contributions de nombreuses personnalités françaises et étrangères (**Louis JUNG,**

Jean FRANÇOIS-PONCET, Michel DRANCOURT, Michel ALBERT, etc.)

(Avant-propos de Raymond BARRE - Préface de Klaus KINKEL)

Jacques NANTET (1910-1993)

Avec cette note de lecture sur *Les Invisibles* de Soljennitsyne prend fin une collaboration de vingt ans, une de celles dont France-Forum tirait le plus de fierté : Jacques Nantet nous a quittés, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, le 5 juin 1993. Coïncidence : déjà, l'un de ses premiers articles, en 1974 - sa signature apparaissait régulièrement dans notre revue depuis l'année précédente -, était consacré à l'écrivain rebelle. Mais, tout au long de cette période, nos lecteurs auront apprécié la diversité de ses centres d'intérêt, la richesse de son information dans tant de domaines (politique, histoire, grandes questions d'hier et d'aujourd'hui, littérature française et étrangère...), une intelligence chaleureuse et stimulante, le style d'un écrivain-né.

Genre de Paul Claudel, vice-président de l'Association des écrivains catholiques, membre du jury de nombreux prix (Grand prix catholique de littérature, Prix Maurice Baumont,...), des grandes sociétés littéraires, il est l'auteur de nombreux livres, *Les Juifs et les nations* (Ed. de Minuit), *Histoire du Liban* (id. pour l'édition de 1963 ; réimprimé en 1989 par les éd. Téqui), *Tocqueville* (Seghers), *Panorama de la littérature noire d'expression française* (Fayard), *Pierre Gemayel* (J.C. Lattès) : cette liste non exhaustive révèle l'ampleur du champ labouré. Et il faudrait y ajouter les innombrables études, notes, chroniques, publiées, en dehors de France-Forum, dans *La Vie intellectuelle*, *La Table ronde*, *La Revue des Deux Mondes*, *L'Herne* et bien d'autres.

Mais au-delà du style, de l'érudition, de l'acuité du regard de l'observateur, quelque chose de plus important fonde l'originalité et la valeur de cette œuvre : la volonté qu'a toujours eue son auteur d'être présent au monde. Chargé de diverses missions diplomatiques entre 1944 et 1950 (travaux préparatoires à la mise en place de l'ONU, Proche-Orient, Liban en particulier), il accumule connaissances et expériences. N'hésitant jamais à s'engager au service de grandes causes, il appartiendra successivement à la Jeune République, à la Nouvelle Gauche, au CDS. Il sera mendésiste, se manifestera au moment de la guerre d'Algérie, sera membre du Comité français sur la situation des Juifs en URSS, deviendra le président de la Fraternité d'Abraham (fondée avec notamment le Père Riquet et André Chouraqui, pour réunir des responsables des trois religions monothéistes).

La disparition de Jacques Nantet sera cruellement ressentie. Survenant en même temps que le décès d'Etienne Borne, elle accroît notre émotion et notre tristesse.

France-Forum

● Soljennitsyne dévoilé

Le dernier livre d'Alexandre Soljennitsyne - enfin paru en France -, *Les Invisibles*, est un ouvrage très intéressant et très utile. Ecrit à Zurich en 1974-75 (donc après l'exil définitif) il met enfin à la disposition du public français toute une série d'informations, notamment sur la vie personnelle du célèbre auteur. On apprend les circonstances de son premier mariage, et la manière dont cette union s'est peu à peu délitée au goulag, puis pendant la période de liberté surveillée.

De surcroît, on peut distinguer différentes phases dans la résistance anti-soviétique. L'arrivée au pouvoir d'un Khrouchtchev modifie profondément les modalités de la lutte, et à ce propos deux tournants importants apparaissent en 1962 et en 1973, à la veille même de l'exil. Et puis est rendu plus sensible le rôle des "invisibles", justement. Ce sont les compagnons de déportation, la plupart fils ou filles de bolcheviques convaincus, et aussi de nombreux intellectuels, professeurs d'universités.

Soljennitsyne apporte, par ailleurs, des précisions sur les lieux privilégiés de la résistance. L'Estonie, par exemple, regroupe un très grand nombre d'antibolchevistes. Et l'auteur, qui y fait de longs et fructueux séjours, attribue ce privilège de l'Estonie à ce qu'il appelle "la proximité de l'Europe occidentale". Quoiqu'il en soit, dès la période khrouchtchevienne l'Estonie devient un centre capital pour les opposants à la dictature communiste, et plus tard, après l'expulsion de Soljennitsyne, c'est

avec des Lettons, par leur entremise, qu'il maintiendra le contact.

Remarquons que le premier lieu d'exil de Soljennitsyne, la Suisse, permet surtout d'établir des ramifications solides entre les Russes de la résistance et les sympathisants occidentaux. C'est à partir de là que l'avocat ouest-allemand Heel établira des réseaux qui perdureront après le passage à l'Ouest d'Alexandre Soljennitsyne. C'est cette même voie que suivront les sympathisants français de la résistance russe. Nikita Struve, Tatishcheff et leurs amis - tous rencontrés à l'ACER et au YMCA - vont, à leur tour, accomplir pendant des années un prodigieux et courageux travail de liaison pour aider et sauver la résistance russe.

Tout cela nous l'apprenons à la lecture de *Les Invisibles*. Un livre indispensable et qui met aussi en lumière le rôle prodigieux joué par les femmes russes ou lettones dans toutes ces affaires. Elles ont été l'âme de la résistance. Il faudrait toutes les citer jusqu'à cette jeune femme "pleine de sérieux, dont les cheveux faisaient comme une aile noire au-dessus de ses yeux noisette".

Voilà l'âme de la résistance russe. Il fallait aussi rendre hommage à ces femmes héroïques.

Jacques NANTET

SOLJENNITSYNE - *Les Invisibles* - Ed. Fayard, 1992, 306 p.

Etienne BORNE

Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons avec infiniment d'émotion le décès de notre cher Etienne BORNE.

En tête de ce présent numéro Henri Bourbon rend hommage à notre ami et dans notre prochain cahier, nous consacrerons à Etienne Borne des pages qui mettent en évidence l'importance de son apport dans la pensée et dans la politique française.